



**NOIR**



**ET  
ROUGE**

**N° 46**

**CAHIERS**

**D' ETUDES**

**ANARCHISTES**

# CAHIERS D'ÉTUDES ANARCHISTES

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

## *NI PLEURS, NI COURONNES*

« L'Anarchie est inatienable... »

« Et ta sœur ? »

Dicton moldo-valaque du XII<sup>e</sup> siècle.

Avec un retard sur « Le Monde » dont nous nous excusons (voir son « Panorama de l'extrême-gauche révolutionnaire » du 3 avril 1970 annonçant, sans nous l'avoir demandé, que nous ne paraissions plus ; c'est beau l'Information !) et comme nous supposons que tout le monde ne lit pas — encore — « Le Monde », nous avertissons le lecteur que ce n° 46 de « NR » sera effectivement notre dernier numéro.

Au cours des deux assemblées extraordinaires qui ont précédé cette décision, les situations du groupe et de la revue avaient été discutées, des textes amenés, pour essayer de voir clair dans la crise qui nous frappe (pas si « soudainement » qu'on pourrait le croire à première vue, on y reviendra) et d'en tirer les conclusions logiques.

Cet ultime numéro n'est plus l'expression publique du groupe NOIR et ROUGE, celui-ci ayant également cessé d'exister sous la forme qui avait été la sienne jusqu'à présent. Préparé par une commission restreinte de militants, il tentera seulement de présenter au lecteur le pourquoi de notre situation. Peut-être n'y parviendrons-nous pas (un copain disait au cours d'une des dernières réunions que si nous arrivions à expliquer notre crise, il n'y aurait pas, ou plus, de crise...) mais quoi qu'il en soit nous pensons qu'il était à la fois du minimum d'honnêteté révolutionnaire et de logique politique envers le lecteur, envers nous-mêmes aussi, de faire ce bilan.

Nous avons dit ne plus parler « officiellement » au nom du groupe Noir et Rouge, les avis exprimés ici seront donc des opinions soit personnelles, soit de quelques camarades groupés. Il est possible qu'il y ait des redites ou au contraire des contradictions : tant mieux, le lecteur aura ainsi une juste idée de notre situation, nous aurions dû procéder ainsi plus tôt...

Pour que les camarades s'y retrouvent, nous avons ordonné le numéro comme suit : quatre textes avant les réunions, une petite transition sur les réunions elles-mêmes et leurs résultats concrets, puis des textes d'après-réunions faisant le bilan sous toutes ses formes et puisque nous avons fait une certaine critique de l'anarchisme, nous élargirons la question par un grand texte sur le gauchisme lui-même, le courrier complétant ce dernier numéro.

Nous n'avons l'intention ni de pleurer, ni de demander qu'on nous pleure, les mouchoirs coûtent cher, même les kleenex. Nous croyons plutôt que nous sommes à la fin d'une étape, d'un cycle ou d'une époque et qu'il faut le dire, essayer de l'expliquer, pour voir ce qui peut être fait ensuite. Car nous n'avons pas l'intention de lâcher la bagarre, ceci pour ceux qui pourraient oublier que nous sommes un peu comme l'Hydre de Lerne...

Nous sommes toutefois d'avis opposés, ce numéro le montre, sur les disparitions du groupe et de la revue. Certains pensent qu'il s'agit là d'un échec, d'autres qu'il s'agit au contraire d'un renouveau, d'une joie... On ne peut trancher ici, mais simplement exposer, pour réfléchir puis, plus tard, agir.

C'est pourquoi, à ce dernier numéro de « Noir et Rouge », on est prié de n'apporter ni les pleurs du regret (« Vous allez nous manquer, etc... ») ni la couronne des enterrements prématurés. Le combat continue. A tous, salut et fraternité.

LA COMMISSION



## INVITATIONS A UNE RÉUNION...

### TEXTE N° 1

Pourquoi cette réunion ? Nous souhaitons voir les questions suivantes :

- Envisager l'arrêt de la parution de la revue N.R.
- Mettre en question notre existence en tant que groupe.
- Critiquer un certain nombre de choix théoriques et pratiques dans lesquels nous nous sommes engagés ces deux dernières années.

Nous y sommes comme forcés par le malaise qui s'est manifesté dernièrement dans notre groupe. :

- La fonction du groupe et de la revue est de plus en plus floue.
- Le peu de réflexion parmi nous, donc le peu de texte à publier.
- Le nombre décroissant des participants aux réunions (donc moins d'informations).
- L'entente difficile, entre nous, peut-être parce que les échecs subis dans notre pratique ne trouvent pas de solutions dans le cadre de ce groupe ou de compensations imaginaires dans « notre théorie ».

Ces derniers mois nous avons envisagé différentes tentatives : 1° en tentant avec un autre groupe de proposer une liaison pour des tâches très pratiques avec quelques groupes (un seul individu a répondu) ; 2° Puis en fondant des espoirs sur la formation de petits groupes autonomes (plus cohérents, ayant une vision plus totalisante, un champ d'intervention défini) ; 3° En créant ce que nous avons appelé (à tort) des commissions (en réalité des groupes de travail) avec d'autres camarades ne venant pas aux réunions habituelles. (Deux d'entre elles ont une existence réelle).

A ce stade-là nous avons trouvé notre réunion de groupe « aliénante » ; critique par trop insuffisante. Voici quelques points qui sont sortis de la discussion. Nous croyons qu'ils dépassent le cadre de notre petit groupe.

— Il y a d'abord un problème d'« acquis théorique » anarchiste. Qu'est-ce que c'est ? quelques principes généraux qui seraient communs, mais lesquels et à qui ?

— Une théorisation des pratiques que nous avons personnellement ? (s'opposant à ce qui serait théorie abstraite, érudition gratuite, etc.)

— Une critique de cette façon même d'envisager le problème. (Il faut avoir une vision globale tant bien que mal pour comprendre chaque pratique).

— Problème des origines sociales différentes des gauchistes.

Donc qu'est-ce que l'acquis, comment s'en servir ?

En supposant ce problème sinon réglé, ce qui n'est pas possible dans l'absolu, du moins en voie de l'être, soit négativement soit positivement, un certain nombre de « directions pratiques » ont été proposées. (Pour que la dissolution de notre groupe serve à quelque chose de positif). Nous les énumérons sans prendre position :

1 Systématisation des groupes de travail et réunions de liaison plus espacées.

ou 2 Dans cette réunion où nous vous invitons, commencer par faire un inventaire des activités (personnelles ou autres) et des centres d'activité existant à l'heure actuelle. Voir à quoi elles correspondent, les points communs, les liaisons nécessaires. Etre plus formaliste — assez de « ragots entre copains »

ou 3 Toujours dans cette même réunion, voir les tâches principales à faire, que les participants reforment des groupes spécialisés (il est impossible qu'un seul petit groupe prétende tout faire).

## TEXTE N° 2

### PREAMBULE

Le mois de janvier 1970 a vu s'accélérer, au sein de notre groupe, un processus de désintégration, à différents niveaux, dont la réunion du 31 nous a fait prendre conscience avec une acuité particulière et nous oblige maintenant à en tirer les conséquences. Comme celles-ci peuvent être graves pour le groupe lui-même et la revue, nous estimons d'élémentaire « démocratie anarchiste » le fait d'avoir une réunion extraordinaire, réunissant le maximum de camarades ayant eu, de près ou de loin, l'occasion de travailler au groupe ou avec nous. C'est dire l'importance de cette réunion et la nécessité de ne pas s'y noyer dans les discours. D'où également la nécessité de cette feuille d'information, faisant rapidement le point, adressée à tous les participants éventuels à cette réunion, pour mieux la préparer.

### C'EST LA CRISE... (comme dirait K.)

La crise qui nous atteint a de multiples causes, tout ça est imbriqué, problèmes du groupe et de la revue se mêlant également, facteurs politiques se mélangeant aux facteurs psychologiques. Peut-être aussi sommes-nous tout simplement, comme on dit, au bout du rouleau (c'est arrivé à plus malins que nous : « Socialisme ou Barbarie », « Arguments », « Pouvoir Ouvrier récemment ») encore qu'il paraisse un peu facile de se satisfaire de réponses trop simples... Il est vrai aussi, sans que cela nous sécurise pour autant, que la crise dépasse notre petit groupe mais touche tout le mouvement révolutionnaire, du moins ceux qui ne se contentent pas d'activisme ou de gonfler les effectifs, ou encore d'ériger l'autosatisfaction ou le « bidon » en ligne politique.

Pour éviter un trop long pensum aux camarades (nous parlerons plus en détails à la réunion), nous pensons utile de partager notre succincte analyse en deux parties : le groupe, la revue.

### LE GROUPE

Il existe sous le nom de « groupe Noir et Rouge » depuis 1961, après le départ de camarades — ayant créé avec nous les GAAR en 1956 — pour la FA où ils furent à la base de la constitution de l'UGAC. Cela fait donc 9 années que le groupe « NR » existe. Il a subi différentes transformations, employé diverses méthodes, s'est élargi fin 1967 par l'arrivée de copains étudiants pour la plupart, c'est la période du groupe-non-groupe... Puis c'est mai 1968 qui, selon l'analyse d'un copain au cours d'une de nos dernières réunions, s'il semble être pour nous le « triomphe » d'une certaine position, d'une certaine insertion plus dans la réalité que d'autres révolutionnaires style centralistes ou même FA, semble être aussi le début de notre déclin, peut-être de notre perte.

## Pourquoi ?

Il semble (remarquez notre prudence, nous n'émettons que des hypothèses !) que Mai ait accéléré le **mythe** NR, qui était déjà sensible avant (légende du groupe mystérieux, etc.) et auquel nous avons peut-être contribué. L'appartenance de Dany C.B. au groupe et le fait que ça ce soit su n'a peut-être pas arrangé les choses de ce côté... Bref : beaucoup de camarades, de gens isolés ou éloignés se sont fait une fausse idée de nous, exagérant notre influence, notre organisation, etc. Nous étions tout à la fois groupe de théoriciens (ou semi, selon l'Inter-situationniste), d'action, éditeur, un peu FA et commission de relations internationale aussi : c'est trop ! Une certaine publicité d'après-mai (« Magazine Littéraire », « Nouvel Obs », situs et tout récemment « l'Idiot International » et « Le Monde », entre autres...) nous a **institutionnalisés**, nous et la revue.

Nous sommes donc tout à la fois un mythe et une institution, premier paradoxe d'une situation qui n'en manque pas !

Nous sommes un peu comme des anciens combattants inadaptés : l'après-mai nous a vus incapables de remplir des fonctions nouvelles qu'exigeait une situation nouvelle, vu que nous n'avons pas su, et pu, tirer les profondes conséquences théoriques et politiques de tout cela. Nous abordons ainsi le chapitre de notre faiblesse théorique, d'aucuns diront de notre insuffisance voire de notre paresse : en tout cas le fait est là, c'est le vide de ce côté et nous devons le constater.

Parallèlement à cette carence, l'ambiguïté inhérente au groupe (comme à la revue, nous en reparlerons) s'exerce en ce sens que nous ne savons plus très bien **pourquoi** nous sommes ensemble, et **vers quoi** nous allons. Pré-supposés éthiques chez les uns, économiques chez les autres se mêlent et ajoutent à la confusion.

Exemple de cette confusion : lors des toutes dernières réunions, un camarade pense qu'il faut **avant tout** étudier les classes, sinon nous merdouillerons sur tout le reste et ne saurons nous définir en vue de l'action et de la réflexion, nous donner des perspectives. Or nous n'avons jamais pu étudier à fond certains problèmes parce que les réunions du groupe nous amènent à chaque fois leur lot de petites actions à entreprendre et à discuter, dictées par l'actualité, avec les problèmes de la solidarité sous leurs diverses formes, etc. C'est donc **aussi** une question de temps mais la question reste : sommes-nous d'abord un groupe d'action, ou de réflexion, ou éditeur ou tout ça ensemble ? Le groupe n'était-il destiné à être qu'un **carrefour** où informations, actions diverses seraient confrontées, où des copains de passage ou de province viennent prendre le contact comme à une sorte de permanence puisque on sait que « NR est là »...

Tous ces défauts, ajoutés à des raisons psychologiques (fatigue, ennuis personnels, etc.) qui ont leur importance quand on est peu, font en définitive que nous sommes de moins en moins aux réunions et cela pose brutalement le problème. Allons-nous continuer comme ça jusqu'à extinction, ou trouver de nouvelles formes, réagir ? Nous avons certes créé voici quelques mois une commission ouvrière avec d'autres camarades, d'autres commissions se créent. Pouvons-nous évoluer en une sorte de fédération de commissions dont la réunion du groupe (mensuelle par exemple) serait l'occasion de comptes rendus et de confrontations ? Nous ne voyons pas encore la réponse, tout cela est à étudier profondément...

## LA REVUE

S'il y a analogie d'ambiguïté pour la revue et le groupe, ce qui se comprend un peu d'ailleurs, d'autres problèmes se posent. Mais d'abord, un bilan rapide. Commencée en 1956 avec 50 exemplaires, la revue arrive fin 1969, soit 13 années après, au 45<sup>e</sup> N° avec un tirage de 3 500 ex. et quelques centaines d'abonnés. Sur le plan financier la situation est donc maintenant rentable, comme on dit. Et pourtant la revue crève aussi tout doucement. **Pourquoi ?**

Il y a un désintérêt certain du groupe envers la revue, qui n'est « confectionnée » que par un nombre de plus en plus réduit de volontaires (c'est le mot). Parallèlement les lecteurs, s'ils sont nombreux, participent de moins en moins à la rédaction de NR, se contentant de donner leur fric et de nous encourager, ce qui est bien sympa, mais nous confirme dans notre rôle directif (et mystérieux, on y revient) de « penseurs », etc. Voici un premier point, suffisamment grave par lui-même...

Il y en a d'autres : la revue (sa confection) tend à devenir aliénante pour certains copains du groupe qui se tapent la boîte postale, le courrier, les articles — inexistence de la **rotation** dans nos tâches ! — d'une part et aliénante pour l'ensemble du groupe, d'autre part, qui n'a pas le temps de s'en occuper et renâcle quand on lui rappelle les «délais de parution», d'où un côté corvée que ce NR à confectionner... Enfin, si nous soulevons parfois des problèmes intéressants (la théorie des chapelles, lettre de K entre autres) nous sommes incapables d'y répondre dans le groupe lui-même et à plus forte raison dans la revue. N'y a-t-il pas là quelque chose de révélateur à méditer ?

### CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Nous pourrions, sadiquement, allonger la liste de nos emmerdements, restons-en là. Allons-nous nous dissoudre ? Arrêter la revue définitivement ou provisoirement ? Nous ressaisir au contraire ou bien nous grouper avec d'autres camarades ? Le meilleur processus, le plus honnête en tout cas et aussi le plus efficace, nous semble être cette réunion où tous s'exprimeraient, ayant ainsi en leurs mains nos problèmes... Si par hasard, la revue ou le groupe (ou les 2 à la fois) devait disparaître, il nous semblerait également normal de prévenir l'ensemble de nos abonnés. Le **minimum** serait une circulaire expliquant la situation. Le **mieux** serait un numéro «00» de NR annonçant publiquement notre situation et démystifiant pour une fois (la 1<sup>re</sup> et la dernière) notre groupe et notre revue.



## COMPTE RENDU SUBJECTIF

Le malaise actuel me semble issu d'une évolution générale (diminution des Comités d'Action) et particulière (discussion de l'année dernière). En ce qui nous concerne, il n'y a pas d'explication valable ni en nous rattachant à un courant général («c'est tous les groupes pareil») ni non plus par rapport à nous-mêmes («on est névrosé par la revue»). N'importe quel fait peut névroser, et ce n'est pas le fait, mais ce que représente la névrose ou malaise, que nous allons essayer d'expliquer (le nous est une déformation, voir plus loin).

Un premier élément me semble dangereux : c'est la séparation apparente manuels et étudiants qui correspond presque, de plus, à une séparation vieux et jeunes. C'est dangereux parce que cela induit à une fausse explication, banale et répétée, sans être jamais approfondie.

En fait ce qui est frappant, c'est la pauvreté de l'après-mai dans ces milieux : 1) incapacité de poser une analyse socio-économique claire (contradictions dans la conception des classes dans le «Gauchisme»), alors que les «autres» donnent des analyses de la bureaucratie, la monnaie, l'Est, l'armée, etc. Même nos textes valables (organisations, élections, exception faite de l'autogestion) ne sont pas réédités ; 2) incapacité de mener une campagne à long terme sur un objectif profond : nous passons de Nanterre à Nixon, l'Italie, etc., alors qu'il n'y a qu'un problème : la répression (limites, liens internationaux, développements futurs probables).

Où se trouve l'incapacité ? Que signifie-t-elle ?

Je pense qu'il y a une confusion entre croire à la lutte de classes et militer, et avoir extirpé de soi-même les préjugés de classes. Ce n'est pas matérialiste, c'est du moralisme, pourra-t-on dire. Au contraire, la société actuelle fonctionne sur une série de stimulants psychologiques («Les gens chics, votre standing exige, etc.»), qui nous conditionnent et nous font consommer. De même, notre origine sociale, notre langage professionnel nous donnent un pli caractéristique.

Concrètement, et le préambule veut les situer, les problèmes (tous ?) de la pratique découlent d'un manque de conscience personnel et collectif de l'influence de la société.

Le temps. Pour les militants manuels — 50 heures de travail en moyenne, plus les transports — le temps libre, c'est faire ses courses, avoir sa vie privée et militer. Pour les étudiants et parfois les intellectuels, les heures ne semblent pas compter, on peut militer et rigoler, il y a toujours de grasses matinées pour récupérer. D'où l'opposition dans les réunions, le je m'enfoutisme des uns, le désir d'être fixé (comme dans leur profession) des autres.

Les tâches. Un groupe « mixte » (femmes et hommes, manuels et intellectuels) fonctionne idéalement sur une base d'échanges d'informations et d'analyses pour et dans une tactique ou une pratique commune ; la rotation étant un rouage essentiel pour dépasser les structures sociales figées et imposées et construire une miniaturisation de la société future. Dans la réalité, les étudiants-intellectuels sont souvent incapables de faire des tâches permanentes tant pratiques qu'idéologiques, car la société ne les y prépare pas, ils deviennent des penseurs qui exigent des comptes rendus, qui édifient des états-majors sans rien donner en échange, non par mauvaise foi, mais par complexe : « La fac, c'est petit-bourgeois », « on va pas commencer, on n'en finirait pas ». Bien involontairement, un activisme à la petite semaine, irraisonné, une fuite en avant (j'aime bien l'image), cachent aux étudiants-intellectuels leur coupure quasi totale avec la classe ouvrière, c'est-à-dire les salariés en général (vu la confusion qui règne sous cette étiquette d'ouvriers, comme d'étudiants).

Une absence ou un refus d'analyse du militantisme quotidien finit par casser les groupes. Après, on peut parler de la contradiction entre la revue qui n'est pas dans le mouvement alors que les mecs y sont, d'un manque de connaissance entre les mecs, de commissions qui s'enverraient (??!) des comptes rendus... tout cela n'est que faux-fuyants.

La simple vérité est que les rapports entre exploités et ex-exploiteurs (ou militants venus de ces milieux) sont complexes : chaque opposition recouvre une vision différente. Arriver à trouver des modes de militantisme stables dans des petits groupes mixtes, c'est aussi à long terme être capable de faire marcher la société.

I. R.



## QUELQUES RÉFLEXIONS

But de ce travail : c'est, à travers une critique des rapports du groupe Noir et Rouge à l'anarchisme, de montrer en quoi l'anarchisme est un frein au développement de nos activités à l'heure actuelle. Mais cette critique, dans les termes énoncés ci-dessus serait insuffisante si elle ne s'accompagnait pas d'une critique de nos rapports avec le marxisme. Ces rapports avec les deux idéologies du mouvement ouvrier, en tant qu'il s'est dit révolutionnaire, étant le cadre dans lequel les rapports d'exploitation et (ou) de domination de la société bourgeoise étaient posés.

Il n'est pas possible de séparer dans l'analyse l'étude de l'anarchisme et celle du marxisme, du fait que ces deux idéologies ont été et demeurent concomitantes, et opposées complémentaires.

Les auteurs de ce texte se trouvent à un carrefour. Ils sont limités par les mêmes faiblesses que les anarchistes, car, à une critique spontanée du marxisme, il leur est difficile de substituer une analyse critique du marxisme, d'autant plus que leur absence d'effort méthodologique dans la lecture de l'œuvre de Marx, introduit un rapport dogmatique.

Cependant, par a priori matérialiste, nous jugeons qu'il existe nécessairement des liens, complexes certes, entre la production théorique de Marx, et sa pratique bureaucratique au sein du mouvement ouvrier, dans la première Internationale, puis dans ses rapports ambigus avec la social-démocratie allemande.

L'utilisation faite par la social-démocratie, puis par les partis communistes, de l'œuvre de Marx pose le problème des rapports entre une science naissante, et les spécialistes petit-bourgeois des bureaucraties ouvrières.

Une autre faiblesse se révèle : l'ambition de comprendre le marxisme et l'anarchisme comme symboles renvoyant à des constituants contradictoires de la lutte de classe au 19<sup>e</sup> siècle et dans la 1<sup>re</sup> moitié du 20<sup>e</sup> siècle, approche tentée par Pannekoek et Karl Korsch ; cette ambition ne peut qu'échouer tant que des moyens d'interprétation psychanalytiques et même linguistiques, ne seront pas élaborés conjointement à une recherche économique.

A ceux qui nous objecteront que ce détour théorique risque de nous égarer dans les voies de garage de l'idée-en-soi, nous répliquerons que la saint-thèse de la théorie et de la pratique chez un même individu, à un même moment, cette cohérence-là, n'est que l'anticipation magique du résultat du processus de destruction de la division du travail dans la société bourgeoise. Refuser idéologiquement le rôle qui nous est imposé par notre situation dans la société conduit à construire une image de soi-même comme « celui qui préfigure l'homme désaliéné » comportement récupéré en tant que rôle (par exemple : le Situ) par l'intelligentsia de la classe dominante.

Il ne s'agit pas pour nous de nous soumettre au système de rôles et de relations sociales qu'impose la société, et de reproduire à notre échelle la division du travail, mais de nous servir, à défaut d'autre chose, de notre position dans les institutions, pour tenter de détruire de l'intérieur ces institutions et les relations qu'elles nous imposent.

Le dépassement des anciennes idéologies ne dépend pas essentiellement de nous, mais d'un développement des luttes de classe qui contribuent à la concentration du capital et à l'évolution technologique qui est la forme que prend la concentration au niveau technique, cette dernière structurant d'une façon nouvelle dans le sens d'une plus grande unité de la classe ouvrière.

Cependant ce processus se traduit d'une façon déformée (du fait de la division du travail et de notre appartenance aux couches moyennes liées indirectement seulement à la production) à travers des abstractions auxquelles la classe ouvrière n'est pas totalement imperméable.

La pénétration des concepts s'effectuant uniquement à travers des luttes où les « mots » expriment l'action qui transforme le réel que désignent les mots.

Les exigences que nous venons d'énoncer s'expriment dans une période de crise du groupe N.R. en relation avec la crise de l'ensemble des camarades, organisés ou non qui ont rejeté bien avant Mai les vieux schémas sclérosés du mouvement anarchiste officiel.

Nous ne reviendrons pas sur les symptômes de cette crise que le texte introductif à la réunion du 15 mars signale. Il apparaît que l'entente est devenue impossible à partir du moment où les échecs rencontrés dans notre pratique, ne trouvent pas de solution grâce au groupe, ou de compensation imaginaire dans le groupe, dans la théorie du groupe.

L'entente était devenue plus un compromis permettant la survie du groupe plutôt qu'un accord sur un projet commun.

La façon dont fut discuté l'article paru dans le dernier numéro de N.R. (N° 45) concernant le camping anar est à notre avis significative de cette situation : certains camarades réagirent violemment en disant : « c'est con » sans donner d'explication. D'autre part, la majorité se taisait, deux camarades se contentèrent de faire un additif qui ne remettait pas en cause la méthode même d'analyse de la question.

L'absence de discussion permet de ne pas poser des problèmes qui auraient remis en cause la survie du groupe.

L'absence d'analyse des problèmes sexuels pourtant au centre de la vie du camping, ne fut pas critiquée, car c'était poser immédiatement un niveau de la réalité des rapports des membres du groupe, tant à l'intérieur du groupe que dans la « famille anarchiste » et la famille tout court. Un tel débat aurait mis en cause l'éthique et la « philosophie » même des membres du groupe et du groupe lui-même.

Il existe à N.R. (comme dans tous les groupes anars) une idéologie qui masque un certain nombre de questions pour régenter la vie du groupe. Cette idéologie : l'anarchie, se révèle inadéquate pour répondre aux exigences des luttes dans les rapports de classe du capitalisme moderne.

L'anarchie est sous-tendue par une conception manichéiste du monde, par là-même idéaliste. Celle-ci apparaît sous des formes diverses, aussi bien chez Stirner - l'individu face au monde, que chez Proudhon - la classe laborieuse portant en son sein le Bien de l'humanité, que chez Bakounine - la révolte.

Le rapport de N.R. à l'anarchie se situait à deux niveaux : le niveau intellectuel, et le niveau affectif. La critique du monde était totale au niveau de la révolte et du refus du monde existant, mais devait ménager la Mère-Anarchie considérée comme ce qu'il y avait de bon, de beau, de vrai.

Cet état de fait qui se recoupe avec les attachements sentimentaux, familiaux, amicaux avec le « milieu anar » seul milieu où on se trouve un tant soit peu bien, et au chaud, malgré tout (comparativement au monde hostile) a contribué à nous maintenir dans un état de dépendance vis-à-vis de l'anarchie.

Mais l'idéalisme inhérent au manichéisme des trois auteurs précités est tempéré par une conception luciférienne du bien (égoïsme chez Stirner, le travail-Lucifer chez Proudhon, la révolte-Lucifer chez Bakounine). On ne retrouve plus cette dialectique dans l'anarchisme-révélateur à partir des dernières décades du 19<sup>e</sup> siècle.

On retrouve la démarche manichéenne propre aux anarchistes dans les rapports du groupe N.R. avec l'anarchisme : séparation entre ce qu'il y a de bon (de révolutionnaire) dans la tradition, ou les acquis anarchistes, et ce qu'il y a de mal (les égarements individualistes réformistes, syndicaux, bureaucratiques, franc-maçons, etc., etc.)

Contradictoirement, ce manichéisme, cette séparation entre les aspects positifs et négatifs de l'anarchie, évitant la formation d'un système clos, aussi bien que l'éclectisme, liée à une volonté de contestation radicale du monde, permettait le développement d'un pragmatisme fructueux.

Alors que tous les soi disant marxistes, à quelques exceptions près, étaient enfermés et s'enfermaient dans un système clos et dogmatique : (Marx a dit... etc.), et que ceux qui réussissent à sortir du dogmatisme, avec des résultats parfois fructueux au niveau de la théorie (« Socialisme ou Barbarie ») s'enfermaient dans des pratiques bureaucratiques de groupe, N.R. devenu le lieu de rencontre des oppositionnels, ouvriers et étudiants, à l'anarchisme « officiel », fut un des lieux où des lignes de force prirent naissance, qu'on put retrouver dans le 22 mars par exemple.

Le propre de N.R. est d'avoir fait une critique des égarements de l'anarchisme sous les formes de l'individualisme, ou plus importantes du bureaucratisme, à partir d'expériences vécues par des membres du groupe (Espagne, Pays de l'Est, F.C.L., F.A.) du réformisme syndical et franc-maçon.

La critique à partir d'expériences précises, était toujours destinée à dicter une attitude précise.

De même que la critique des égarements de l'anarchisme, les rapports avec le marxisme, portaient d'une même exigence : le pragmatisme.

La frange étudiante de N.R. tenait compte du marxisme à deux niveaux : l'économique et le social. Au point de vue économique : utilisation des analyses dogmatiques de marxistes (analyses de Lambert sur la situation générale en France, ou de Mandel sur l'armée) et utilisation de façon dogmatique d'analyses matérialistes (reprise telles-elles des analyses de « S ou B » sur l'U.R.S.S. pour justifier les a priori anarchistes). Au point de vue social : reprise du marxisme (et de Bakounine) d'une façon non dogmatique parce qu'en rapports dialectiques avec la pratique. (Question de la division du travail qui a eu des applications pratiques, mais a malheureusement été exprimée seulement oralement). Question également de la critique des sciences humaines). Répercussion au niveau des exigences sociales du mouvement du 22 mars (conf., par exemple le texte : pourquoi des sociologues).

Le changement de tactique au niveau étudiant (fac de Nanterre) n'a pas été provoqué par un changement de l'analyse économique de la place de l'étudiant dans la société (passage de l'analyse des lambertistes à celle des situationnistes) mais consta-

tant que la tactique utilisée ne « marchait pas », était « emmerdante », etc... Il y a eu un changement de tactique qui a été justifié (ou non d'ailleurs) par une analyse économique.

L'absence de dogmatisme et la révolte radicale qui, à une certaine époque permit un pragmatisme fructueux, ne semblent plus aujourd'hui être les éléments suffisants (quoique nécessaires) du contrôle de l'efficacité de nos actes.

Actuellement, au niveau étudiant, les gens qui « en veulent » et font « n'importe quoi » font en réalité souvent ce que veut le pouvoir. Ils ne font que **répéter** ce qui a été peu avant mai 1968 à Nanterre, en mai et juin 1968 ailleurs. Le système bourgeois est devenu la plupart du temps capable de récupérer toutes ces tentatives, grâce à son appareil policier, à la presse et à la radio, à ses partis de gauche ou gouvernementaux qui ont mis au point de nouvelles parades.

La marge de manœuvre de la bourgeoisie est devenue plus grande au niveau de la répression policière et administrative, par la récupération idéologique de l'action des gauchistes.

Ce vague aperçu sur la situation présente ne saurait être mené à bien que grâce à des discussions collectives.

Le groupe N.R. a développé (n° 44 en 1967) une certaine critique des « chapelles » (analyse critique des groupuscules d'extrême gauche considérés comme un ensemble). Cette critique n'est pas parvenue à formuler une analyse du fonctionnement interne des groupuscules, pas plus qu'une analyse du fonctionnement interne de N.R. considéré comme un groupuscule particulier.

Le fonctionnement des groupuscules est caractérisé par des phénomènes de survie : survie des individus dans le groupe, du groupe dans la société à travers des individus qui le composent. Cette survie passe essentiellement par une idéologie, particulière à chaque groupe (qui le singularise, c'est un des éléments de la survie), commune aux différents « groupes révolutionnaires ».

Tout groupe, révolutionnaire ou non, fonctionne à travers un système d'identification des individus les uns aux autres qui trouve ses médiations dans les activités propres au groupe et par son idéologie : cristallisation des idées.

Dans le cas des groupes formellement hiérarchisés (groupes léninistes en particulier) le mode d'identification passe par un support : le leader, le véhicule privilégié de l'idéologie du groupe. Par contre, dans le cas des groupes non formellement hiérarchisés (en particulier groupes anars), ce fonctionnement en petits groupes, dans certains cas fédérés entre eux, pour sauvegarder l'idéologie, est adopté en même temps comme solution politique. L'exemple de la CNTE est riche d'enseignements à ce propos. Son « centralisme organique » a permis un équilibre entre les deux tendances.

Les tendances verticales imposées par le grand nombre et le caractère de masse de l'organisation, ainsi que par le rôle dirigeant de la FAI étaient contrebalancées par l'idéologie individualiste professée tant au niveau de la base que de la direction anarchiste. L'équilibre, préservé jusqu'en 1936 fut possible grâce à l'existence des membres de la FAI, plus individualistes que les néo-bureaucrates sans contenu politique, et que la classe, qui étaient souvent à la fois des idéologues et des praticiens de l'action directe.

Cet exemple met en évidence la situation contradictoire des anarchistes, amenés à jouer un rôle de leader dans les mouvements de masse spontanés, dans la mesure où ils étaient reconnus comme porteurs de l'idéologie du mouvement ils se trouvaient ainsi placés au pôle transférenciel de la tendance à la reproduction de la hiérarchie (voir aussi exemple de Makno et à une moindre échelle de Cohn-Bendit).

A ce niveau, l'inadéquation entre groupe affinitaire et mouvement de masse signalé plus haut, réapparaît plus fortement et d'une façon plus dramatique, ce qui amène dans la phase de reflux du mouvement de masse, un repli des anarchistes sur des positions plus sclérosées qu'auparavant.

L'échec du mouvement anar n'est pas en soi, mais reproduit sur un modèle déformé, l'échec provisoire de la classe ouvrière en lutte.

Pour caractériser plus complètement la crise de l'anarchisme dans la période actuelle, il est nécessaire de commencer une analyse des rapports historiques entre l'anarchisme et les constituants de la classe ouvrière et des couches petites bourgeoi-

ses que cette idéologie exprime, dans leur lutte contre le capital. A ce titre la conception de Marx sur la question, quoique partielle et fort insuffisante n'en reste pas moins déterminante par sa méthode. L'anarchisme n'est pas un, mais il y a des courants anarchistes divergents qui ont comme seule référence commune la critique « antiautoritaire ». Ces courants sont liés indirectement à des classes ou couches selon des modes différents suivant le niveau de développement de la grande industrie et la spécificité des rapports de classe dans chaque pays.

Malgré cette complexité, il est possible de dégager 3 principaux courants : l'individualisme, l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire. Ces deux derniers pouvant coexister dans le cas de l'Espagne ou s'opposer dans le cas de la France. D'une façon simpliste et rapide on peut considérer :

1. L'individualisme, comme la théorie d'une fraction de la petite bourgeoisie décadente, intellectuels et artisans brimés par le grand capital et qui théorise sa parcellarisation et sa condamnation à une concurrence autodestructrice par l'individualisme exacerbé.

2. L'anarcho-syndicalisme, comme l'idéologie est l'instrument organisationnel des artisans en voie d'intégration dans la grande industrie ainsi que des ouvriers d'une grande industrie conservant des traits artisanaux (France jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, Espagne en 1936).

3. Le communisme libertaire, enfin, apparaît comme l'idéologie des intellectuels de la petite bourgeoisie qui « va au peuple » ; il exprime aussi la prise de conscience dans des cas très peu nombreux mais significatifs, l'expression de la révolte de membres de l'aristocratie russe en déclin : Bakounine et Kropotkine, ce qui caractérise cette tendance, c'est son populisme qui se traduit par les mots d'ordre « aller au peuple », elle peut exprimer aussi la lutte des paysans pauvres non propriétaires du sol, salariés et même sortant du servage, comme en Andalousie ou en Ukraine.

Si le lien entre la population artisanale et l'idéologie anarcho-syndicaliste est aisé à déterminer, il n'est pas de même pour le lien entre la petite bourgeoisie non productive et l'anarchisme en général. Les prétendus partis ouvriers ne furent-ils pas eux aussi dirigés par des petits bourgeois qui eurent au minimum dans leurs actions une fonction d'idéologie si ce n'est de dirigeant réel ? De plus, comme Marx le rappelle, par petits bourgeois, il ne faut entendre petits boutiquiers à l'idéologie réactionnaire seulement, mais aussi artisans indépendants et les intellectuels. Ces derniers par leur situation dans la production ont une expression théorique qui n'entre en rapport avec cette dernière que par une série de médiations. Cette distribution d'une partie de la petite bourgeoisie entre bureaucrates réformistes et anarchistes souvent réformistes a été bien traduite par Pannekoek qui a désigné les réformistes comme des petits bourgeois résignés et les anarchistes comme des petits bourgeois devenus fous.

Comme chez Marx, cette amorce d'approche correcte de l'anarchisme manquait toutefois son objet faute d'analyser cette « folie » et ses liens avec la famille bourgeoise patriarcale et monogamique. Quand après la deuxième guerre mondiale Pannekoek écrit dans « Workers Councils » : « la liberté en tant qu'élément principal de la théorie anarchiste peut sans doute susciter de vives sympathies, mais elle constitue seulement une partie, et pas même fondamentale, du but poursuivi par la lutte de classe — l'autogestion, l'autogouvernement au moyen des conseils ouvriers ». Pannekoek ne détermine pas réellement l'importance, le rôle essentiel des exigences libertaires dans la destruction de la « force spirituelle de la bourgeoisie », force qui est un frein considérable au dépassement du stade actuel des luttes et dont la rupture libère totalement et d'une façon décisive la force du prolétariat.

A partir de l'amorce de dépassement de l'opposition anarchisme marxisme dans le mouvement du 22 mars, un dépassement factice s'institua en octobre 1968, fondé sur la croyance dans la continuité de la dynamique des luttes de mai.

Depuis cet échec, tous les groupes tendent à se démarquer les uns par rapport aux autres, sur des bases idéologiques et sectaires, qui ne sont plus exactement les anciennes bases (anarchisme-marxisme) mais reflètent à la fois les anciennes idéologies, et la situation dans le processus de la production capitaliste des participants (commission ouvrière de N.R. ; I.C.O. ; groupes de fac ; groupes marginaux).

Un courant péri-situ se développe, se référant, comme l'I.S. elle-même, à la fois à l'individualisme anarchiste, à l'idéalisme du jeune Marx., et d'une façon voilée au populisme du communisme libertaire.

Derrière un masque idéologique nouveau : le conseillisme, d'anciens projets anarcho-syndicalistes, replâtrés et modernisés réapparaissent avec leur constante bureaucratique.

En opposition, le courant s'exprimant à travers I.C.O. fait de ces groupes une critique correcte (individualisme-idéalisme-bureaucratisme). Cependant, dans cette opposition, en voulant privilégier la lutte de classe sur les lieux de production (ce qui est fondamentalement juste) ils en arrivent à tenir insuffisamment compte des luttes au niveau des superstructures et à négliger la critique pratique et théorique de l'idéologie. Ainsi, ils risquent à la longue d'échouer dans leur tentative même : la production est au centre d'une totalité organique.

Dans « La grève généralisée en France » quand les camarades d'I.C.O. écrivent : « les ouvriers dans leur immense majorité ne sont pas entrés en lutte dans l'espoir d'en finir avec le capital », ils sous-estiment le fait que la grève généralisée a été rendue possible par l'action de travailleurs, souvent jeunes, qui exprimaient un malaise profond qui ne pouvait être satisfait par des concessions réformistes.

Le texte que nous venons de présenter n'échappe peut-être pas au phénomène énoncé par nous plus haut : chaque groupe tend à exister par sa lutte contre les autres groupes et cette fonction devient première par rapport aux tâches politiques du groupe. Nous ne pourrions réellement juger de tout cela qu'après le développement d'une pratique nouvelle, qui nous semble seule valable pour résoudre les problèmes actuels. Cette pratique consiste pour nous à :

1. Se regrouper en fonction des institutions (usines, l'école, les facs, etc...) où nous sommes impliqués, regroupements sur des bases précises (ce qui ne veut pas dire maximum ou minimum). Ces bases précises nous espérons que la discussion qui va avoir lieu permettra de les ébaucher, même si c'est en négatif, et que d'autres discussions en plus petits groupes les ont déjà amorcées.

En ce qui concerne l'essentiel : l'usine, la « Commission ouvrière » nous semble être un lieu où un travail dans ce sens se dégage lentement et où une plus grande progression théorique s'avère possible.

Restent la fac et l'école où le caractère souvent informel des regroupements permet mal encore de distinguer ces possibilités. De plus, d'autres secteurs très importants nous échappent complètement ou presque, vu notre absence dans ces institutions.

Toutefois dans le cas de la psychiatrie, il faut signaler l'existence de camarades de province désirant communiquer avec nous (au fait nous, ce sera qui ?...) Dans le cas de la recherche scientifique (sciences de la nature) il existe des camarades isolés que nous voyons assez fréquemment (2 ou 3 camarades de I.C.O.).

2. La communication entre ces groupes se ferait par des réunions où des rapports **critiques** d'activité seraient présentés par les camarades des différents regroupements.

3. Un bulletin de liaison pourrait être alors l'expression de cette amorce de fédération ; bulletin qui, à la différence de la revue N.R. permettrait par sa modestie même à un grand nombre de camarades de s'exprimer au travers de textes.

Deux camarades de N.R. (février 1970).



# TRANSITION

Il y a donc eu deux réunions, assemblées générales plutôt où nos problèmes ont été discutés après avoir été exposés devant tous. La première réunion ne nous ayant pas permis de dégager tous les aspects de la situation, une deuxième et dernière réunion fut convoquée un mois après, pour laisser le temps de la réflexion...

Nous ne nous étendrons pas sur la discussion elle-même mais sur nos constatations et décisions. Pour les raisons d'ailleurs développées dans les textes d'avant et après réunions (dans ce numéro) nous avons d'une part décidé notre dissolution de groupe « Noir et Rouge » en tant que tel ; d'autre part, décidé l'arrêt définitif de la revue, ceci pour des raisons politiques mais aussi pratiques.

Le groupe éclate en commissions de travail, dont certaines (commission syndicale, Italie) existaient déjà. Une de celles-ci se présente succinctement ci-contre. Il est prévu une assemblée mensuelle de ces commissions pour confronter leurs travaux. Enfin, des camarades éditeront un bulletin ronéotypé qu'ils présentent également. Tous ces travaux, commissions, bulletin, font partie d'un processus de réflexion et n'engagent ni l'ex-groupe, ni l'ex-revue pour l'avenir : ils ne sauraient donc être considérés comme un « NR nouvelle forme ». C'est en fait quelque chose de différent, avec des camarades extérieurs à l'ex-groupe NR aussi, qui démarre et espère tenir les camarades au courant, selon des formes qui seront à déterminer en fonction du développement ou non de ces activités. Voici la présentation du bulletin :

## UNE PUBLICATION CHASSE L'AUTRE ?

Non, ce n'est pas tout à fait ça...

Un bulletin va paraître, un de plus, ou autre chose ? On verra... En tout cas, voici ce que l'on propose, ce que l'on voudrait.

Ce bulletin doit être une possibilité d'expression, de communication inter-groupes et individus isolés.

Mais communication nous fait penser à échanges et pas seulement à émission, sans réaction. L'expression, nous la voyons libre, sans censure (du moins quand on coupera, on ne le dira pas...)

Ce bulletin sera peut-être fait par un groupe, mais ne reflètera pas nécessairement l'expression de ce seul groupe qui ne saurait être monolithique, mais pourra changer de visage au gré du désir de collaboration extérieure et momentanée.

Le bulletin ne continuera à paraître que si les « lecteurs » y participent, et par des critiques, des discussions plutôt que par une silencieuse approbation ou par des louanges périodiques. De plus, nous ne nous sentons pas la vocation de nous accrocher aux tâches matérielles que nécessite la parution du bulletin et celui-ci, au bout de quelques numéros (3 maximum), devra être pris en charge par d'autres, sinon plouf !...



**IMPORTANT** : Pour tout ce qui concerne le bulletin, écrire exclusivement à Paul Barrère — Boîte Postale 14 — Issy-les-Moulineaux - 92.  
Le bulletin a également un C.C.P. : Paul Barrère : 1372-61 Paris.

## COMMISSION OUVRIÈRE

Des copains venus de différents groupes se réunissent pour travailler sur un sujet précis : le syndicalisme.

L'extrait suivant, du premier compte rendu de cette « commission syndicale » analyse les (ou certaines) motivations des camarades participants.

« Un groupe de camarades a commencé à se réunir afin de procéder à des échanges systématiques de leurs expériences syndicales et de poursuivre collectivement l'étude et le travail commencé dans le n° 43 de NR.

Cette commission comprend des camarades travaillant dans le bâtiment, dans l'imprimerie, dans les Postes, dans l'enseignement, dans la métallurgie.

Plusieurs propositions ont été faites dans la manière d'aborder les problèmes de l'activité syndicale.

1. Il a tout d'abord semblé nécessaire de partir de la situation personnelle de chacun dans son entreprise, dans sa corporation puis d'énoncer l'attitude militante de chacun du point de vue syndical.
2. Une préférence était toutefois marquée pour l'étude de ces sujets précis et pour tenter d'y apporter des solutions.
3. D'une autre manière l'étude de ces sujets devrait nous permettre de mieux faire nos choix dans l'action militante, d'affermir notre position par rapport aux syndicats, de définir une action culturelle, et de prendre conscience des dangers du rôle de leader ».

La question que l'on peut se poser après plusieurs réunions concerne l'intérêt manifesté par chacun pour et dans ces discussions alors qu'il n'y a pas très longtemps encore, ces mêmes copains ou certains d'entre eux ne trouvaient plus rien à se dire dans des discussions d'ordre général, globalisantes.

Le choix du sujet fournit bien sûr un élément de réponse, il concerne chacun directement dans sa vie quotidienne et on peut espérer que du travail collectif surgiront des réponses ou des éléments de réponse à ce problème de tous les jours : l'attitude du militant révolutionnaire sur son lieu de travail.

Un autre élément de réponse réside peut-être dans le choix de la méthode de travail : réunions espacées au début. Discussions non orientées dès le départ dans un but précis, mais plutôt sauvages. Comptes rendus pris par un copain dans chaque réunion et diffusés aux autres avant la suivante.

Quel sera l'aboutissement de ce travail ? Un texte collectif sur le sujet ? Peut-être... Une meilleure compréhension du fait syndical, probablement.



## NOTE SUR LES DESSINS

Un camarade, qui était instituteur à Toulouse, s'est livré avec ses élèves (de 6 à 9 ans) à une expérience de pédagogie non répressive : il les a laissés discuter et dessiner en classe en toute liberté. Il s'explique, dans un texte paru dans « La Mèche » (n° 2), sur cette expérience et les raisons politiques qui ont motivé son renvoi définitif de l'Education Nationale. Nous avons voulu reproduire quelques-uns de ces dessins dont le caractère de liberté sexuelle tranche nettement sur les dessins d'enfants dits « normaux ».

## IMPRESSIONS FINALES

Mon opinion n'engage que moi-même : dans la mesure où depuis plusieurs années j'étais profondément dans N. et R., je me permets d'exposer très brièvement des conclusions, qui prétendent être exactes et valables pour d'autres camarades, afin d'éviter des erreurs dans l'avenir, ou du moins avertir...

Jusqu'à fin 1967, N. et R. a vécu sur un groupe affinitaire, ce qui impliquait des rapports intimes et un travail collectif de chacun, honnêtement et véritablement. Ensuite, nous nous sommes groupés avec des camarades d'autres horizons. Les journées de mai-juin 1968 sont venues et sont parties ; N. et R. a commencé à étouffer et maintenant, il est mort. Pourquoi ? alors que tant de camarades se révélaient dans cette période, alors que tant de camarades militaient avec une sûreté et une confiance qu'ils ont toujours ?

Une partie de nous avaient été trop engagés : bêtement ou, plus seulement humainement, ils vivent dans la hantise du retour du passé et se refusent à revenir au militantisme besogneux, modeste, quotidien. Il leur faut de grandes et belles choses : N. et R. n'est qu'une revue, un groupe d'étude. Inconsciemment, irresponsablement, ils méprisent la réflexion, ils refusent la rotation des tâches dans le groupe, laissant s'instaurer une spécialisation, tout en reprochant cette spécialisation.

Comme les maoïstes, les gesmaristes, l'activisme, le spontanéisme devient la panacée. Après avoir essayé de mener la théorie et la pratique, le groupe N. et R. meurt de ce conflit. Avec notre échec, c'est l'incapacité collective d'une partie des militants de mai 1968 de penser ensemble. Ni la nécessité de s'unir face à la répression, ni le besoin de chercher une nouvelle analyse de la situation n'ont pu réunir le groupe. Fin 1968, toute l'année 1969 — ou presque, car pendant les vacances, les contacts sont rares — jusqu'à présent : le groupe a constaté son impossibilité à travailler collectivement. Plusieurs tentatives de dépassement ont été faites : un bulletin ouvert à la province, l'étranger inclus, aux camarades proches ou lointains (mars 1969) ; un cri au secours (publié dans ICO n° 84, août 1969, p. 16-19). Inutilement.

N. et R. reflète l'incapacité d'un groupe de retrouver son assise dans la pratique et la théorie, après l'« éblouissement » de Mai.

Personnellement, je considère cet échec stupide et profond. Le militantisme c'est s'adapter à une situation, la nostalgie c'est de la littérature. Notre erreur a consisté à ne pas dissoudre le groupe plus tôt : actuellement une certaine somme d'incompréhension accumulée fait qu'il n'est pas certain que les contacts continueront entre les tendances issues de N. et R. Une autre erreur, antérieure à Mai celle-là, est d'avoir intégré de nouveaux camarades à une structure de travail collectif affinitaire. Il aurait fallu adapter la forme de travail aux préoccupations de chacun et trouver un sujet commun, plus matérialiste et conforme aux nécessités politiques de 1967 (Le Viet-nam, les minorités révolutionnaires). Nous ne l'avons fait que superficiellement, en grande partie parce que nous étions victimes — comme les lecteurs — du mythe de N. et R. : la revue théorique, avec ses habitudes.

Actuellement, avec des camarades, nous allons, avec la Commission ouvrière, nous limiter à un thème que nous ressentons et qui est essentiel : le syndicalisme (au sens large, en englobant le travail, les classes, etc.). Nous avons déjà commencé, nous espérons continuer modestement, en espérant être plus systématiques, et personnellement, plus anarchistes dans l'avenir.

I. R.

# AUTOPSIE POUR UNE RENAISSANCE

Une certaine expérience militante s'est déroulée depuis une dizaine d'années. Elle concerne un objet et un moyen qui sont les cahiers d'études anarchistes, un ensemble de militants anarchistes qui formaient le groupe NR, un autre ensemble de militants anarchistes ici et là, en France ou ailleurs, qui en ont tiré des conclusions personnelles. Elle concerne aussi par voie de conséquences l'ensemble des militants anarchistes et les lecteurs de la revue.

Pour le moment, si l'on veut que cette action passée ne soit pas considérée uniquement d'un point de vue négatif, il nous semble important de faire un bilan de cette expérience, d'en ouvrir le débat et d'en tirer des conclusions et si possible le maximum d'enseignement.

C'est la condition nécessaire pour continuer notre travail de militant anarchiste.

## CRITIQUE DE L'INTERIEUR :

### LA REVUE :

D'un point de vue technique, je constate :

- un manque de rotation dans les tâches : boîte postale, fichier, expédition,
- une progression trop rapide du tirage compte tenu de l'équipe permanente : on est passé de 1 000 exemplaires, puis à 2 000, 3 000, enfin 3 500 alors que le nombre des camarades assurant le travail pratique a eu tendance à diminuer,
- une augmentation constante du courrier, du fichier, des envois ; ceci n'est bien sûr qu'une conséquence aggravante de ce qui précède,
- un défaut de moyens techniques appropriés à la dimension qu'avait pris NR, dimensions incompatibles sans doute avec l'allure que l'on s'imposait : local, duplicateur, machine à adresser, casier de tri, etc...
- absence de compte rendu d'activité entre les différents groupes de camarades et entre les individus.

D'un point de vue politique, je constate :

- une analyse de faits, mais sans dépassement théorique,
- une compilation, mais pas de perspectives, peu de projections vers le futur,
- ceci a pour conséquences, une absence d'hypothèses de travail, de projet d'action à long terme.
- ceci n'apporte évidemment pas d'enrichissement idéologique malgré un accroissement des charges, mais (ceci explique cela) une baisse du travail collectif. Je remarque pourtant une augmentation des connaissances historiques sur le mouvement social et, peut-être une amélioration dans l'expression orale ou écrite,
- l'absence de circulation des textes peut entraîner, à la longue, une bureaucratisation par l'indifférence naissante de ceux que l'on ne consulte plus, la censure de fait d'une élite de militants spécialistes des réunions, donc l'isolement de cette même élite et sa sensation de tourner en rond ou de ne pas aboutir ou de trouver des formes plus intéressantes de travail,
- une trop grande dispersion des camarades, trop de tâches ici et là, donc une difficulté à réaliser les engagements, à effectuer des tâches concrètes pendant un temps relativement long,
- pas de division dans le travail, ce qui favorise le travail individuel,
- ceci a pour résultats qu'il n'y a pas d'études à long terme, donc pas de perspectives et impression de ne pas aboutir et finalement une grande confusion — faute d'idées claires sur des points précis — confusion que l'on peut masquer par la volonté d'analyses globales. Autrement dit, nous nous contentons de généralités en évitant la confrontation avec la pratique.

## LE GROUPE :

Certaines critiques du groupe ont déjà été abordées dans le paragraphe précédent.

Dans l'ensemble, il m'apparaît que :

- le groupe est devenu trop mouvant depuis le groupe-non-groupe, ce qui est un obstacle au travail collectif à long terme.
- en effet, on ne se connaît pas suffisamment entre camarades, ce qui peut être un obstacle au travail collectif tout court. Tant pour ce qui est de la connaissance personnelle que de la connaissance des activités que l'on peut avoir par ailleurs, une connaissance plus profonde, sans forcément être intime, permet de mieux se comprendre et de sauter les barrières dues aux vocabulaires et aux différences de formation, de milieu. Une connaissance des différentes activités politiques permet de mieux saisir l'idéologie personnelle de chacun et doit faciliter la discussion et le travail collectif. Il est sûrement nécessaire d'essayer de dépasser ce stade dans la constitution d'un groupe de travail car c'est lui donner une allure trop fermée. Mais comment escamoter ceci si on n'a pas mis à la place un projet politique, des hypothèses idéologiques ou bien des bases communes sous n'importe quelles formes que ce soit ?
- la dispersion ou le manque de disponibilité de certains camarades a empêché la rotation des tâches, entraîné un surcroît de travail pour certains, une prise de distance pour d'autres, d'où à la fois la lassitude et l'ennui. La difficulté paraît difficile à vaincre ; il y a ceux qui pensent et écrivent, il y a ceux qui discutent jusqu'à minuit, ceux qui discutent jusqu'à onze heures parce qu'ils travaillent le lendemain, il y a ceux qui écoutent, ceux qui aident matériellement, etc...
- les différences de vocabulaire révèlent les différences de milieu, de formation, de culture ; elles révèlent aussi les difficultés d'adaptation des « manuels » aux « intellectuels » même si ces manuels sont déjà fortement intellectualisés. Il peut paraître excessif de demander à certains camarades d'expurger leur vocabulaire, d'éviter le jargon étudiant d'origine sociologique ou psychologique. Ils peuvent en effet considérer que c'est là une exigence qui les restreint dans leur liberté d'expression.

Mais à quoi bon s'exprimer si l'on n'est pas compris. Même un anarchiste individualiste y accorde une certaine importance. Cet obstacle premier ne pourra être franchi que par l'adoption d'un langage commun, mais à moins de souhaiter vivre dans un clan, on ne peut envisager qu'une simplification du langage, seule possibilité d'être compris de tous et de demeurer des propagandistes.

**Nos difficultés, tant pour ce qui est de la revue que pour ce qui est du groupe révèlent au fond des défaillances :**

- dans les méthodes de travail,
- dans les capacités ou le niveau intellectuel,
- dans l'idéologie.
- dans les méthodes, c'est sûr puisque nous ne sommes pas arrivés à systématiser notre travail : habitude de prendre des notes (c'est toujours les mêmes), habitude de faire des comptes rendus (les mises au courant se font généralement par lettres amicales bien sympathiques mais insuffisantes pour un travail plus efficace), habitude de diffuser les informations et papiers divers (arrêt du compte rendu de presse), incapacité à mettre en œuvre des petits groupes de travail basés soit sur l'affinité, le centre d'intérêt ou le lieu de résidence ou de travail. Cette forme de travail aurait dû apparaître naturellement car cela correspondait à des besoins, des objectifs et des tâches précises. Sommes-nous incapables de faire surgir en nous des conseils ouvriers ou d'autres comités de base ? Sommes-nous volontaristes, spontanéistes ou quoi ?
- dans les capacités ou le niveau : il y a un mythe NR, c'est notre réputation gonflée par nos lecteurs et camarades. La réalité, c'est notre faiblesse.

Le mythe NR construit le néant du mouvement anarchiste.

Il faut rappeler ici notre incapacité à dépasser l'analyse des faits, à formuler des hypothèses idéologiques et à nous décentraliser.

Le souci extrême de la perfection, dans la forme et dans le contenu empêchent certains de nos camarades d'écrire en vue d'être imprimés. Est-ce là une volonté de recherche puriste d'une vérité absolue et définitive ? Un article trop achevé forme un

tout qui l'isole du reste et peut freiner la critique éventuelle. La recherche d'une forme polie, ciselée, achevée nous empêche de terminer même provisoirement une étude et de tirer des conclusions provisoires également.

Les constantes références à des optiques psychologiques particularisent trop le débat et par des clichés pour initiés arrêtent la discussion. Sans explication claire, cela ne peut qu'affaiblir l'analyse collective. Sans analyse provenant d'optiques complémentaires (économiques, politiques, sociologiques, pédagogiques, historiques), cela ne devient qu'une tentative d'unification dogmatique.

— dans l'idéologie : difficulté de répondre car on n'a pu qu'en examiner quelques bribes et de façons superficielles ou bien alors le morceau tout entier (exemple : aliénation de l'anarchie) (!).

Pourtant nous avons pu tenir pendant 10 ans ! Comment ce miracle anarchiste fut-il possible ? C'est que, nous avons pu surmonter nos difficultés grâce au courage, à la persévérance et surtout à la confiance et à l'amitié. C'est que les structures quasi familiales qui avaient prévalu parmi nous pendant les deux tiers de ce temps n'ont pas été remplacées par autre chose. Nous avons bien eu la volonté d'élargir notre cercle. Nous avons bien souvent tenté de nous définir. Nous avons plusieurs fois essayé d'aborder au fond des problèmes théoriques. Mais les impératifs de l'action quotidienne militante, les nécessités matérielles ne nous en ont pas laissé le temps. Il nous a manqué un fondement politique commun et précis, que ce soit une plate-forme, ou bien un plan de travail à long terme.

### **CRITIQUE DE L'EXTERIEUR :**

- peu de critique des lecteurs.
- mais il y a participation de ces lecteurs puisqu'il y a une augmentation de la vente, donc de la diffusion, donc de la lecture de la revue, donc de l'intérêt pour cette revue, du moins en ce qui concerne la quantité.
- des articles provenant de l'extérieur ont quelquefois été rejetés trop vite sans penser qu'un article a plusieurs buts : informer, démontrer, susciter des questions, des réponses, provoquer... De plus, le mythe qui nous entourait pouvait faire hésiter des camarades à écrire des articles et à nous critiquer. Allions-nous devenir une institution respectable ?
- il n'y a pas eu de tentatives systématiques de relations — donc elles n'étaient peut-être pas réellement désirées — avec les autres groupes de province (exemple « Recherches Libertaires », une seule tentative). Mais d'un autre côté, nous n'avons pas reçu de propositions concrètes non plus. De plus étions-nous prêts à cette mutation ?
- des groupes de province ont préféré faire une revue à eux plutôt que de nous aider ? Sont-ils eux aussi repliés sur eux-mêmes ?

### **CONCLUSIONS :**

Nous mourons de n'avoir pas su définir ce que nous voulions et de n'avoir pas pu choisir entre une revue, d'études, de discussions ou de propagande, tournée vers l'extérieur ou l'intérieur du mouvement anarchiste, consacrée à l'histoire ou à l'actualité sociale, conçue bulletin de liaisons entre les groupes ou comme bulletin intérieur à NR.

Nous mourons de n'avoir pas su nous transformer en conseils de militants (comités de base !) créés pour effectuer un travail précis, dans un temps défini, pour une action déterminée.

Nous mourons parce que nous sommes anarchistes et que comme tels nous avons refusé ce qui nous apparaît comme contraignant : cela va de la forme d'une revue imprimée et coûtant tant de milliers de francs, à l'organisation technique des groupes et de leur travail et jusqu'à des hypothèses de travail considérées comme sens à notre action.

Nous mourons ! Le mythe est mort ! Pas de statue !

MARTIN

# IDÉES COMME ÇA

Il y a ceux qui militent par vocation, ceux qui militent par conviction, ceux qui militent par altruisme ou par égoïsme, ceux qui militent par profession.

Il y a ceux qui ne militent pas du tout.

Est-il contre-révolutionnaire de se demander un jour pourquoi on milite ? Est-il révolutionnaire de se demander un soir si on n'a rien de mieux à faire ?

Parce qu'il y a eu Mai et qu'on ne peut pas l'oublier, sauf à jouer les détachés. Si on pouvait recommencer, ou alors se faire ça pour nous tous seuls, entre copains.

On cherche, on continue, comme avant, où on s'en va. Si on pouvait recommencer, comment ?

Parfois, il y a l'anarchie, parfois même dix ans d'anarchie derrière soi, parfois une jeunesse ou presque une vie. On continue ? On pourrait peut-être recommencer. Ou s'arrêter pour recommencer.

En ce moment il y a le mouvement gauchiste plein de têtes qui cogitent. Dedans il y a le mouvement anarchiste avec tous les autres et contre aussi. Mais nous sommes tous aliénés, alors le mouvement aussi est aliéné et en plus nous subissons l'aliénation du mouvement, non seulement du mouvement mais de l'idée aussi ; il faudrait la mettre entre parenthèses pour pouvoir penser un peu. Ce serait réconfortant de voir un « mao » balancer le petit livre rouge, s'asseoir et penser, un trotskyste balancer la « révolution permanente », s'asseoir et penser. On peut peut-être balancer Bakounine, s'asseoir et penser. Parce qu'au bout d'un moment, c'est comme la publicité, obsédant. Mais pour cela, il ne faut surtout pas prendre « Le Capital » de l'autre main, sinon c'est foutu.

Surtout ne pas faire tuer mère Anarchie par père Marx. Parce qu'il ne s'agit pas de tuer quoi que ce soit, juste mettre un peu en sommeil, pour s'isoler. Mais on y revient, parce que s'isoler, c'est sur l'instant se libérer, fuir ou combattre une autorité. Cela implique les moyens, ils ne peuvent être justifiés par la fin parce que la fin, qu'est-ce que c'est ? L'anarchie se réveille, la méthode est peu scientifique, mais en dehors des moyens, qu'est-ce qu'il reste, les moyens c'est nous, la fin c'est nous ou alors c'est l'inconnu, l'espoir, la foi, la science, l'autorité.

Mais l'anarchie, comme le gauchisme, ce n'est pas seulement ça, c'est aussi un certain confort ou un passe-temps. Si on pouvait savoir, ce serait mieux. La crise fatale, c'est quand ? Si seulement on pouvait être sûr que le capitalisme, l'autorité, la hiérarchie, ne sont pas éternels, ce serait mieux. On pourrait prendre ses dispositions. Certains essayent de savoir en lisant dans le marc de café. Parce que si on savait, on pourrait s'organiser, ou attendre, ou faire autre chose, des phalanstères pour tenir jusque là. On pourrait se faire une petite vie à nous, en marge.

Quand on ne sait pas, c'est peut-être important aussi de se faire une petite vie, ne serait-ce que pour avoir un peu moins envie de vomir tous les jours au boulot, dans le métro ou chez l'épicier.

On peut se faire une petite vie aussi dans le militantisme. On fait une revue par exemple, naïvement au début parce qu'on pense que c'est utile pour la Révolution. Si on a les moyens, on fait un vrai canard et puis on l'envoie, régulièrement, aux connaissances. Et c'est utile, c'est vrai, c'est souvent utile. Ça sert à faire circuler des idées, à réveiller, à chercher aussi. C'est un véhicule, une charrette. Ce qui est difficile après, c'est de continuer à avancer. C'est bien connu, le moyen devient le but. La charrette devient caravane... en stationnement. Pour ceux qui ont les moyens, une belle baraque, bien confortable, objet de toutes les préoccupations. Après avec un bel objet comme ça entre les mains, on fonde un club. L'emblème, c'est le canard, l'objet périodiquement célébré.

Autour, il y a les membres actifs très peu nombreux, qui s'emploient à faire re-luire l'objet, et puis les adhérents et les membres bienfaiteurs qui reçoivent l'objet, le collectionnent. Des fois même des membres d'honneur desquels on sollicite des avis.

Politiquement, ça s'appelle bureaucratie : des militants actifs dont la vie se confond avec le canard à sortir coûte que coûte, avec l'organisation à faire vivre à n'importe quel prix et dont les mobiles confus confinent à l'autosatisfaction béate et bloquent toute recherche révolutionnaire. Ce sont les bureaucrates de l'anarchisme, du gauchisme, etc... Ils fourguent régulièrement leurs créations, leur objet, à d'autres micro-bureaucrates à titre d'échange et à quelques abonnés qui, dans leur province, reçoivent ça comme un rappel à l'ordre : c'est vrai, je suis anar ! Ça fait un peu froid dans le dos, c'est presque voluptueux, le péché caché, subversif. On y jette un regard, toujours les mêmes trucs, alors, dans le tiroir avec la collection.

Mais pas de généralisation hâtive, certains lisent tout de bout en bout, font des critiques, écrivent même aux auteurs (les bureaucrates). Les jeunes militants y apprennent même certaines choses. Ça donne bonne conscience aux confectionneurs, un sentiment d'utilité qui met le baume au cœur. Ça aide.

Ça reconforte même parce que ça évite de trop penser à la réalité, le vide derrière la belle façade. Sinon, le vide, les lacunes, l'incohérence, l'incertitude, parfois le désarroi aussi. Tout cela peu à peu s'institutionnalise, se calfeutre. Les uns, au centre, fabriquent l'objet devenu l'activité de toute leur vie, leur chose, celle dont ils sont fiers. Les autres à la périphérie, consomment l'objet en digérant plus ou moins quand il y a matière.

C'est ainsi que des dizaines de feuilles, pour ne parler que du mouvement anar, paraissent de temps en temps et occupent chacune quelques militants aliénés par leur objet. Il en est de cossues, d'autres squelettiques, d'autres bien réputées, comme NR, sérieuses, intéressantes, qui occupent une place à part dit-on. Quand elles ne sont pas purement et simplement une marchandise c'est-à-dire reçues comme telle par des abonnés ne participant absolument pas, souvent même pas par une lecture attentive, elles jouent le rôle de porteuses de messages, de bonne parole. Il suffit d'avoir lu quelques lettres de lecteurs pour s'en convaincre. Et le respect de la chose imprimée en plus... Au fil des années, doucement chaque partie de l'institution fondée autour de l'objet se fige dans une attitude façonnée par l'objet et tacitement reconnue de chacun : ceux qui savent, qui font, qui disent, ceux qui reçoivent. Encore une fois, pas de généralisation, mais les cas particuliers ne changent rien au fait institutionnalisé, ils le confirment. Quand un élément extérieur surgit contre toute attente et vient troubler la torpeur institutionnelle, deux attitudes sont possibles. Ne pas en tenir compte et chercher à maintenir, à protéger la construction à tout prix, ou affronter l'événement, s'y inclure, en analyser les conséquences pour essayer de dégager des positions correspondant à la nouvelle réalité.

Bien qu'il soit un peu à la mode, aujourd'hui, d'éviter de parler de Mai 1968 pour ne pas faire ancien combattant, on ne peut quand même pas lui nier, à Mai, le caractère « d'élément extérieur surgi contre toute attente ». Et ça a jeté quand même un certain trouble dans les esprits, sauf bien sûr dans certains...

Dans les groupes, des malaises sont apparus. La situation, acceptée ou tolérée, faute de mieux, pendant des années est devenue insupportable. Alors des questions se sont posées : une revue comme ça, ça rime à quoi ?

D'une part c'est toujours les mêmes qui font le boulot pratique, c'est pas normal.

D'autre part, pourquoi faut-il la sortir à tout prix, même quand on n'a rien à dire ? Pour les lecteurs ?

Voilà, on se sent redevable au lecteur, engagé vis-à-vis de lui. On imagine déjà les lettres consternées si on décide de se saborder : une revue comme ça, c'est pas possible, ça va faire un trou, etc...

Voilà, le canard est irremplaçable, l'eau va s'arrêter de couler sous les ponts. Et tous les théoriciens qui écrivaient dedans, qu'est-ce qu'ils vont faire. Tous ceux qui savent et qui nous expliquaient, les intellectuels quoi, ceux qui écrivent bien.

Car c'est le rôle de toute revue institutionnalisée que de théoriser, de fabriquer et de présenter la pâtée aux ventres creux des prolétaires. C'est le rôle du guide, du phare dans la nuit d'encre de la lutte des classes.

Seulement, il se trouve qu'une tourmente est passée et que les guides sont un peu perdus, un peu plus qu'avant et que de ce fait, ils ont pris une conscience plus nette du rôle qu'on leur faisait jouer et auquel ils avaient peut-être pris un certain goût, et que ce rôle, ils en ont marre aussi de le jouer.

Mais la suppression d'une activité représentant une forme de militantisme (fabrication d'une revue), l'auto-dissolution d'un groupe ne sauraient être un acte d'abandon que pour ceux-là qui persisteraient à confondre les moyens ou outils de la recherche et de l'activité révolutionnaire avec cette recherche elle-même. La rupture intervenant dans un moment où cet outil (la revue) et ces moyens (méthodes de travail du groupe) ont pris un caractère aliénant aigu ; elle doit féconder de nouveaux moyens mieux adaptés aux préoccupations actuelles. De cet acte brutal et désaliénant jaillira peut-être une meilleure compréhension du réel qui engendrera de nouvelles formes d'action. Quoi qu'il en soit, s'il faut trouver une justification à ce « sabordement », c'est en lui-même qu'il faut la chercher quelles qu'en soient les conséquences. En lui-même c'est-à-dire en tant que moment de convergence de diverses volontés de dépassement.

Alors on recommence ? Quoi ? Le militant révolutionnaire serait-il une espèce de Sysiphe ? Si on pouvait le savoir !

SCHMALTZ HERRING



## REVUES ET PUBLICATIONS AMIES

- « **RECHERCHES LIBERTAIRES** » : Annie Piron, 10, rue J.-Weydmann, 67 - Strasbourg-Meinau.
- « **LA MECHE** » : B. P. 3020. 31 - Toulouse. L'exemplaire : 1 F.
- « **ARCHINOIR** » : Jean Francoz, 29, rue des Champs-Élysées. 38 - Grenoble.
- « **INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES** » : Pierre Blachier, 13 bis, rue Labois-Rouillon, Paris (19°).
- Chez BÉLIBASTE : **L'AUTOGESTION DANS L'ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE**. Souscription : 24 F. Prix vente : 30 F. — Ecrire uniquement à Béliabaste, 25, rue des Boulangers, Paris (5°).

# SUR LE NÉO-ANARCHISME

## ESSAI DE BILAN

Le premier numéro de « Noir et Rouge » est sorti à 50 exemplaires ronéotés en mars 1956 ; nous terminons au N° 46 en juin 1970 à 3 000 exemplaires, 3 500 même au n° 45. Cela fait donc 14 années de parution. A l'origine cette revue était l'expression d'une organisation : les GAAR (Groupes anarchistes d'action révolutionnaire), lesquels ont scissionné en 1961, des camarades partant à la FA pour créer l'UGAC (Union des groupes anarchistes - communistes), les autres formant le **groupe** « Noir et Rouge » puisque les GAAR avaient cessé, par le fait, d'exister. Ce groupe et la revue du même nom — qui avait donc continué de paraître, éditée par le seule groupe NR — disparaissent à leur tour aujourd'hui, après des transformations, des expériences, comme la constitution de ce « groupe-non-groupe » (cf. édito NR N° 39-40) formé par l'arrivée de militants soit FA après la scission du Congrès de Bordeaux 1957 soit organisés en d'autres groupes non FA, puis la retransformation finale du **GNG** en groupe NR.

Cette croissance de notre revue d'une part, ces avatars organisationnels de l'autre (que nous n'avons d'ailleurs pas publiquement expliqués : pourquoi le **GNG** s'est-il révélé inviable ? encore une de nos faiblesses...) forment qu'on le veuille ou non un tout et une trajectoire politique. Etant un des rares créateurs de la revue à avoir participé à l'expérience de bout en bout — ce qui n'est pas forcément positif mais détermine à assumer ses responsabilités — j'ai pensé qu'il serait peut-être intéressant pour les camarades qui nous lisent (plus spécialement pour ceux qui nous connaissent depuis moins longtemps), de tenter un dernier « point » sur ce que fut, précisément, notre trajectoire politique, ce que d'aucuns ont appelé (surtout depuis mai 1968), notre « néo-anarchisme », voire notre « cohnbendisme » (cf. édito NR 42-43) après avoir été traités de « fontenistes » ou « anarcho-marxistes » dans les débuts de NR et des GAAR. Quand je dis d'aucuns, je pense certes à tous les conformistes du mouvement anarchiste dit officiel mais également aux journaux et revues bourgeois qui eurent se mettre à la mode après Mai — le drapeau noir se vendait bien — sans trop savoir de quoi ils parlaient.

Comprenons-nous bien : il ne s'agit pas ici de revendiquer la paternité ou l'exclusivité d'un courant mais plutôt de bien situer notre place dans celui-ci et dans le temps, puis, après une certaine époque, de faire le bilan de notre travail sur les plans positif et bien sûr négatif. Suivant la formule consacrée, ce bilan ne sera pas exhaustif ni peut-être juste, il sera de plus exprimé à titre strictement personnel, le lecteur devra donc tenir compte de ces données dans ses appréciations. Cela dit, il n'en reste pas moins que certaines lignes de force se sont dégagées, au cours de toutes ces années et sont parfois étrangement « interprétées » volontairement ou non. De ces lignes de force, de ce travail et de nos carences, qu'en est-il exactement à ce jour ?

## POURQUOI LES G. A. A. R. ?

En 1955, divers groupes et camarades, la plupart après une décevante expérience et leur départ d'une Fédération anarchiste transformée en décembre 1953 en Fédération communiste libertaire (FCL) aboutissant à une sorte de parti plus trotskyste que libertaire qui devait se suicider politiquement après le summum de la participation aux élections législatives de 1956 (cf. NR N° 9 « La FCL et les élections du 2 janvier 1956 »), décidaient de se regrouper et créaient les GAAR en novembre 1955.

Pourquoi nous étions-nous retrouvés, pourquoi décidions-nous de reprendre la bagarre ? Il s'agissait d'abord pour nous de « revaloriser » le communisme libertaire en France, de repartir sur des bases anarchistes-communistes, qui nous paraissaient toujours justes malgré les erreurs de la FCL. Nous ne remettions pas en cause l'absence de l'anarchisme mais plutôt certaines méthodes devenues autoritaires et aussi nos insuffisances de jeunes militants ; en un mot, ce n'était pas parce que la FCL avait foiré dans sa tentative originelle, quand elle s'appelait encore FA, de créer un anarchisme moderne, plus inséré dans son temps (en 1950) que cette insertion cessait d'être valable. D'autant plus qu'une nouvelle (sic) FA s'était reconstituée de son côté fin 1953, où les éternels « théoriciens », pontes du mouvement anar officiel, tiraient argument de l'écroulement de la FCL pour justifier leur conformisme (« on est toujours là, nous ! » disaient ces bons apôtres ; forcément, quand on bouge pas...) à base de poussière et de tabous, qui nous avaient déjà révoltés quand nous étions à la FA n° 1.

Aussi, notre redépart avec les GAAR avait-il également pour objectif de nous attaquer, cette fois sans « aînés » veillant sur nous, à tous les **tabous** dont nous estimions que souffrait l'anarchisme. Parmi ceux-ci rappelons entre autres le **manque d'ouverture**, par un respect quasi religieux de la doctrine (par ex. : n'étudions pas, ne discutons pas le marxisme, on risquerait d'être pollués) aboutissant à un sectarisme qui nous paraissait assez peu anar, l'omnipotence des leaders et leur paternalisme vis-à-vis du jeune militant (« vois mes années d'anarchisme en brochette, mon petit, écoute mon expérience »), le problème franc-maçon (remarquez qu'on avait lâché des francs-macs à la FA N° 1 pour tomber dans un bureau politique secret, l'OPB, qui devait donner sa ligne léniniste à la FCL ; on n'était sans doute pas assez au courant de certaines habitudes conspiratrices héritées du passé, voir l'Alliance de Bakounine...), l'absence ou la facilité dans le jugement politique (ex. : la guerre d'Algérie ; c'étaient deux nationalismes, donc pour un pur anar il n'y avait qu'à renvoyer dos à dos les deux adversaires, en escamotant du coup le problème colonialiste...), etc.

N'allongeons pas plus la liste, elle montre simplement que nous étions... exigeants — l'exigence de la jeunesse — et que nous ne doutions évidemment de rien !

## DES G. A. A. R. A « NOIR ET ROUGE »

A la vérité, disons même que nous voyions un peu grand dans l'enthousiasme de ce nouveau départ. Car il ne suffisait pas de se retrouver un certain nombre de camarades, pensant être cette fois dans la juste voie, un peu ironiques envers le mouvement anarchiste officiel où nous jouions les trouble-fête : cette FA n° 2 et son conglomérat de tendances face auquel nous proclamions la nécessité de « l'unité idéologique et tactique » ce qui est facile à dire mais aurait dû nous rappeler quelques souvenirs récents, sans pour autant tomber dans la « grande famille » justement dénoncée par nous. Nous avions des groupes, un organe théorique, des congrès annuels, que fallait-il de plus pour, au bout de quelque temps et aussi devant un certain succès de notre audience par la revue, avoir la tentation de jouer à l'« organisation révolutionnaire » en nous contentant parfois plus d'affirmations que d'études ou de confrontations approfondies ?

En un mot, notre période « GAAR » aura peut-être montré que nous n'étions pas encore tout à fait guéris de certaines habitudes de la FCL, la bonne conscience ne tenant pas obligatoirement lieu de boussole politique, même si nous nous étions donné (NR N° 6) une « déclaration de principes » pas plus mauvaise qu'une autre certes, mais où, comme toutes les autres organisations révolutionnaires, précisément et qui s'en contentent, nous alignions quelques **généralités** : sur les deux blocs, le fédéralisme libertaire, la Révolution et l'Etat, l'indépendance nationale des territoires coloniaux, enfin les principes organisationnels et leur fameuse unité idéologico-tactique. Nous avions un peu oublié que les problèmes organisationnels ne peuvent se contenter de généralités...

Pourtant certains camarades (par ex. : Théo, dans le NR n° 4 « Entre nous ») posaient déjà ces questions reliant organisation et réflexion politique, y revenant dans la revue et aussi dans le bulletin intérieur (« Liaison ») des GAAR. Mais, au fait, où en étaient ces GAAR après quelques années déjà d'existence ? Les quelques groupes que nous étions au début s'étaient progressivement réduits à deux secteurs géographiques

— ça simplifiait les congrès nationaux ! — alors que nous pensions au contraire nous élargir par la création de nouveaux groupes, de nouvelles régions, et cela assez rapidement. Pourquoi ce rétrécissement ? Probablement que nous ne nous étions pas assez engagés (qui dit « groupes d'action »...) encore que certains d'entre nous aient pris plus de responsabilités pendant la période « algérienne », mais que paradoxalement nous nous sécurisions — comme on dit aujourd'hui — à l'abri d'un sigle, d'une étiquette GAAR dont nous signions, à l'instar d'une quelconque FA, affichettes et tracts. Cela valait-il encore le coup de s'appeler « GAAR » quand il n'y avait presque plus de groupes, quand la majorité des lecteurs ou des militants anarchistes parlant de nous disaient « groupe Noir et Rouge » et jamais « GAAR » ? La scission de 1961, consacrant la rupture de notre unité tactique par le départ de camarades à la FA où ils devaient, avec le camarade Zorkine, créer l'UGAC, rendait la situation nette de ce côté. A cette époque, notre tentative de constituer une organisation anarchiste-communiste spécifique avait échoué et nous l'expliquions dans « NR » n° 19 (« cf. Faire le point »).

Faire le point ? Quels que soient nos défauts ou nos manques en cette période, nous le faisons publiquement de temps à autre, pour éviter les ragots, fausses interprétations et aussi par souci de clarté politique. Sans vouloir anticiper sur la suite de l'article, on peut constater qu'au cours de ces dernières années notre groupe a perdu cette bonne habitude, nous contentant d'appuyer sur tel ou tel point mais négligeant une analyse générale, une explication plus globale dont nous payons peut-être l'absence à ce jour. Mais revenons à 1961. Après 5 années d'existence, les GAAR ont donc vécu : restent la revue et le groupe NR cependant que les camarades partis à la FA travaillent à la constitution d'un regroupement, l'UGAC, axé sur une tendance anarchiste-communiste au sein de celle-ci. Aurions-nous dû suivre ces camarades, en cessant la parution de NR comme ils le demandaient ? Personnellement, je pense que nous devions continuer ce travail et que nous avons eu raison de le faire. On peut aussi penser que nos cinq années de combat commun avaient en partie permis cette « revalorisation » de l'anarchisme-communisme en France, fixée comme un de nos premiers objectifs. Nos routes se séparaient et c'était peut-être mieux ainsi car on le verra par la suite, notre groupe et la revue allaient se trouver, dialectiquement, amenés à dépasser notre objectif de base et à remettre en cause la notion d'anarchisme-communisme, voire la notion d'anarchisme elle-même en tant qu'idéologie « sacrée », en tant que dogme...

## JUSQU'A MAI....

Après avoir signalé nos faiblesses et puisqu'il s'agit aussi d'un bilan, il est bon de rappeler ce que nous estimons également positif au cours de ces cinq années, sur le plan de la revue elle-même. Les tabous dont nous parlions avaient été attaqués, le leaderisme pris à partie dans maints numéros, la Franc-Maçonnerie également (le N° 5 spécialement consacré à ce sujet), cependant qu'un autre n° spécial (7-8) traitait du nationalisme, immédiatement suivi d'un n° spécial sur « Parlement et élections » où nous traitions entre autres — sujet brûlant — de la participation électorale de la CNT d'Espagne et de la bouffonnerie FCL, déjà citée. Les problèmes du nationalisme allaient bien sûr nous amener à parler de la question coloniale : nous prenions publiquement position sur la révolution algérienne dans le NR N° 10, refusant l'attitude « puriste » des anarchistes classiques et nous faisant, bien sûr, traiter par la suite de « nationalistes algériens » par ceux-ci. La même réaction — c'est le mot ! — se produira quand nous aurons plus tard l'audace d'essayer de parler du problème cubain en évitant les schématisations confortables, nous y reviendrons...

D'autres thèmes peu étudiés dans nos milieux comme « Gauche et Révolution » par exemple, étaient traités dans un n° spécial (n° 11) de NR. Celui-ci devait d'ailleurs soulever, à juste titre selon moi, des contestations au sein même des GAAR. Il faut dire que ce numéro spécial avait été rédigé non collectivement et que ceci avait été une de nos erreurs : vouloir « sortir » les cahiers régulièrement, quitte à confier leur rédaction à seulement un ou deux camarades (ceci surtout pour les n° spéciaux) sans vérification ou du moins accord ultérieur des autres militants, méthode fort contestable effectivement à tous points de vue, surtout pour des communistes libertaires...

Pour en terminer avec ce bref rappel de nos thèmes jusqu'à 1961, signalons un « dossier espagnol » ouvert dans notre n° 14... et prématurément clos dans notre n° 15-16, lequel terminait par ailleurs un long article sur « Violence - révolution - organisation » montrant par là que notre n° 44, plus récent, ne découvrirait pas un problème spécifiquement neuf (« Action violente, action minoritaire et action de masse ») mais qu'on doit toujours le réétudier sous un angle actuel. Ce double n° 15-16, décidément riche, nous voyait accueillir — ô sacrilège ! — un marxiste, Yvon Bourdet qui traitait en un long article du « parti révolutionnaire et la spontanéité des masses ou les contradictions de Trotsky dans « l'Histoire de la révolution russe ». On peut se trouver d'accord ou non avec ledit Bourdet et ceci est une autre histoire, il n'en reste pas moins vrai que le sujet était passionnant et qu'un solide article-réponse de notre part aurait pu être tenté, ce que nous négligeâmes à l'époque par manque de temps mais certainement aussi par recul devant la difficulté du sujet. Les n° 17 et 18, eux, insistaient plus sur la guerre d'Algérie et un article important (« Refuser ») traitait de l'organisation « Jeune résistance » (organisation clandestine regroupant les insoumis et déserteurs de la guerre d'Algérie, luttant aussi contre elle) pendant que l'auteur du présent article tentait d'expliquer « la difficulté d'être anarchiste » — sur deux n°, vu la difficulté, précisément ! — article sur lequel je reviendrai brièvement dans les conclusions.

Quoi qu'il en soit de nos insuffisances, on voit donc qu'en 1961 et après 20 numéros, nous avons néanmoins et déjà un certain acquis, une certaine vision, une certaine ligne (mot que je n'hésite pas à employer et maintenir, même contre certains camarades de l'ex-groupe NR...) le tout nous situant dans un courant bien particulier de l'anarchisme. Les années suivantes allaient accentuer ce « particularisme » et dégager de nouvelles lignes de force. C'est la réunion de celles-ci qui montrera ce que fut finalement notre « néo-anarchisme » et ce qu'il faut réellement entendre d'une appellation recouvrant en fait une nouvelle ambiguïté, facile à dissiper selon nous...

Après 1961 et la guerre d'Algérie se terminant, le groupe « seul » allait plus concentrer ses activités sur la revue, ceci pendant environ six années jusqu'à notre rencontre avec de nouveaux camarades et les successives périodes du « groupe-non-groupe », de mai 1968, du rétablissement (ou repli sur lui-même ?) du groupe NR jusqu'à la situation actuelle. Les débuts de 1962 allaient nous voir d'autant plus axer nos efforts sur la revue que le tirage de celle-ci commençait à nous poser des problèmes d'ordres divers, ne serait-ce que matériel, vu notre passage à plusieurs centaines d'exemplaires, atteignant le millier à partir du n° 27 et nous obligeant, littéralement, à l'impression dès le n° 28. Mais hormis ces éternelles questions « pratiques » (qui auront aussi leur part dans nos problèmes finaux), le contenu même des cahiers requerrait également un nouvel effort, ne serait-ce que pour élargir le nombre de rédacteurs, membres du groupe ou non. Sur ce dernier point, disons que cet élargissement que nous appelions dans le n° 19 s'est relativement peu réalisé, à savoir faire une revue anarchiste qui ne soit pas seulement l'organe d'un groupe mais un moyen d'échange, de rédaction collective et par là-même de combat collectif. Bien sûr, on pourrait s'en sortir en disant que de ce côté nos lecteurs « ne nous ont pas aidés », se contentant pour l'écrasante majorité de recevoir la Bonne Parole venue de Paris mais, si cela a aussi existé, il est certain que nous-mêmes n'avons su nous élargir efficacement, solliciter un travail commun, avec d'autres revues amies également, et qu'après nous être pris au jeu de l'« organisation révolutionnaire » du temps des GAAR, nous nous sommes pris au jeu de la revue elle-même et de son audience grandissante : pas plus qu'on ne se bat pour l'organisation-outil en soi, on ne doit se battre pour une revue en soi, leçon à méditer !

Cette longue parenthèse refermée, voyons néanmoins nos « lignes de force » jusqu'au GNG puis Mai. Si nous avons assez peu remis en question l'anarchisme-communisme lui-même, nos travaux de groupe et « NR » allaient nous amener à approfondir la question nationale, déjà soulevée à propos de l'Algérie, avec l'affaire cubaine. Ainsi les n° 20 et 21 allaient-ils voir une violente controverse entre Gaston Leval et nous sur cette question. Comme dit plus haut, nous avons seulement tenté d'examiner objectivement quoique d'un point de vue anarchiste — y avait-il contradiction ? — ce grave problème : pour avoir dégagé les côtés négatifs mais aussi positifs de la révolution cubaine, notre camarade Renof se voyait traité de « défenseur du totalitarisme castriste », pas moins ! Ce conflit illustrait, entre autres, la difficulté de parler de certains sujets dans ce qu'on appelle les milieux libertaires...

Fin 1962, nous saluons une dernière fois notre camarade Zorkine, non pour la pleurnichade « nécro » habituelle en pareille circonstance, mais pour rappeler son apport politique au combat libertaire (voir l'article de Théo, NR n° 22). Signalons entre autres travaux, son remarquable article « Réflexions sur la guerre de partisans comme forme de lutte révolutionnaire » paru dès notre deuxième numéro, au tirage malheureusement trop faible : une étude qui nécessitera certainement un retraitage quelque jour, soit dans le bulletin annoncé, soit en brochure. Et puisque nous parlons de brochure, rappelons que ces années nous virent également, en plus des cahiers, diffuser des brochures ronéotées consacrées à un problème particulier ; citons, entre autres : Espagne 1962, Anarchisme, Kropotkine fédéraliste, Espagne rouge et noire (brochure imprimée par l'UGAC, conférence faite par notre groupe au cours d'un cycle de causeries communes fin 1963, dont la brochure « l'Organisation » éditée par NR était une autre illustration), Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire, la Plate-forme d'Archinov, etc. Sans oublier une brochure imprimée à fort tirage « l'Autogestion, l'état et la révolution » début d'une série tentée dans l'été 1963 avec ICO\*. Je terminerai cette incidente sur les brochures en signalant, hormis l'« Autogestion » et « Archinov », notre arrêt de recherches théoriques sous cette forme depuis 1968, appauvrissement ou négligence symptomatique...

En 1964 nous tentions un dialogue avec les individualistes en présentant un n° spécial, collectif celui-là (N° 26 et suite n° 27) sur « Individualisme et communisme libertaire » non par « esprit de famille » mais pour bien illustrer notre préoccupation d'un anarchisme vivant, donc antidogmatique : au lieu des habituels sarcasmes entre les deux courants, pourquoi des « communistes libertaires » n'essaieraient-ils pas d'étudier sérieusement l'apport réel d'un Stirner, par exemple ? Disons d'ailleurs que cette tentative fut relativement peu couronnée de succès, bien qu'ayant fourni au groupe l'occasion de fructueuses recherches sur la question, ce qui était toujours ça !

Avec l'impression du n° 28 nous franchissions un nouveau pas et un « faire le point » en ce numéro expliquait notre conception de « l'idéologie » tout en rappelant que l'aspect théorique de notre travail n'excluait nullement notre engagement en fonction de l'actualité et du militantisme quotidien. Dans le même n° un article important, envoyé par un copain chilien : « Pour une systématisation de la pensée anarchiste », soulevait nos remarques, sans toutefois nier l'apport théorique d'une telle étude. Puis, à partir de fin 1964 et suite à un « plan de travail » (établi à intervalles réguliers, parfois adressés au lecteur, abandonnés en 1968...) le groupe allait centrer son intérêt sur un nouvel axe de travail : les problèmes de l'autogestion.

Le n° 30 préluait par un « Témoignage sur trois collectivités anarchistes en Espagne » terminé dans le n° 31, lequel traitait de l'« Autogestion contemporaine » et entamait « L'autogestion en Yougoslavie » continuée dans le n° 33. Nous attaquions ensuite « L'autogestion en Algérie » dans les numéros 34, 36, 37 et 38, un essai de conclusion générale sur le problème étant présenté dans le n° 41. Nous n'avions certainement pas étudié la question assez à fond mais cette série d'articles montre également nos préoccupations à une époque où l'on parlait beaucoup moins de l'autogestion qu'aujourd'hui, quand ce n'est pas pour la « récupérer » ou l'adapter. Nous voulions également démontrer que les anarchistes ne se contentent pas toujours de plaquer leurs schémas sur les réalités économiques mais qu'ils peuvent aussi tenir compte des situations (Algérie, Yougoslavie) qui ne rentrent pas forcément dans leurs schémas...

L'énumération de ces différents axes d'études montre donc, malgré nos défauts de tous ordres signalés en cours d'article, l'élaboration d'une certaine « ligne » aux plans de la recherche et de l'interprétation des réalités contemporaines. Celle-ci serait incomplète si nous ne signalions maintenant, ceci sur un plan plus proprement « politique » la suite de nos éditoriaux qui, sous une apparence parfois ironique ou « générale », ont souvent plus exprimé nos préoccupations profondes que nos positions, que certains longs articles. Le problème des éditos n'est d'ailleurs pas un problème facile : on se croit souvent obligé d'en pondre un presque par tradition et nous n'avons pas non plus échappé à ce travers. Il y eut toutefois plusieurs périodes que nous essaierons, en très gros, de déterminer. Ainsi on peut dire que les éditos des premières années, soit environ un tiers de la parution totale des cahiers, étaient

(\*) Toutes ces brochures sont d'ailleurs épuisées, signalons-le, sauf l'« AUTOGESTION », dont il reste encore quelques exemplaires (2,50 F pièce).

plutôt axés sur un rappel politico-éthique des GAAR et de leur action. Le deuxième tiers vit par contre plus d'édits du style traditionnel et « fourre-tout » signalés plus haut alors que le 3<sup>e</sup> tiers allait nous ramener à des textes souvent plus courts mais aussi plus politiquement axés, plus incisifs dans la forme et dans le fond.

C'est surtout après les études sur l'autogestion que le groupe sera amené, du fait de nos discussions mais aussi de nos contacts extérieurs, à prendre position d'abord — nous y revenions — sur l'anarchisme dit traditionnel et ses variantes dogmatiques dont une conception de l'anarchisme-communisme se réduisant encore pour beaucoup dans la création d'une « organisation-outil » efficace transformée en finalité, puis par extension logique sur les organisations révolutionnaires en général et leurs pratiques-bidon. C'était ensuite Mai, ses révélations, ses conséquences...

Ainsi, si par exemple dans le n° 36 nous traitions de « l'attitude religieuse » en rappelant notre opposition à tout dogme, à toute sanctification de l'idéologie (les problèmes de l'idéologie étaient souvent débattus au groupe...) fût-elle anarchiste, le n° 37 voyait paraître un édit intitulé « Le bidon » qui, au-delà cette fois de notre propre secteur libertaire, attaquait la notion même de groupuscule «... petites organisations de minorité agissante, s'occupant à aller prêcher la bonne parole aux travailleurs... » ces groupuscules se gonflant comme la grenouille de la fable. Bien entendu l'édit traitait de l'aspect « publicitaire » — y compris la provocation — du problème sous toutes ses formes. Ce genre d'éditorial, bref et de ton très détendu, me semble précisément être le prototype de ceux qui soulèvent et sans avoir l'air d'y toucher, de gros problèmes : on le vit bien à l'intérieur même du groupe, un camarade exprimant par exemple son désaccord avec ce qu'il considérait comme une attitude « négativiste » amenée à rejeter toute forme d'organisation. Comme on le voit et soit dit en passant à propos de ces discussions internes parfois passionnées (et c'est normal) nous sommes loin du bloc idéologique plein de sérénité dont trop de camarades, lecteurs ou non, semblaient se faire une — belle — image de notre groupe. « Noir et Rouge » a d'ailleurs certainement, par négligence, contribué à cette image en n'explicitant pas publiquement certains désaccords, au moyen d'édits par exemple...

Puis c'était le fameux Congrès FA de Bordeaux, sur lequel nous étions amenés à prendre position dans le n° 38, certains des scissionnistes-exclus de cette organisation nous rejoignant par la suite. Sans trop revenir sur cette sombre histoire (cf. « Contre la confusion ») disons que cet édit plutôt en forme d'article allait bien sûr nous valoir des accrochages avec les tenants de l'orthodoxie anar, lesquels allaient d'ailleurs nous retrouver avec un autre congrès, celui de Carrare, mais n'anticipons pas. Le début de 1968 nous voyait annoncer dans un bref édit (n° 40) la constitution du GNG avec les copains cités plus haut, cependant que le n° suivant (écrit en mars-avril mais sorti après mai, vu la situation), dénonçait notre tendance à nous, anarchistes, à nous réfugier dans les recettes en éludant les vraies questions (cf. « Des mots »). Puis ce sont les derniers numéros, quasi actuels, dont les édits : « Cohnbendistes ? », l'« Extraordinaire », « Autocritique » résultent directement de nos préoccupations d'après-mai, des difficultés que nous voyions pointer puis s'accumuler face à nos insuffisances. Ce qui nous amène à la dernière partie de cet article.

## UNE EXPERIENCE : LE G. N. G.

En entamant cette dernière partie, je n'ignore pas ce que cette énumération de numéros, d'articles, d'éditoriaux a pu avoir d'un peu fastidieux pour les camarades mais un bilan oblige à pareil exercice. Cela permet aussi de retrouver des détails fort utiles quand on aborde les questions théoriques. Ce que nous ferons maintenant plus particulièrement.

Revenons, pour commencer, sur la période suivant le congrès FA de Bordeaux et notre transformation en « groupe-non-groupe ». Le mot avait fait rire à l'époque certes et nous-mêmes l'adoptions plus comme une boutade que comme une affirmation théorique. Pourtant, sous l'apparence ironique, une certaine expérience était tentée, un peu improvisée bien sûr mais découlant aussi d'une logique. Fin 1967 nous étions bien conscients que le groupe commençait, déjà, à se replier sur lui-même et sur la revue, à s'appauvrir à différents points de vue, qu'un élargissement était absolument nécessaire. Celui-ci, proprement physique par l'arrivée de nouveaux camarades devait

aussi se concrétiser en tant que vision politique. Et de fait, le n° 40 se ressentait — heureusement — du nouvel apport : deux importants articles, sur le Viet-nam et sur Nanterre (ça commençait...) étaient amenés par les camarades avec qui nous venions de former le GNG. Je pense qu'ils avaient une vue plus globale, plus dynamique, plus dialectique aussi, que les anciens du groupe qui formions « la vieille garde » nous connaissant bien, habitués à travailler ensemble et à absolument compter les uns sur les autres — ce qui a eu ses avantages — mais peut-être également victimes, à la longue, d'une certaine routine.

Sur un plan politique plus général, l'expérience du GNG avait une ambition plus haute : faire éclater la classique notion de groupe, montrer qu'une nouvelle forme d'organisation est possible, où discussion, rotation des tâches peuvent et doivent être envisagées, réglées **collectivement**, l'élargissement du nombre poussant à des solutions d'autant plus collectives et rotatives. Nos discussions de l'époque sur tous ces problèmes ont-elles trouvé un prolongement et une application dans certaines formes d'organisation du Mouvement de mai 1968 ? Sans jouer à l'état-major secret cher aux hantises marcellinesques, disons simplement que si nous avons pu apporter notre contribution à l'élaboration de ces idées nouvelles, l'expérience du GNG aura au moins eu son intérêt et son utilité même si, au plan de notre propre groupe, elle devait ensuite tourner court. En effet, après un hiver de longues discussions mais aussi de dépression générale que nous venions toutefois de surmonter dans les premiers mois de 1968, nous envisagions des applications plus concrètes dans nos méthodes de travail au GNG quand Mai arriva. Le GNG devait alors littéralement « exploser » en différentes activités, ne se reformant réellement qu'à la rentrée de 1968 mais ayant lui-même subi le contre-coup des événements, comme on dit...

Aurions-nous dû nous dissoudre à ce moment, comme l'expose I.R. dans ce numéro ? C'était une éventualité certes mais on peut en avancer une seconde : vu l'abondance des lettres et aussi d'un certain « prestige » du groupe à l'époque (le « groupe à Cohn-Bendit », vous vous rendez compte ? début de la légende...) n'aurions-nous pas dû créer une fédération de groupes « NR », en fait une nouvelle organisation avec aussi son danger de centralisme parisien ? Quoi qu'il en soit, cela n'a pas été fait et on peut tout réécrire avec des « si » : ces questions restent toutefois posées et nous n'avons pas fini d'y répondre.

Sur le plan du GNG lui-même, nous aurions par contre pu et dû constater que s'il avait certes permis un **début** d'ouverture du groupe, l'éclatement de Mai et notre constatation « de facto » du rétablissement ou plutôt du retour à l'ancien groupe nous imposaient impérativement d'en tirer certains enseignements, ce que nous ne fîmes pas... Ceux-ci étant seulement tirés dans ce numéro, dans les textes qui précèdent par divers camarades, je ne m'y attarderai donc pas. Je crois cependant, aussi, que les raisons qui ont motivé l'échec du GNG ont leur influence dans la disparition du groupe NR dernière formule.

## UN NOUVEL ANARCHISME ?

Sur l'anarchisme lui-même, l'article « Quelques réflexions » (voir ce n°) m'amènera aux conclusions et à une « défense » de l'anarchisme, oui, mais pas d'une église. C'est en ce sens que nous primes position sur le marxisme en disant que le clivage ne passait pas entre celui-ci et l'anarchisme mais entre léninisme et esprit libertaire ou anti-centralisme. C'est pour avoir énoncé cette conception toute simple, qui commence à néanmoins faire son chemin dans le mouvement libertaire, ainsi que la nécessité de nous confronter au marxisme par esprit normal d'ouverture, que les orthodoxes appelèrent notre tendance « anarcho-marxisme » ! Nous n'avons pourtant jamais voulu, comme le propose Daniel Guérin, une sorte de mélange des deux idéologies, certains cocktails nous paraissant par trop indigestes... Il n'en reste pas moins qu'au sein du groupe, sur tous ces points il y eut des nuances et cela aussi nous l'acceptons comme naturel. Ainsi, quand nos deux camarades de l'article précité jugent inséparables la critique de l'anarchisme et du marxisme, travail en tout cas de longue haleine et que nous ne pouvions plus accomplir dans notre cadre.

Quant à l'anarchisme « en tant qu'idéologie masquant un certain nombre de questions » (cf. « Quelques réflexions ») et notre manichéisme entre le Bon et le Mauvais, je ne pense pas que nous ayons spécialement ménagé la Mère-Anarchie en tant qu'entité parfaite, inaliénable comme dirait l'autre. Les orthodoxes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés et nous ont toujours accusés, eux, du contraire, à savoir remettre en question l'anarchisme traditionnel, ce qui a effectivement constitué une des lignes de force de notre trajectoire politique.

Un point important demeure toutefois auquel il faut tenter de répondre le plus honnêtement possible : nous considérons-nous tous encore comme des « anarchistes » au terme de cette longue expérience? On verra que certains copains estiment cette question dépassée et c'est pourquoi je terminerai à titre exclusivement personnel, ne voulant annexer ou déformer aucune pensée. Pour l'auteur de ces lignes, la notion même d'anarchisme se confond avec **mouvement**, doute et remise en question, dépassement perpétuel, ce qui est une démarche dialectique sans plus. Cela implique donc profondément la nécessité d'attaquer le dogme mais cela ne doit pas forcément pousser à ne plus se considérer comme anar si on se ressent comme tel, sinon c'est un complexe ou une absurdité. Il m'est arrivé une fois d'écrire sur « la difficulté d'être anarchiste » des réflexions souvent sentimentales (bon, les anars sont des sentimentaux, et alors ?) voire « humanistes », insulte suprême à notre époque de style périsitu et de « vision globale » où l'emploi d'une phraséologie implacable - glacée croit souvent tout résoudre. Mais passons. C'est vrai par contre, et je le reconnais volontiers, qu'en faisant référence à nos déficiences d'hommes par rapport à un « idéal » je respectais et donc sacrais la Mère-Anarchie, c'est pourquoi le contact avec de nouveaux camarades bousculant nos habitudes, notre conformisme, notre vision même, est indispensable. Cela dit, ne peut-on continuer un combat **anarchiste** en tenant compte de toutes ces données ?

Quoi qu'il en soit, le nombre et la complexité des questions que nous avons posées, en tentant de répondre à certaines, que nous nous posons encore sans y avoir répondu, montrent que le prétendu « néo-anarchisme » n'était pour nous rien d'autre qu'une évolution normale pour des libertaires et c'est en ce sens que la disparition d'un groupe et d'une revue « Noir et Rouge » nous semblent logiques à partir du constat de nécessité d'un nouveau stade. Que sera-t-il ? Nous entrons certainement dans une période de réflexion qui ne devrait toutefois pas nous masquer la période de **répression** actuelle, la nécessité aussi d'envisager à tous points de vue des temps plus durs, une fascination accrue du régime voire un éventuel « coup à la grecque » un de ces jours : on a l'impression que beaucoup de révolutionnaires, et parmi eux les anars, se soucient peu de cette question, attendant de se retrouver cueillis un petit matin...

Ça ne veut pas dire qu'il faille en attendant se livrer à tous les fantasmes, attendre des vertus magiques de « l'action exemplaire » (j'aime peu le côté **chrétien** de cette dernière formule) ou d'un activisme suicidaire. S'il nous est arrivé d'insister sur la nécessité de l'action quotidienne opposée à « l'extraordinaire » il nous est également arrivé dans le passé d'attaquer le mythe de la barricade en elle-même (cf. NR n° 30, juin 1965) et nous ne craignons nullement de le rappeler. C'est tout cela qu'on peut appeler une « ligne » et une trajectoire politique. Car qui dit ligne et trajectoire ne dit pas forcément belle ligne droite ou courbe harmonieuse, ce qu'on ne voit précisément que dans les **schémas** ou les catéchismes. En ce qui nous concerne, ce fut plutôt zigzaguant, plein de contradictions, de détours et de redéparts, comme la vie...

Mais si cette ligne eut des variables, elle eut aussi des constantes, celles qui motiveront le combat **que nous continuons et poursuivrons**. Entre autres cette lutte contre la bureaucratie, qui nous fit prendre position contre les prétentions d'organismes centralisés lors du congrès de Carrare, et nous fit y intervenir. C'est peut-être aussi parce que nous avons ressenti une certaine sclérose à la longue, de premiers germes en nous-mêmes en tant que groupe et revue tendant à « s'institutionnaliser » que nous préférons nous dissoudre en tant que tels. Pour nous, c'est aussi cela, l'anarchisme. Alors, qu'on le baptise « néo » ou « anarcho-marxisme » peu importe. L'important est qu'un peu partout, et surtout après Mai, de jeunes militants se contactent, s'organisent et n'aient pas spécialement besoin de nous ou du mouvement officiel pour le faire. Je ne pense pas qu'il faille donc parler d'un **anarchisme** nouveau mais plus sûrement d'une vision nouvelle, d'un esprit nouveau, d'une perception plus aiguë et plus critique de l'anarchisme, oui.

Si, pour notre petite part, au cours de toutes ces années et au long de ces quarante-six cahiers, nous avons pu aider dans la recherche et l'élaboration de ces idées nouvelles, ne serait-ce qu'en tentant une certaine « désaliénation » de l'anarchisme afin de le réinsérer dans la vie de chaque jour, si enfin ce dernier numéro peut faire réfléchir les camarades sur l'exposé public de certaines erreurs et par là-même contribuer à leur combat, alors nous estimerons que notre travail n'a pas été tout à fait vain. En ce qui nous concerne, nous tirons les conséquences d'une fonction directive commençant à s'imposer et dont, pour nous-mêmes comme pour les autres, nous ne voulons pas. Comme la poésie et parodiant Lautréamont, nous pourrions rappeler que la Révolution doit être faite par tous, et non être l'affaire de quelques-uns. Lapalissade ? Comment se fait-il alors que tant de révolutionnaires ne s'en rendent pas encore compte ?

C. LAGANT

## AVIS TRÈS IMPORTANT

- Nous informons tous les lecteurs que, en raison de la cessation de parution définitive de notre revue (et aussi de la mauvaise santé du camarade chargé de ce poste depuis 12 années...) notre boîte postale — LAGANT, B. P. 113, PARIS (18<sup>e</sup>) — sera **irréremédiablement close à la fin de 1970**.
- Nous demandons donc aux camarades de cesser tout envoi de lettres, demandes de NR, échanges d'imprimés à cette date. Dans le cas contraire, ils s'exposeraient à voir leurs envois soit leur revenir, soit plus probable, égarés ou jetés au « rebut » des P. et T. Nous dégageons donc toute responsabilité pour tout courrier adressé après la fermeture de notre boîte postale.
- En ce qui concerne notre C. C. P. (CLARIS 20020-93 - PARIS) ne plus expédier, bien sûr, d'abonnements. Les camarades désirant être dédommés d'abonnement en cours peuvent nous demander des exemplaires récents ou anciens, ces derniers dans la mesure de nos possibilités. Les non-abonnés désirant ce n° 46, ou antérieurs, peuvent régler soit par timbres, soit à notre C. C. P. sur la base de 3 F l'exemplaire pour ce **double** numéro, 2 F pour les numéros précédents. Mais il est bien entendu que **notre C. C. P. sera également clos fin 1970**, il ne peut donc lui être expédié que des fonds concernant exclusivement **la revue NR**, à l'exclusion de toute autre destination, sous peine de retour ou perte de ces fonds.

# AU-DELA DU GAUCHISME

*Le texte suivant est un montage de questions, délibérément contradictoire et inachevé, qui ne vise pas à la cohérence d'un discours doctrinal ou groupusculaire, il s'interroge au contraire à partir du gauchisme tel qu'il est religieusement pratiqué, depuis mai, sur la nécessité d'un tel discours et d'une telle pratique. « Nous cherchons autre chose, mais quoi ? », voilà comment se pose la première question, tandis que la rage ou le désespoir de chacun et de chacune d'entre nous ne cherche plus à se cacher, mais à se traduire en actes par rapport à la crise absolue, qui se manifeste partout, de la société capitaliste, crise que nous nous sommes donnés pour tâche d'aggraver par tous les moyens et de mener à son point d'éclatement.*

*Nous avons cherché le (ou les) sens de l'incendie et le « pourquoi » de la jouissance (ou de la non-jouissance) des « vandales », et peut-être sommes-nous tombés dans les débris (vendus comme « neufs ») d'un monde toujours au bord de la faillite, au bord de la fête révolutionnaire, sur les indices de printemps à venir ainsi que sur les armes encore embryonnaires qui nous serviront, qui nous servent déjà non pas à changer les pièces du jeu, mais à changer (comme le disait un de nos « pères ») le jeu lui-même : la vie.*



Les gauchistes n'ont pas tenu compte de la stratégie de la classe dominante, ni de la manière dont cet adversaire perçoit la crise sociale ou leurs actions. Or, comprendre les réactions et la stratégie de l'adversaire est d'une importance cruciale, vitale. Sans cette compréhension et cette capacité analytique, il ne peut y avoir de dépassement dialectique, ni de transformation qualitative des luttes qui, seules, peuvent avoir raison du capitalisme.

Nous proposons donc aux camarades d'analyser trois récentes prises de position (émanant des milieux dirigeants du capitalisme) qui nous ont semblé importantes, en ceci qu'elles révélaient les points faibles de l'actuel système de défense de l'Etat bourgeois... et d'en tirer des conclusions concrètes. Il s'agit de discerner (à travers l'ignoble fatras et la connerie réactionnaires de ceux qui parlent) des éléments d'appréciation de la crise sociale telle que la fraction moderniste de la bourgeoisie (celle qui est au pouvoir) la vit :

« Tout n'est pas stérile, dans la pagaille. Rien de tel pour observer combien le fonctionnement des ensembles humains est devenu délicat. Celui d'un pays, par exemple. En vérité, c'est merveille qu'il ne soit pas plus troublé et qu'il y ait encore un nombre si considérable de gens pour se plier aux règles sans lesquelles plus rien ne fonctionnerait.

Mais si l'on met à part les anarchistes pathologiques, il ne faut pas prendre à la légère — ni sans doute dramatiser — les éruptions auxquelles nous assistons. Quand des catégories diverses de la population déchirent le contrat tacite par lequel tout le monde s'engage à faire fonctionner, là où il se trouve, l'ensemble humain nommé France, ou au moins à ne pas le paralyser, cela signifie qu'un pays est en crise...

... Le fonctionnement du système fondé sur la cohésion par le libre consentement à des fins communes présupposait que les enfants acceptent d'obéir à leurs parents, que les employés acceptent les ordres de leurs directeurs, que les étudiants acceptent les leçons de leurs maîtres, que piétons et voitures acceptent de passer alternativement, et que tout le monde accepte l'autorité

de l'Etat, exercée à travers ses représentants, même lorsque ceux-ci sont percepteurs. Cela a marché cahin-caha. Parce que les filières autoritaires ont été longtemps maintenues par les mœurs. Parce que les vieux en savaient plus que les jeunes. Parce que l'élite en était une. Et aussi, parce que, par la possession d'un bulletin de vote, chacun savait, ou croyait, qu'il pouvait à intervalles réguliers, tenter de modifier certaines règles à l'intérieur de la règle du jeu... »

(Françoise Giroud, in l'Express, 30 mars 1970.)

---

Après la paralysie des autoroutes par les chauffeurs de poids lourds :

« ... Après les étudiants, avant les cadres, les médecins, et les agriculteurs peut-être de nouvelles troupes viennent ainsi grossir les rangs de la contestation.

L'affaire mérite réflexion, car elle dérange les schémas établis de la société industrielle ; elle annonce effectivement une société nouvelle. Mais pas celle qu'on espérait.

1) Plus elle devient complexe et diversifiée, plus la société urbaine est vulnérable. Aux Etats-Unis, la grève des postes a menacé, en mars, l'activité économique au point que le Président Nixon a fait intervenir l'armée. En France, la grève de l'EGF gêne l'existence quotidienne de millions d'usagers ; le blocage des autoroutes provoque directement des citadins épuisés par le quotidien de la société industrielle. Il suffit désormais de quelques actions bien menées sur des secteurs bien choisis pour paralyser la vie économique. Et de nombreuses catégories sociales ont accès à des centres nerveux : pas seulement les ouvriers des centrales et les aiguilleurs du ciel. C'est un peu comme si tout le monde pouvait jouer avec une bombe atomique.

2) L'effritement des corps intermédiaires, le manque de représentativité des organisations professionnelles ne permettent plus au gouvernement d'appliquer sa stratégie globale de concertation. Jacques Chaban-Delmas peut isoler la CGT avec des contrats de progrès ; il peut désarmer l'opposition de certains fonctionnaires contestataires par des négociations au sommet, mais il se bat dans le vide dès lors que les organisations de commerçants ne sont pas représentatives et que les syndicats de routiers sont débordés par leur base.

Moins les corps sociaux sont organisés, plus leurs réactions sont dangereuses pour la société tout entière. On ne divise plus pour régner... Le gouvernement constate à ses dépens que ce sont parfois les causes les plus anodines qui provoquent les révoltes les plus profondes. C'est une nouvelle stratégie sociale qu'il faut inventer... »

(Philippe Bauchard, l'Expansion, avril 1970.)

---

« Il n'y a aucune espèce de raison de laisser mener des actions qui, de fil en aiguille et de catégorie en catégorie, sont susceptibles de paralyser la vie du pays.

Plus une société est évoluée, plus elle est complexe et plus elle est fragile, c'est-à-dire qu'un petit nombre, agissant ici ou là, ou encore ailleurs, peut littéralement bloquer le système.

Et « bloquer le système », ce n'est pas quelque chose de théorique, c'est vraiment rendre impossible l'existence de la nation, c'est-à-dire l'existence de chacun et en définitive, priver chacun de sa liberté d'exister...

... Le gouvernement est parfaitement conscient de l'impossibilité de laisser se développer ce genre d'actions. »

— Mais alors, et les étudiants enrégés qui saccagent impunément les locaux universitaires ?

### Le Premier Ministre, réponse énergique :

« Impunément jusqu'à présent, il est vrai. Il y a en tout cas une chose qui elle est inadmissible, c'est qu'on puisse — c'est vrai des étudiants, mais c'est vrai dans tous les domaines — saccager, littéralement briser, endommager, détruire et des bâtiments et des installations et du matériel. Et il est nécessaire que les casseurs soient les payeurs. Là aussi, le gouvernement va incessamment faire le nécessaire. »

(Déclaration de Chaban-Delmas, à la télévision, 7 avril 1970.)

Il serait stupide en tirant les leçons de mai 68 et des luttes qui, depuis, ont plus ou moins « bloqué le système » du capitalisme, de ne pas réfléchir en quoi le mouvement révolutionnaire peut se servir des indications que la bourgeoisie nous fournit elle-même sur les points faibles de son système. Les trois textes qu'on vient de citer contiennent, nous semble-t-il, des renseignements tactiques précieux dont les révolutionnaires auraient tout intérêt à tenir compte au lieu de continuer à ignorer plus ou moins volontairement la situation concrète où se trouve l'état capitaliste.

Pour en revenir aux rôles actuellement assignés aux gauchistes au sein du système capitaliste, il est évident qu'un de ces rôles est celui de l'esclave, du « contestataire » intégré, du beau-parleur incapable de traduire en acte un discours qui n'est même plus subversif. On a vu combien le système capitaliste était vulnérable à tout blocage, à tout sabotage de ses institutions ou de ses rouages administratifs et techniques — particulièrement dans les domaines de l'approvisionnement, des transports et des communications et aussi de l'information (presse, tv, radio, etc...) — tout le système d'oppression capitaliste pouvant être techniquement arrêté par un certain nombre de mesures relativement simples et coordonnables (1) (Voir note.) Or, les gauchistes sont précisément ceux qui, de par la nature aliénée, partielle et auto-répressive de leur militantisme, seront toujours incapables de prendre de telles mesures et de réaliser cette destruction du système capitaliste. D'ailleurs, à des degrés différents, ils l'ont déjà partie de ce système en contribuant au bon fonctionnement des institutions capitalistes dans le domaine du travail manuel comme dans le domaine du travail intellectuel. On peut dire que dans son impuissance à mettre en question cette division du travail, le gauchisme ne fait que reproduire le même système hiérarchique, la même structure de classe que le « mouvement » prétend vouloir abolir. Sous sa forme syndicale ou sous sa forme étudiante, le gauchisme a déjà, deux ans après mai-juin 68, accompli une régression bureaucratique autoritaire qui le rend aussi inopérant et réformiste que la vieille gauche.

La commission ouvrière de NR a entrepris une critique radicale du syndicalisme — et les compte rendus de discussion de cette commission, que nous supposons connus, mettent en lumière le rôle d'organe de gestion du capitalisme qu'assument les syndicats délibérément réformistes tels que la CGT, FO ou la CFDT et le rôle de « parti politique » assumé par les organisations qui se réclament (au contraire) du syndicalisme « révolutionnaire ». Un des camarades de la commission a exprimé une opinion partagée, semble-t-il, par un grand nombre de salariés depuis les événements de mai et qui explique en partie la combativité à la fois antipatronale et antisyndicale qui se manifeste par des grèves sauvages et des actions dures : « Je ne suis pas contre le fait d'aménager une force de travail, ça devient contre-révolutionnaire au moment où, au nom de mon acquis je refuse de prendre des risques. On est avant tout des travailleurs qui avons un projet révolutionnaire. Aujourd'hui le syndicalisme se présente comme un service public de même que le métro, l'urbanisme, etc..., qui ne sont pas des objets neutres. La question se pose plus au sujet du syndicalisme car contrairement à l'urbanisme il se présentait au départ comme révolutionnaire ». La commission syndicale s'est précisément donnée pour tâche d'étudier l'évolution de ce syndicalisme depuis la Charte d'Amiens (qui avait posé comme finalité l'abolition du salariat) jusqu'à son intégration complète au système capitaliste dont il est devenu un simple rouage. Nous renvoyons donc aux analyses de cette commission (que nous partageons pleinement, voir aussi

l'excellente brochure de la Colonne L. « Analyse historique et critique du syndicalisme en Europe » — pour l'organisation du pouvoir des conseils des travailleurs), afin d'essayer de saisir ce qui dans le gauchisme étudiant — ou si l'on préfère, dans le prétendu « mouvement étudiant » — relève d'une évolution comparable à celle du syndicalisme au sein du mouvement ouvrier. Il ne s'agit pas de l'appareil bureaucratique de l'UNEF, réformiste par définition, ni de ses multiples avatars depuis 10 ans, ni même des tentatives délibérément contre-révolutionnaires des staliniens de « l'UNEF Renouveau », dont l'**Humanité** affirme qu'ils « veulent que l'UNEF redevienne une grande organisation de défense des étudiants capable de diriger correctement leurs luttes ». Toute l'ignominie léniniste de cette entreprise se mesure à ce « diriger correctement » sur lequel nous jugeons qu'il est inutile de revenir.

Cependant, en examinant le gauchisme tel qu'il s'est installé dans des luttes purement revendicatives et partielles à l'université, on s'aperçoit qu'il s'est montré incapable de dépasser le stade qu'on pourrait qualifier de syndical et qu'il s'est institutionnalisé sur le modèle d'un organe de gestion de l'université capitaliste en assumant un rôle comparable à celui que jouent les syndicats dans les entreprises. Le gauchisme légal (ou légaliste) respecte rigoureusement les règles et les limites de la « politique » établies par la classe dirigeante et loin de viser à détruire l'université en tant qu'institution répressive, tend à se substituer aux administrations défaillantes afin de mieux la gérer. Il n'est donc pas exagéré de dire que loin de constituer une menace pour le système capitaliste, ce gauchisme contribue au fonctionnement normal et au rendement normal de l'« école de cadres » de la bourgeoisie. Quand, par exemple, à Vincennes, les étudiants gauchistes du département de cinéma se mettent en grève pour protester contre la dictature (particulièrement odieuse) et « l'incompétence » (sic) de celle qui dirige ce département, ils réclament le « droit d'autogérer » leurs études (choisir les professeurs, les sujets d'étude, déterminer la répartition du matériel, etc.), que l'Etat pourrait très bien leur accorder sans mettre en péril l'essentiel de son système d'endoctrinement. Cette revendication de « pouvoir étudiant », dérisoire et illusoire, n'est pas incompatible avec une éventuelle réforme pédagogique que les dirigeants capitalistes pourraient eux-mêmes octroyer afin d'améliorer le rendement et la spécialisation des « cadres culturels » dont l'Etat bourgeois a besoin. Seul le conservatisme hystérique des professeurs autoritaires, formés à l'ancienne école et ennemis de la pseudo-réforme d'Edgar Faure, empêche ce « pouvoir étudiant » et cette stupide caricature d'« autogestion » de se réaliser dès à présent. Les stratèges du néo-capitalisme savent parfaitement, quant à eux, qu'une telle concession ne transformerait en rien la fonction principale de l'institution universitaire, au contraire, dans certaines universités américaines où un tel « pouvoir étudiant » existe, l'institution n'en fonctionne que mieux. On se souviendra, à cet égard, des revendications avancées par des détenus de la prison de Turin au lendemain des émeutes qui, quinze jours après l'insurrection de Battipaglia ont secoué plus de dix institutions pénitentiaires italiennes : ils voulaient « autogérer » leur prison !

C'est dans cette finalité implicitement ou explicitement contre-révolutionnaire, que s'inscrit le gauchisme étudiant. Tout ce qui est entrepris dans ce sens ne peut que sombrer dans le réformisme le plus débile comme en témoignent les textes des deux affiches suivantes apposées à Vincennes :

« Jeudi 16 avril, le comité de lutte de Vincennes, solidaire du département de psychologie a ramené les documents du secrétariat à Vincennes.

— Les cours ayant eu lieu à Vincennes, les étudiants qui ont besoin de renseignements peuvent désormais les avoir au secrétariat autogéré par les étudiants de psycho.

— Les documents seront restitués au département lorsque le secrétariat aura réintégré définitivement Vincennes. »

Le Comité de Lutte de Vincennes.

« Jeudi 16. Hier les étudiants ont ramené les documents du secrétariat de psychologie. Les cours ayant lieu à Vincennes, il était inutile que ces documents restent à Saint-Maur. Les étudiants qui glandouillent dans les couloirs à la recherche de renseignements pourront désormais les trouver au secrétariat autogéré par les étudiants. Nous tenons à préciser que ce

n'est pas une action de commando contrairement à ce qu'affirme Richard. Les étudiants qui ont mené cette action n'ont pas été mandatés par les étudiants de psycho. C'est l'action des départements solidaires de psycho (droit, philo, socio lettres, sciences po, éco po, allemand) et quelques étudiants de psycho. Les documents seront restitués au département quand le secrétariat aura réintégré Vincennes. »

Le Comité de Lutte de Vincennes.

Il est clair que ce « comité de lutte » (sic) remplit un rôle de type syndical, essentiel à la survie de l'institution universitaire capitaliste, en se substituant à l'administration défaillante et en améliorant le fonctionnement. Etant donné la fonction ouvertement policière de la psychologie, universitaire et industrielle — études de marché, enquêtes de motivation, sondages d'opinion, bref, tout l'arsenal de la mise en condition et d'oppression dont se sert la classe dirigeante pour gagner sa guerre psychologique — et l'empressement que met ce pseudo-comité de lutte à faire mieux fonctionner l'université, à permettre aux étudiants de mieux « travailler », c'est-à-dire d'obtenir des diplômes qui les mettront d'autant plus rapidement au service du système capitaliste, tout cela montre en quoi le gauchisme légal est parfaitement intégré à ce système. Nous pourrions multiplier les exemples de ce « pouvoir étudiant » et de cette « autogestion » bidons, ridiculement limités aux objectifs mêmes de la classe dominante. Cela serait inutile.

Certains dirigeants rompus à la « politique » — jeu dont la classe dominante détermine les règles et les limites — ont une « ligne politique » selon laquelle, en effet, il faut négocier, composer, et freiner le désir, d'autres au contraire, refusent la règle du jeu imposée par la bourgeoisie. Les premiers en accusant les autres d'être des « provocateurs » apolitiques, leur reprochant implicitement d'avoir un comportement **irresponsable**, inefficace, qui risque de déclencher des mesures de répression collective, etc... Autrement dit, l'instinct de conservation, l'instinct conservateur — le surmoi — joue chez eux, dans le choix de la « ligne politique » et dans la répression du désir, un rôle dominant. Tandis que chez les enrégés — qui s'opposent à l'aménagement de l'université en « base rouge » ou en prison « démocratique », et qui sont pour sa destruction pure et simple en tant que prison — c'est l'instinct de destruction (et de mort) qui domine. C'est dans ce sens que le gauchisme légal — ou gauchisme tout court — est profondément conservateur. Déjà ses appareils bureaucratiques et ses états-majors se substituent à l'Etat que Lénine (dans **L'Etat et la Révolution**) définissait comme « appareil spécial de répression ». Pour l'essentiel, c'est CELA le Léninisme. C'est CELA qui est de nouveau en question depuis mai 68 et qui l'a été depuis la naissance du Léninisme. La Commune de Cronstadt et la Makhnovtchina signifiaient essentiellement la même mise en question radicale du centralisme et de la révolution par « en haut ».

Plus aucune naïveté n'est possible dans ce domaine. Le journal des conseils ouvriers de Cronstadt, les « Izvestias », titrait en mars 1921 : « **Tout le pouvoir aux Soviets, Non aux partis** », « **Le premier coup de feu de Trotsky sonne le glas des communistes** » et, plus tard, « **Lénine a dit : « Le communisme c'est le gouvernement des Soviets plus l'électrification » et le peuple s'est rendu compte que le communisme c'est la bureaucratie plus les fusillades** ». Tel était l'avis des marins et des ouvriers révolutionnaires de Cronstadt que visaient les calomnies de Trotsky, de Zinoviev et surtout de Staline qui prétendirent que la volonté de ceux de Cronstadt « était de rétablir le pouvoir et la propriété des capitalistes » et que des gardes Blancs dirigeaient les conseils ouvriers — alors que c'était complètement faux. Lénine devait lui-même le reconnaître dans son discours au Dixième Congrès du PC, en Mars 1921, tandis que l'armée rouge écrasait les conseils ouvriers de Cronstadt, il déclarait : « A Cronstadt ils ne veulent pas plus de nous que des Gardes Blancs » et « nous avons perdu la confiance des travailleurs. » Alors ? Il serait temps que ceux qui, après avoir rejeté le stalinisme (du moins en paroles), et qui se réclament encore du léninisme s'interrogent sur la nature de la dictature bureaucratique à laquelle ils donnent le nom de centralisme « démocratique ».

Quand on exige le droit, comme à son apogée le mouvement de mai l'a osé, de « jouir sans entraves » il faudrait prendre conscience de ce qui nous empêche de le faire. De quelles entraves s'agit-il exactement ? C'est trop facile de s'en sortir en disant « c'est la bourgeoisie », car on sait déjà, par exemple, qui instituait des services d'ordre devant les armureries en plein mai et pourquoi ils l'ont fait. C'est trop facile encore d'accuser vaguement les « représentants de la bourgeoisie au sein du mouvement », car c'est le principe répressif, le surmoi Léniniste qui régit les appareils bureaucratiques, qui est mis en question et non pas tel ou tel individu ou groupe.

La question qui se pose de façon urgente au gauchisme et particulièrement aux groupes et mouvements qui se veulent révolutionnaires est donc celle du dépassement REEL du Léninisme. Il n'est pas exagéré de dire que c'est une question de vie ou de mort, pour le processus révolutionnaire, pour le mouvement, de prendre conscience de ce qui le freine, l'arrête et, toujours avec la même méthode, le met en échec.

Qu'il suffise de reproduire telle quelle l'intervention orale d'une camarade à ce propos au cours d'une récente discussion de groupe :

« — C'est vrai que le rapport de maître à esclave est reproduit à l'intérieur du gauchisme. C'est vrai que le rapport entre « sujet supposé savoir » et les autres (qui n'ont pas ce « savoir ») est évacué, refoulé. En mai c'était différent, tous pouvaient parler dans les AG. Dans les AG du 22 on pouvait dire ce qu'on voulait sans être tout le temps réprimé ou accusé d'être un « mauvais révolutionnaire » ou un « bourgeois ». C'est pour ça que c'était radicalement différent, le 22. C'est pour ça que tous s'exprimaient, au moins au début, et qu'on pu être faites les actions qui étaient en rupture totale, par rapport à la « politique conventionnelle », par rapport aux groupuscules répressifs. Maintenant, on ne parle plus. Seuls « ceux qui savent » ont le droit de s'exprimer. Pour les autres il n'y a plus de lieu de parole, même pas à DA. Ça pose entre autres le problème de la « pédagogie » politique. On dit qu'il faut « aller aux masses », mais pour leur dire quoi ? Pour leur transmettre un « savoir », lequel ? Pour leur transmettre le savoir des chefs, des bureaucrates. Quels gens disent quoi et à qui ? C'est ça le problème que pose le numéro spécial de l'Idiot International, les comptes rendus, et, en général, la bureaucratisation du gauchisme. La brèche ouverte en mai s'est refermée. La parole est coupée. Dans ces conditions ça ne veut rien dire, pour moi « aller aux usines ». Pour y distribuer la « vérité » et la parole « révolutionnaire » ? Laquelle ?

Ainsi posé le problème du savoir au pouvoir, le rapport de maître à esclave, de dirigeant à dirigé, d'enseignant à enseigné, éclaire la carence fondamentale du militantisme gauchiste (ou stalinien) d'un jour que certains trouvent pénible. Ils préféreraient glisser là dessus et parler d'autre chose. Dès que la critique de la bureaucratisation et de la pourriture du mouvement gauchiste en arrive à mettre en question les rapports inter-personnels aliénés et masochistes, les rapports de sujet à objet que les « militants » et les « chefs » entretiennent entre eux d'une part, et entre « l'avant-garde » et les « masses » d'autre part, un phénomène de refoulement général se produit qui fait dévier et avorter le débat. On se croirait au PCF ou à la SFIO, où « certaines questions » sont taboues, où « certaines choses » ne sont pas bonnes à dire parce qu'elles n'ont rien à voir avec « la politique ». Comme quoi la débilite du gauchisme remonte loin. Un tract distribué à Vincennes en parle cependant concrètement :

## **PROFS, BUREAUCRATES, FLICS : CREVEZ SALOPES**

*L'AG de Vincennes du mardi 21 avril restera comme exemple de la pourriture du prétendu mouvement étudiant et de la débilite du gauchisme. L'AG n'a eu qu'une fonction : entériner les décisions déjà prises par les états-majors et par le SNESUP. Cela a créé une atmosphère répressive et sinistre qui a permis aux seuls crétins et bureaucrates de groupuscules de se faire entendre. Ils posent en propriétaires de la « Vérité » révolutionnaire et réduisent les autres à un rôle d'exécutants après leur avoir fait subir des cours magistraux sur la*

« ligne juste ». Les gauchistes sont masos : ils n'écourent pas le PC mais la même AG de 1 000 mecs se laisse diriger par trois ou quatre sous'offs groupusculaires qui sont la copie conforme du PC « au sein du mouvement ».

Donc 195 ont voté pour l'occupation avec résistance active aux flics ; 252 pour l'occupation passive... et les 600 présents qui n'ont pas voté ??? La manipulation est grossière : on s'est encore fait avoir par les mêmes bureaucrates qui ont organisé la déroute du 26 juin (élections) et qui ont fait échouer le mouvement de mai.

Une nuit à BEAUJON ne suffira jamais à transformer un prof ou un bureaucrate en révolutionnaire ! Jamais ces profs « gauchistes » n'ont remis en question le rapport féodal dirigeant-dirigé ni leur rôle de flics grassement payés par l'Etat pour transmettre sous la forme de savoir-marchandise l'idéologie dominante à leurs subalternes, les étudiants, pacifiés et passifs. Pour l'essentiel, l'ordre gauchiste n'est pas différent de l'ordre bourgeois : les enseignants enseignent, les dirigeants dirigent, etc. J. MILLER a été virée par l'Etat pour avoir déclaré : « J'emploierai mon énergie à faire fonctionner l'université de plus en plus mal » et elle a refusé de jouer le rôle d'examinateur, de flic. Or, les profs qui se sont « solidarisés » avec elle se gardent d'en faire autant : ils tiennent à leur rôle de chien de garde, de flic intellectuel, de sujet supposé savoir et ils font fonctionner plus ou moins normalement l'institution universitaire capitaliste. Qu'ils soient de droite ou de gauche, le résultat est le même. Ce sont de bons fonctionnaires, de bons flics humanistes.

Quand les étudiants esclaves en prendront-ils conscience et les traiteront-ils comme tels ? Quand les esclaves se révolteront-ils contre les bureaucrates, les flics et les profs de gauche ? Ricœur a reçu une poubelle sur la gueule, profs vous recevrez de la merde chaque fois que vous exercerez votre fonction de flic de contrôleur et d'obstacle. Ça va saigner.

#### COMITE DE BASE

« Quand c'est insupportable, on ne supporte plus. »

Ce tract a été distribué, lu, discuté dans une grande AG, le lendemain de l'occupation-bidon de Vincennes. Pour une fois les ténors des groupuscules et les profs ont été hués, sifflés. De nombreuses personnes habituellement muettes, ont pu parler et se faire entendre de l'assemblée. Les bureaucrates et les profs ont été critiqués et dénoncés par des non spécialistes et des « inorganisés », c'est-à-dire par la base du « mouvement étudiant » de plus en plus excédée par des procédés manipulateurs et de la dictature bureaucratique exercée par les « spécialistes de la politique ». Mais l'AG terminée, chacun est reparti dans son lieu d'isolement ou sa famille politique et le lendemain les mêmes bureaucrates, les mêmes profs, les mêmes manipulateurs avaient repris le pouvoir et repris leurs « troupes » en main. Les « pères », surpris d'être encore écoutés reprirent vite leur rôle qu'ils avaient dû abandonner durant 24 heures sous la pression et le mécontentement des masses. Aucune action radicale, aucune transgression réelle n'ayant été accomplie, la routine gauchiste devait encore une fois prévaloir sur la colère, l'autorité des maîtres prévaloir sur la révolte (toute platonique) des esclaves. Pour n'avoir ni tué le père, ni même jeté à sa figure la moindre poubelle, les esclaves se sont retrouvés exactement à la même place et dans la même position prostrée, humiliante, en train de subir exactement la même dictature que, la veille, ils avaient dénoncée. C'est cela le gauchisme. La répétition à l'infini de la même carence, de la même autoastration.

Ce même masochisme, cette même recherche de la punition (et de la soumission) se manifestent aussi dans les actions de masse du mouvement gauchiste. Il y a là une habileté et un désir remarquables d'aller se mettre dans la gueule du loup et de se faire arrêter par les flics « pour rien », sinon obéir aux chefs et aux pères qui en ont donné l'ordre. L'exemple de la triste manifestation sur le Boul'Mich., en juin 68, où une quarantaine de fidèles se sont retrouvés autour du chef pour se faire coffrer, reste ineffacé dans beaucoup de mémoires. Et depuis deux ans, cela a empiré : la manif de Mexico, la manif de la Gare de l'Est, la manif du 15 novembre, etc..., autant de manœuvres

vres d'état-major qui ont fait coffrer et fichier des centaines et des centaines de manifestants sans qu'ils aient pu se défendre contre les flics, ni critiquer, ni éventuellement refuser d'obéir aux grands dirigeants et aux médiocres sous-oufs gauchistes qui se prennent tous pour Napoléon. N'ayant jamais entrepris en profondeur la critique du rôle répressif assumé (même et surtout en mai-juin 68) par les bureaucrates, il est logique que les gauchistes soient aujourd'hui victimes d'un processus de bureaucratisation familiale (au sens de la « famille politique », aussi aliénante que l'autre où le rôle du père est tenu par le bureaucrate de service ou le dirigeant politique). Il est logique aussi que ce militantisme aliéné et débile, interdise toute espèce d'explosion subjective et créatrice puisqu'il est l'expression d'une dépendance, d'une soumission et non d'une révolte réelle. En fin de compte cette vieille mécanique gauchiste est, avec le PCF, la meilleure garantie dont la bourgeoisie dispose contre la révolution sociale. Tant que les gauchistes resteront prisonniers du scénario stalinien ou trotskyste, maoïste ou anarchiste — superficiellement revus et corrigés — ils constitueront un obstacle au développement d'un réel mouvement révolutionnaire de masse, comme l'ont été les staliniens en mai-juin 1968.

Le masochisme gauchiste se traduit donc soit par la passivité, la résignation et la soumission aux chefs, soit par des conduites suicidaires individuelles ou de groupe. L'activisme plus théâtral que réel, la rivalité et la concurrence entre les individus et les groupes, la dépendance ou bien l'exercice bureaucratique et dictatorial du pouvoir — le tout sous-tendu par des problèmes de nature directement sexuelle et par des transferts affectifs, mais d'une façon toujours masquée, idéologique — tels sont quelques-uns des aspects marquants du militantisme aliéné. Quelquefois les conduites suicidaires se présentent sous un jour « épique », comme le refus du principe de réalité, le refus des « conditions objectives » dont ces conduites ne sont, souvent, que le reflet et le produit. Là le désir de mort se pare de tous les masques, de tous les oripeaux idéologiques. Greffés sur l'activisme mécanique et sur une marchandise idéologique à prétention ultra-révolutionnaire, la conduite suicidaire reproduit dans ses réussites comme dans ses « échecs » les interdits imposés par la classe dominante. Méprisant la discrétion et la sécurité les plus élémentaires, ce type d'action n'a pas pour fonction de réussir à atteindre tel ou tel objectif, mais de permettre à ceux qui les commettent de parader, de se faire prendre et de se vanter de les avoir entreprises. Elles relèvent donc du monde des fantasmes et du théâtre plutôt que de l'intervention directe dans la réalité sociale. Cependant tout ce qui touche à ce que la justice de classe nomme la « délinquance », « le mal », l'« illégalité », pose en termes politiques la question du désir réel qui motive notre comportement social ou antisocial. La conduite suicidaire est la manifestation d'un désir réifié et le cri d'un sujet **qui est agi**, dont les actes sont comme surdéterminés par une force extérieure à lui et qui le domine. La pulsion de mort, l'esprit de sacrifice, le désintéressement, le besoin de prouver à tout prix son courage physique sont intrinsèquement liés au processus castrateur entre tous de la réification.

Sans contribuer du tout à briser la structure sociale capitaliste, les conduites suicidaires s'y soumettent purement et simplement. Aux fétiches théoriques anciens, aux idéologies patriarcales (stalinisme, maoïsme, trotskisme) ou matriarcales (anarchisme, spontanéisme) se substitue une marchandise idéologique de rechange, tout aussi avariée. Ainsi la « recherche de la jouissance » tient lieu d'idéologie à ceux dont les conduites suicidaires retournent contre eux-mêmes l'agression qui prétend viser la bourgeoisie. Cette « recherche de la jouissance » a ceci de particulier qu'elle s'organise de façon à ne pas aboutir, à ne pas atteindre l'objet qu'elle vise ou qu'elle prétend viser. Certaines actions de commando-suicide font penser à des accidents de voiture prévisibles et programmés : il y a des conducteurs qui conduisent si mal et si vite qu'on peut dire qu'ils recherchent l'accident qui finit par leur arriver. On dit de ce genre de conducteur qu'il « joue avec la mort », et ces commandos avec quoi et à quoi jouent-ils ?

Ce n'est pas, bien entendu, la légitimité et la nécessité de la violence révolutionnaire de masse contre les institutions capitalistes que nous mettons en cause, mais les tendances suicidaires que certains déguisent en « ligne

politique », en « recherche de la jouissance », en vérité absolue. On peut encore lire à ce propos, sur le mur extérieur d'une église de l'avenue Denfert-Rochereau (tout près de la station Port-Royal), une injonction peu janséniste en grosses lettres rouges : **JOUIS !**

De ce point de vue, malgré un certain nombre de craquements terribles dont la Commune de 71 et le mouvement de mai 68 ne sont pas les moindres (et quoi qu'en dise la bourgeoisie « libérale » qui ose parler de « société de tolérance »), rien d'essentiel n'a changé depuis qu'Adolphe Thiers écrivait en 1849 la phrase suivante (sinon que d'autres institutions ont remplacé peu à peu le clergé, le PC par exemple) : « **Je veux rendre toute-puissante l'influence du clergé, parce que je compte sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici bas pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : JOUIS.** » C'est le même Adolphe Thiers, soit dit en passant qui commit cet autre précepte rigoureusement appliqué par la classe dirigeante actuelle : « ...la propriété et la famille sont indissolublement unies, en détruisant l'une, le communisme détruit l'autre, et abolit les plus nobles sentiments de l'âme humaine » ...telle est la philosophie policière qui est encore aujourd'hui dominante, à l'ère nucléaire, tant les structures économiques et sociales ont peu bougé depuis l'époque de Thiers.

Le mur et l'église sont toujours là. Quand on perçoit l'affinité qu'il y a entre la jouissance et la mort (Sade et Georges Bataille ont fait, dans ce sens, des expériences « scientifiques »), on comprend pourquoi la plupart des gens préfèrent éviter de jouir. Le système capitaliste (privé ou d'Etat) plus qu'aucune autre structure sociale fait que la jouissance attire la mort. En « faisant la révolution », en essayant de changer la vie et de transformer le monde, c'est peut-être surtout cet ordre que nous remettons en question. Au-delà de l'intériorisation de la répression, c'est donc le problème de la non jouissance (et de la castration) qui est posé.

Quant à l'instinct de mort, beaucoup plus créateur et libérateur que l'instinct de conservation, un tel refoulement et une telle répression le visent, qu'il est pour ainsi dire interdit d'en parler ou d'en analyser les effets réels sur les groupes révolutionnaires, sur la vieille gauche, sur la classe dominante, etc... Disons quand même que la jouissance et la mort, en tant que fantasmes ou que désirs réels, sont si intrinsèquement liés qu'ils sont souvent confondus l'un pour l'autre. On a peur de jouir. On s'empêche de jouir parce qu'on a peur de ne plus pouvoir s'arrêter et en allant « jusqu'au bout » de la jouissance, de trouver la mort. Ce qui n'est pas rare, en réalité.

Il ne sert à rien de dissimuler cette déchirure permanente qui cherche à s'aggraver, à s'accomplir dans la jouissance ou à se nier par la non-jouissance d'autant que, selon Bataille, il est « difficile de dire si l'objet du désir est l'incandescence de la vie ou de la mort. L'incandescence de la vie a le sens de la mort, la mort a celui de l'incandescence de la vie ». Cette ambivalence affective qui se manifeste non seulement subjectivement mais socialement, n'est peut-être pas étrangère au processus qui a conduit tant de mouvements révolutionnaires à reproduire la société de classes au lieu de la détruire et, en devenant des mouvements bloqués, de se laisser absorber et mourir. Tout ce qui commence à s'éclaircir dans la direction tracée par les découvertes de Freud — notamment dans les études de Reich (Matérialisme Historique et Psychanalyse) qui ont pour objet « la vie psychique de l'homme devenu être social » — montre que le conflit entre instinct de vie et instinct de mort n'est pas étranger ni séparé de la lutte des classes, mais qu'il en constitue au contraire un des principaux moteurs.

Donc, une des composantes du mouvement gauchiste dont il est le plus difficile (sinon impossible) de parler est la pulsion de mort qu'il véhicule et qui est une des motivations principales de son activisme et de la bureaucratisation. Pour ne pas en parler ou essayer de contourner le problème ou de l'enterrer sous quelques sarcasmes et lapalissades sur le caractère de classe des conflits « personnels », on préfère taire certains cris plutôt que de provoquer un débat dont les « bons militants » ne veulent pas sous le prétexte qu'une critique approfondie dérangerait l'ordre gauchiste, affaiblirait le « mouvement », ne serait

pas comprise des masses, etc... On craint aussi qu'en osant remettre en question certaines idées fixes, certains dogmes, certaines « certitudes », certaines manies, certaines pratiques routinières, des divergences pourraient apparaître dont le PCF et les autres sociaux-démocrates profiteraient pour élargir le clivage entre les gauchistes légaux et les autres. Déjà depuis longtemps au moindre désaccord chacun traite l'autre de « fou », voire de flic. La flicomanie règne. Elle sert de paravent aux craintes qui n'osent s'exprimer, elle masque beaucoup de problèmes qui restent refoulés et angoissants, provoquant inévitablement la stagnation et la sclérose. La peur et l'angoisse contenues finissent par paralyser. Au lieu de « chasser le flic de sa tête » comme on prétend le faire, on l'y installe. On se referme. On se tait. On ne discute plus à fond des problèmes qui concernent nos propres luttes, nos propres vies. On se méfie maladivement les uns des autres. Une grande part de notre énergie est dépensée en auto-agressions, en auto-répression, en auto-déchirures.

Quant aux services de police, ils opèrent réellement, tranquillement et impunément dans cette atmosphère de paranoïa généralisée. L'exemple des complots policiers à l'étranger fait craindre le pire en permanence. On évoque la possibilité d'une affaire Valpreda (celle des bombes qui ont explosé à Milan dont la police a essayé d'imputer la responsabilité à des anarchistes alors qu'il s'agit d'une opération politique classique menée par l'extrême droite et des éléments gouvernementaux) ou bien on évoque des manipulations policières plus discrètes (par exemple ce groupe révolutionnaire actif de New York où avait réussi à s'infiltrer le flic George Demerlé) et on s'attend à voir éclater, un jour ou l'autre, des complots policiers de ce type, ici. Que la veille d'une action directe banale, la moitié d'une faculté parisienne ait été déjà au courant, que plusieurs arrestations aient eu lieu pendant ou après (qui ont résulté en condamnations à des peines de prison ferme), il n'en faut pas plus pour penser qu'un ou plusieurs flics s'étaient infiltrés dans le groupe et surtout, il n'en faut pas plus pour qu'à l'**Humanité** on saute de joie et on publie un éditorial triomphant d'Andricu : « ...Voilà qui nous confirmerait s'il en était besoin, dans notre conviction qu'une partie des groupes dits « gauchistes » sont directement branchés sur le ministère de l'Intérieur... », ce qui est assez énorme venant d'un parti dont les dirigeants se rendent en smoking à l'Élysée pour dîner à la table de Pompidou avec qui, depuis Grenelle, ils entretiennent des rapports de plus en plus étroits. Mais la question n'est pas là (personne ne croit que le PCF, qu'il siège ou non au gouvernement comme en 1946, puisse jamais changer de rôle), il s'agit plutôt d'analyser la débilité particulière des étudiants gauchistes qui ne parviennent pas à se libérer du rôle imaginaire que le PCF et que l'ensemble de la classe dirigeante leur font jouer (2) (Voir note).

Quel est ce rôle ou plutôt quels sont ces rôles ? Pour essayer de saisir les diverses fonctions que le système capitaliste assigne aux gauchistes en les institutionnalisant (sous des formes syndicales ou universitaires acceptables, tolérables), il faut tenir compte de ce dont la classe dirigeante a besoin pour continuer à exercer sa dictature.

## L'ABOLITION DE LA FAMILLE

Inopérant, donc, même du point de vue réformiste, le gauchisme légal ne peut assumer qu'un rôle de contestataire intégré et châtré, donc peu dangereux. Reste l'autre gauchisme, qui n'a pas pu s'adapter à ce rôle. La bourgeoisie lui en a donc trouvé un autre : celui d'épouvantail. Les anarcho-maoïstes sont les « irresponsables », les « fous », les « délinquants », les « asociaux », les « pestiférés »... bref, on leur fait jouer le rôle du Diable. Ce sont les « criminels » que la société organisée doit rejeter ou enfermer afin d'empêcher toute contagion. Dans la phase qu'elle traverse actuellement, la couche sociale dirigeante a besoin d'un Diable sur qui projeter ses fantasmes de destruction et de mort. En mettant en question les structures du système capitaliste, son mythe du bien-être et le but de sa productivité le gauchisme illégal (issu du mouvement de mai), est plus difficilement récupérable et se désigne comme le Mal absolu. Aux yeux

de la Gauche (qui dès juillet 68 affirmait par l'entremise de Waldeck-Rochet que le gauchisme constituait le « danger le plus pressant » contre lequel le PCF devait porter son « effort principal »), le gauchisme est donc l'ennemi public n° 1. Jusqu'à présent les différents courants du gauchisme illégal ont joué eux aussi les rôles qui leur étaient assignés dans le scénario. Ils ont joué les « fous », les « délinquants », les « irresponsables » à merveille. Ils n'ont presque jamais dépassé les limites de leur rôle d'épouvantail, ils ont scrupuleusement respecté la règle du jeu déterminée par la bourgeoisie en commettant le plus souvent des actes à moitié subversifs et en se soumettant à la dictature de leurs appareils bureaucratiques qui interdisent toute spontanéité des masses et toute transgression réelle des normes sociales que la bourgeoisie impose à ceux qu'elle domine. Parfois illégal au niveau du discours, le gauchisme reste le plus souvent légaliste et conventionnel au niveau de la pratique. Mais la bourgeoisie le « prend au mot ». Discutons l'exemple des crèches sauvages. Il faut lire à ce sujet l'article paru dans le n° 5 de **VLR** et le début de critique paru dans **Changer la Vie** (le journal du G. de Base de Censier) que voici : « ...la critique de la famille, que la pratique des crèches sauvages aurait permis d'implanter n'a même pas été abordée. La fonction parentale, pilier de l'oppression n'a même pas été remise en cause pour des raisons tactiques (il faut avoir les parents avec soi pour maintenir la crèche sauvage contre l'administration de la fac de Nanterre). » C'est un fait que le rapport enfant-adulte, enfants-parents, enfants-éducateurs est un rapport social, tout comme le rapport dirigeant-dirigé, exploiteur-exploité (voir à ce propos les sentences de MM. Triboulet, Bidault et Sanguinetti sur l'autorité). Or les gauchistes pour qui les crèches sauvages ne sont qu'un instrument militant interdisant tout investissement affectif, ne peuvent avoir avec les enfants concernés qu'un rapport aliéné de sujet à objet, un rapport pédagogique (même « politisé ») aussi opprimant pour les enfants que l'est le système éducatif classique employé par la bourgeoisie. Sous le prétexte de « servir le peuple », des rapports purement manipulateurs s'établissent entre ceux qui pratiquent ce militantisme aliéné et les enfants ou leurs parents. Il est vrai que dans ces conditions, un des aspects les plus subversifs des crèches sauvages est étouffé, bloqué : c'est la critique en acte de la structure familiale dont Reich a dit qu'elle était « l'usine idéologique de la répression » et c'est elle que par différentes expériences collectives, des membres du SDS de Berlin et des Weathermen (américains), ont essayé de briser et de dépasser en créant des groupes communautaires, des communes et des crèches sauvages, des nouvelles formes d'enseignement où les rapports sexuels et les contacts interpersonnels (des enfants comme des adultes) étaient repensés et pratiqués sur des bases radicalement différentes de celles imposées par la classe dominante. Les expériences de nos camarades allemands et américains doivent être popularisées, critiquées et tous devraient pouvoir se les approprier (les brochures qui rendent compte de ces expériences doivent être traduites et publiées). Il est urgent aussi que les camarades qui s'intéressent au très important problème des crèches sauvages (et, en général, à la liquidation de l'enseignement bourgeois) tiennent compte des expériences faites par Makarenko (léniniste autoritaire) et Blonskij (libertaire, non autoritaire) en URSS au lendemain de la Révolution d'Octobre. L'école de Summerhill (en Angleterre) qui tient compte des théories de Freud, de Reich et les autres formes de pédagogie non répressive doivent aussi être popularisées au maximum. Aux USA et ailleurs se développe un important Mouvement pour la Libération de la Femme (où des groupes révolutionnaires et des groupes réformistes s'affrontent) qui radicalise les victimes du militantisme aliéné en ceci qu'il aborde **subjectivement** la révolution sociale et qu'il vise non seulement à transformer les rapports économiques mais les rapports interpersonnels, sexuels notamment. C'est déjà dans cette direction que luttent un certain nombre de groupes ici, dont l'un vient d'éditer une brochure : « Pour la création d'une fédération internationale des communautés révolutionnaires » qui propose de se « grouper en communautés révolutionnaires pour en faire des bases d'agitation constantes ». Ces camarades pensent que « le changement radical de mode d'existence permet le passage de la survie de groupe à la communauté révolutionnaire. » et, sur ce point en tout cas, nous sommes en accord complet avec eux. La base communautaire nous semble pouvoir liquider la cellule familiale et le groupuscule en permettant une

transformation **qualitative** des rapports sociaux (y compris des rapports sexuels) entre ses membres. La question primordiale de la cellule familiale — creuset de tous les tabous et de toutes les répressions sexuelles et économiques — est intrinsèquement liée au rapport pédagogique et aux rapports sociaux de production, elle est pourtant complètement ignorée et refoulée par les spécialistes de « la politique », les gauchistes comme les autres. Ce refoulement est une des principales causes du pourrissement du mouvement gauchiste. La déssexualisation de la vie quotidienne, les répressions des instincts (par le travail aliéné et les loisirs organisés) le refoulement à tous les niveaux du désir constituent, au même titre que l'oppression économique, des relais de la dictature de la bourgeoisie. C'est dans le cadre familial que cette dictature commence à s'instaurer contre la femme — marchandise déssexualisée et esclave du « foyer » — et contre les enfants (avant même que ceux-ci ne soient insérés dans la production comme ouvriers ou étudiants). En excluant la lutte contre la répression sexuelle et la lutte contre la famille du champ de « la politique » — en cantonnant le combat révolutionnaire sur le terrain strictement économique — les gauchistes maintiennent eux aussi les conditions nécessaires à cette dictature de la bourgeoisie. Pourtant, il s'est une phrase (entre autres) du Manifeste Communiste, écrit il y a 150 ans, qui concerne directement ceux qui prétendent aujourd'hui « faire la révolution », c'est bien celle-ci : « **L'abolition de la famille ! Même les plus radicaux s'indignent de cet infâme dessein des communistes** ». Ainsi posée, la question de la famille est évidemment inacceptable aux staliniens et aux gauchistes qui, tout en se disant « communistes » perpétuent le mode de vie capitaliste sous toutes ses formes les plus esclavagistes. La manière contre-révolutionnaire dont la question de la famille a été traitée en URSS dès le début de l'ère stalinienne (voir à ce sujet l'essai critique d'André Breton paru dans **Position Politique du Surréalisme** où est cité un article de la KOMSOMOLSKAIA PRAVDA de 1935, intitulé « RESPECTEZ VOS PARENTS » et qui fait l'éloge de toute la pourriture familiale comme le plus bourgeois et le plus catholique des journaux), et la manière autoritaire et contre-révolutionnaire dont les bureaucrates staliniens de Duclos à Veermersch (qui s'est jadis opposée au contrôle des naissances parce que le « rôle de la femme est de fonder une famille ») sont trop connus pour qu'on y revienne. Il y a longtemps que le PCF a adopté le mot d'ordre de Vichy : TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE.

L'affaire Gabrielle Russier vient encore de le confirmer tout récemment. Ce n'est pas seulement la « politique familiale » de la bourgeoisie qui est en cause, c'est la « politique » tout court telle qu'on la pratique à gauche comme à droite et même au sein du « mouvement gauchiste ». Il est juste de citer à ce propos Charles Fourier qui parlait déjà dans **Le Nouveau Monde Amoureux**, de cette « politique répressive de l'amour qui conduit le corps social à l'indigence, la fourberie et l'oppression », et puisque Gabrielle Russier fut emprisonnée, condamnée, accusée au suicide à cause des réactions provoquées dans son milieu d'intellectuels bourgeois et d'universitaires, par les relations sexuelles jugées « coupables » qu'elle entretenait avec un de ses élèves de lycée (gauchiste comme elle), on peut dire que c'est le puritanisme qui l'a tuée. Et que le puritanisme tue et mutilé et opprime encore énormément dans la classe ouvrière comme dans les classes moyennes à une époque où la démocratie bourgeoise se prétend plus « libérale » que jamais et où, en fait, sa dictature idéologique est renforcée. Dans le cas de Gabrielle Russier, ce n'est pas n'importe quel puritanisme qui l'a tuée, c'est le puritanisme stalinien, car ce sont les parents du lycéen qui ont dénoncée Gabrielle à la police, qui ont porté plainte contre elle, qui l'ont fait arrêter, qui ont fait interner leur fils dans un hôpital psychiatrique — et tout cela sous le prétexte de le faire rentrer dans le « cadre familial » (sic) — or ces parents sont des enseignants, membres du parti « communiste » français. Au lieu de citer des vers d'Éluard à la télévision à propos de la suicidée, Pompidou eut mieux fait de donner la Légion d'Honneur à ces « bons communistes » et à ces « bons Français », qui ont bien rempli leurs devoirs de parents bourgeois et « d'anticasseurs ».

Le combat jugé « subjectif » pour la liberté sexuelle a toujours, comme ici, des tenants et des aboutissants socio-politiques, c'est le cas pour toute transgression des lois édictées par la bourgeoisie et pour toute rébellion mettant

en question sa dictature. Le cadre familial surrépressif et carcéral est justement par excellence ce lieu d'apprentissage (comme plus tard l'école ou le service militaire) de la vie d'esclave. C'est le lieu où l'enfant apprend à obéir et à se soumettre d'abord aux parents, ensuite au professeur, à l'adjudant, au flic et finalement au patron. C'est le lieu de toutes les frustrations, de toutes les castrations, préfigurant l'esclavage capitaliste en ceci que s'y établit, dès l'enfance, la relation de dirigeant à dirigé, de gouvernant à gouverné, d'exploiteur à exploité dont dépend le fonctionnement « normal » de l'ensemble de la société capitaliste. Etant donné la fonction surrépressive du cadre familial, il est logique, en ce moment de profonde crise sociale, que la bourgeoisie se morfonde en constatant le nombre énorme de jeunes (quelle que soit leur origine sociale) qui, surtout depuis mai 68, s'échappent de ce cadre et en arrivent à une critique en actes de la dictature bourgeoise. Quand un politicien d'extrême-droite (après tant d'autres ministres, éditorialistes, patrons ou dirigeants syndicaux de gauche ou de droite), attribue la responsabilité des « désordres » à l'université à la « faiblesse de l'autorité : celle des parents mais également celle de l'Etat », il touche, sans le vouloir, au nœud du problème. Sans donner dans aucun culte de la psychanalyse, il serait stupide d'ignorer ce que la méthode freudienne peut nous amener comme éclaircissement sur la nature profonde de ce qu'il est convenu d'appeler la « crise de civilisation » qui secoue actuellement la société capitaliste dans de nombreux pays techniquement « avancés ». Il n'est pas question d'ignorer la lutte des classes, au contraire, il s'agit d'en approfondir l'analyse. Nous proposons donc à la discussion des extraits d'un texte de vulgarisation psychanalytique qui (dans un langage moins inaccessible que d'habitude) rend compte du rôle central assumé par le conflit oedipien, — dont le lieu privilégié est le cadre familial, quelle que soit la situation économique des intéressés — dans le contexte social de la lutte des classes. Il peut contribuer à éclairer comment et pourquoi la structure familiale est « l'usine idéologique de la répression ».

*\* Les anthropologues et les psychanalystes s'accordent sur le fait que l'inconscient de l'humanité se révèle dans ses mythologies. La représentation mythique vient recouvrir et rendre communicable une réalité inconsciente, lieu d'une intentionnalité différente de celle consciemment vécue et du jeu ambivalent des pulsions. Le mythe est la réponse socialisée à l'activité fantasmatique qui s'ignore. Les hommes parlent le même langage initialement.*

*Parmi les mythes qui informent les cultures et les sociétés, le mythe oedipien tient une place primordiale. Il signifie la loi universellement respectée de l'interdiction de l'inceste et sa dangereuse transgression...*

*...A l'Oedipe-Roi on trouve comme en écho ce chant d'Indien Navaho : « J'ai honte devant la terre, j'ai honte devant les cieux, j'ai honte devant l'aurore, j'ai honte devant le crépuscule, j'ai honte devant l'obscurité, j'ai honte devant le soleil, j'ai honte devant ce quelque chose qui est en moi et qui me parle ».*

*L'humanité se sent honteuse. Cette honte, la psychanalyse l'a explicitée en décrivant le mécanisme du complexe d'Oedipe.*

*L'enfant désire posséder l'objet immédiat de son attachement, la mère et n'en a pas le droit. Ce droit est dévolu au père. Le désir ne peut se réaliser qu'en tuant le possesseur de l'objet désiré. La violence rêvée suscite conjointement la plus vive angoisse. Car le père jouit le premier du pouvoir de la violence et de l'exercer en justicier. L'angoisse s'accroît à la mesure du désir insatisfait et reste la plus forte. L'interdiction prononcée par le père devient un interdit. L'enfant se soumet à la loi intériorisée. Il associe maintenant le désir et la loi. Il se tourne vers d'autres objets. Son père reste le précurseur des ennemis futurs, sa mère le modèle de toutes les femmes désirables. (Mutatis mutandis, le processus se déroule pareillement chez le garçon et chez la fille).*

*Il va sans dire que le conflit du désir avec l'impossible se vit fantasmatiquement, car le sens de la réalité ne s'instaure qu'une fois maîtrisé le complexe d'Oedipe...*

*...L'enfant s'identifie à la mère et au père, et les identifie à lui-même. Il leur prête ses propres pulsions aimantes ou agressives. Il les détruit et les répare. Il les perd et les retrouve. Il oscille constamment entre l'angoisse et la satisfaction — la demande illimitée ne peut être réellement satisfaite — et son*

moi encore très faible cède à la sévérité du surmoi répressif...

Freud aimait à dire qu'il n'existe pas de bonne éducation, ce qui signifie également qu'il n'y a pas de bons parents, du moins de bon père. L'inconscient ignore l'Histoire...

...Cependant, des esprits chagrins et adultes s'inquiètent à tort de ce qu'ils nomment la démission des pères, ils craignent que l'autorité vienne à manquer. Ils croient donc peu en la leur. Ils font peu confiance au conditionnement culturel. Qu'ils se rassurent. Jusqu'à nouvel ordre le monde semble prendre la réalité pour ses désirs et ne désirer que ce qu'on lui propose. L'humanité consciente ne se pose de question qu'elle ne sache résoudre.

Quelques jeunes gens s'insurgent ? C'est qu'on leur donne trop de pères et qu'ils ne savent plus où se passe l'Oedipe.

Quelques parents se plaignent ? La concurrence est vive entre les images offertes à l'identification. Leurs enfants ne savent plus où investir. En somme, la société des pères tient bon.

« Afin d'assurer le bon fonctionnement d'une société donnée, ses membres doivent acquérir un type de caractère qui leur fasse vouloir agir exactement comme ils doivent agir... Il faut qu'ils désirent faire ce qu'objectivement il est nécessaire qu'ils fassent. La pression extérieure se trouve alors remplacée par la contrainte intérieure. » (Fromm).

A chacun selon son surmoi, en civilisation.

Le père est mort ? Vive le père. » (3) (Voir note).

Personne n'échappe au « programme » œdipien. Et si « l'inconscient ignore l'Histoire » — mais rien n'est moins sûr — l'Histoire n'ignore pas l'inconscient, elle le matérialise. On peut dire que le combat anti-autoritaire et anti-capitaliste mené sauvagement par la jeunesse en pleine révolutionnarisation, dans le monde entier, est aussi directement motivé par le refus de s'adapter à ce « programme » et par le besoin d'en inventer un autre, que par le refus de supporter l'oppression économique et politique, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie, par laquelle le « programme » œdipien se réalise socialement. L'inconscient n'est pas au-dessus ou à côté de la lutte des classes, il est dedans.

L'anarchie, par exemple, est souvent (par opposition à la dictature de la classe dominante) identifiée au désordre total, au refus de toute réglementation sociale autoritaire (imposée par « en haut »), ainsi qu'à la transgression des interdits moraux et politiques, c'est-à-dire à la débauche et à la licence. Bref, « la jouissance c'est l'anarchie ». Tandis que l'ordre moral impose la non-jouissance, la répression des instincts. Derrière le jugement policier que portent les chiens de garde capitalistes sur les « délinquants » et les « fous » qui refusent de se plier aux lois des exploités et au principe d'autorité incarné par l'Etat (capitaliste ou « ouvrier »), il se cache le plus significatif des reproches — qui reste le plus souvent latent, informulé — celui de vouloir transgresser la loi fondamentale qui interdit l'inceste et à partir de laquelle se fonde la famille en tant que cellule de base de la société d'exploitation. Il est rare qu'on parle ouvertement du « programme » œdipien ou de l'inceste en termes politiques, tant ces questions sont censurées et exclues du champ de « la politique » par ceux-là même (les exploités, les dirigeants, les bureaucrates) qui ont intérêt à ce que le « programme » ne soit pas remis en question. Artaud, cependant, dans **Héliogabale ou l'anarchiste couronné**, en a parlé en même temps que de la guerre entre les sexes et la permutation des rôles (entre maître et esclave) comme pour souligner la nature politique et cet interdit :

« ... je pense, moi, que Bassianus a dû tuer... son vrai père, son père par la nature et son père dans la société... mais le fait d'avoir rétabli une fois de plus la suprématie du mâle sur la femelle, et du masculin sur le féminin, ne semble guère avoir arrangé les choses, puisque c'est à partir de lui que la dégringolade commence ; et qu'il est difficile de trouver dans l'Histoire un plus parfait assemblage de crimes, de turpitudes, de cruautés, que celui de cette famille où les hommes ont pris toute la méchanceté et la faiblesse, et les femmes la virilité.

On peut dire là-dessus qu'Héliogabale a été fait par les femmes ; qu'il a pensé à travers la volonté de deux femmes ; et que lorsqu'il a voulu penser par lui-même, lorsque l'orgueil du mâle fouetté par l'énergie de ses femmes, de ses mères, qui ont toutes couché avec lui, a voulu se manifester, on sait ce qu'il en est résulté.

Je ne juge pas ce qu'il en est résulté comme l'Histoire peut le juger ; cette anarchie, cette débauche me plaît. Elle me plaît du point de vue de l'Histoire et du point de vue d'Héliogabale ; mais à l'heure où je prends son histoire, Héliogabale n'est pas encore né. »

La fonction politique et sociale assurée par la **contrainte intérieure**, l'auto-répression, le « flic dans la tête » apparaît donc nécessaire au fonctionnement « normal » de la société d'exploitation, à la survie du système capitaliste. Et c'est parce que l'apprentissage de cette auto-répression, de cette auto-castration se fait dans le cadre familial, que les révolutionnaires les plus conséquents ont entrepris de détruire ce cadre. C'est parce que le capitalisme ne peut fonctionner sans l'intégralité de ses structures répressives — Travail, Famille, Patrie — que les révolutionnaires les plus conséquents ont entrepris de détruire ces structures. Leurs critiques en acte du travail aliéné (du syndicalisme et du régime patronal) se manifestent ouvertement et quotidiennement sous la forme de luttes violentes ou de grèves sauvages ou comme, en mai-juin 68, sous la forme d'une grève générale avec occupation des lieux de travail. Leurs critiques en acte du patriotisme — malgré la régression nationaliste d'une vieille gauche parlementariste de plus en plus débile — se manifeste chaque fois que les drapeaux rouge et noir de la révolution sont préférés au torchon tricolore des éternels versaillais.

Mais s'attaquer au Travail et à la Patrie, sans s'attaquer à la Famille, c'est, en fin de compte, éviter de « faire la révolution » dans la vie quotidienne, c'est bloquer et non pas changer la vie. Et c'est en cela que le gauchisme, comme le stalinisme sont profondément conservateurs.

## LE FANTASME DE LA REVOLUTION

Qu'à cela ne tienne, le gauchisme, même pourri, fonctionne en tant qu'épouvantail de la « folie », de la « délinquance » et de « l'irresponsabilité ». Tâchons de comprendre comment, à propos de l'exemple concret de Nanterre. Au départ la faculté de Nanterre « avec son lourd et glorieux passé » (sic) sombre dans l'ennui et l'indifférence. Quelques incidents mineurs éclatent de loin en loin. A l'occasion d'un de ces incidents, le « philosophe » chrétien Ricœur, doyen qui se croit maître après dieu dans la faculté, est effleuré par une poubelle. Il en souffre. Surtout moralement. Déjà depuis plusieurs mois la crèche sauvage existe et quelles que soient les carences fondamentales et le militantisme aliéné des gauchistes qui font marcher cette crèche sauvage, elle gêne par son existence même le fonctionnement « normal » du pénitencier universitaire. Quelques enfants et quelques adolescents du bidonville voisin suffiront à enrayer le mécanisme institutionnel de la faculté. Cet embryon de contact entre les classes sociales et les races, cet embryon de contact humain et de décloisonnement suffit déjà à terroriser la bourgeoisie. Le système autoritaire « libéral » de Ricœur s'effondre. Et cet effondrement est ressenti de façon angoissante par la bourgeoisie dans son ensemble. Aux cris de panique de Ricœur, la bourgeoisie répond comme un seul homme. Le 27 février, Ricœur craque :

« Depuis les incidents dont j'ai été moi-même victime, deux affrontements graves au moins se sont produits au cours desquels des coups ont été portés qui étaient susceptibles de donner la mort ; des groupes armés de matraques et de barres de fer manœuvrent sur le domaine et dans les bâtiments, sans que les autres organisations d'étudiants, qui répugnent à ces méthodes de style fasciste, soient en mesure de s'y oppo-

ser ; ils molestent leurs adversaires politiques, saccagent les locaux et suppriment pour tous la liberté d'expression qu'ils confisquent pour eux-mêmes. Il en résulte qu'à n'importe quel moment un meurtre peut être commis.

Au danger des bandes armées s'est récemment ajouté celui de délinquance juvénile : certains des jeunes adolescents attirés à la faculté par des activités qui n'ont rien à voir avec l'enseignement universitaire, se livrent au petit brigandage et exercent des menaces et des voies de fait, principalement sur des étudiantes, dont je reçois chaque jour les plaintes précises.

Ces deux phénomènes, dont la conjonction est particulièrement redoutable, ont trouvé malheureusement dans les conditions actuelles propres à Nanterre un terrain particulièrement favorable.

... Je fais appel à tous les enseignants et à tous les étudiants pour qu'ils prennent conscience du problème et que, par leur sursaut et leur action conjuguée, ils travaillent activement à l'isolement, à la condamnation morale et politique, et à l'élimination effective des groupes violents qui, par leur recours à des délits de droit commun, usurpent jusqu'à leur titre politique. »

(Le Monde, 27 février 1970.)

Le 3 mars, le Syndicat Général de l'Éducation Nationale (CFDT) déclare que :  
« ...la situation développée dans certains établissements parisiens — en particulier à Nanterre — est intolérable ; il ne peut accepter le développement d'un climat d'insécurité établi par les campagnes d'injures, de menaces et de violences qui ne se dissimulent même plus avec le prétexte d'anarchisme politique et qui relèvent purement et simplement du droit commun. »

(Combat, 3 mars 1970.)

Pour bien souligner le caractère diaboliquement criminel du gauchisme illégal et permettre à la droite et à la gauche convenable de bien reconnaître dans chaque révolutionnaire le Diable en personne, le philosophe chrétien précise son réquisitoire à l'aide d'un terme (particulièrement « accusateur ») déjà utilisé par Lénine : il fustige les **ultra-gauchistes** ! Ce chrétien représente donc à la fois toutes les variantes de l'idéologie dominante. Le 5 mars, Ricœur affirme :

« La délinquance — que mon texte n'a aucunement attribuée à un groupe particulier de jeunes adolescents — est une fabrication des ultra-gauchistes qui, à l'intérieur même du domaine universitaire, dévoient des garçons honnêtes et les entraînent au petit brigandage. »

(Lettre au Monde.)

C'est faire, à ces « ultra-gauchistes », beaucoup d'honneur.

Alors que des étudiants de Vincennes découvrent dans le plafond d'une salle de cours un micro caché par la police, un arsenal et des tracts d'inspiration nazie écrits par les appariteurs-flics employés par l'administration, et qu'à la Fac des Sciences le bureau du dictateur doyen Zamansky est saccagé par des centaines d'étudiants protestant contre l'expulsion d'un prof, à Nanterre 3 000 étudiants livrent une bataille rangée à 2 000 policiers et CRS (les dégâts seront « importants », tant ceux causés par les affrontements dans les locaux universitaires, que ceux commis uniquement par les policiers contre des centaines de voitures parquées devant la faculté. Tous ces incidents sont racontés en détail et avec une objectivité toute relative dans le numéro spécial de l'Idiot « Nanterre Partout ».

La secte dirigeante du capitalisme a entendu les lamentations de Ricœur et, grâce à lui, elle a trouvé son Diable, son bouc émissaire : le gauchisme. Charles Pasqua, député UDR, demande au Premier Ministre de :

« mettre hors d'état de nuire les responsables de l'agitation ».  
« Personne ne comprend l'indulgence et la mansuétude dont le gouvernement paraît faire preuve à l'égard de prétendus étudiants qui sont surtout animés de la folie de détruire et renforcés par des voyous. »  
(Le Figaro, 6 mars 1970.)

La mairie PCF de Nanterre (dont un commando avait été à l'origine d'un affrontement violent sur le campus universitaire au cours duquel un permanent du PCF avait essayé d'écraser en voiture un étudiant gauchiste, lequel avait riposté en détruisant pratiquement la voiture) s'acharne, elle aussi contre les « voyous » et autres « provocateurs ». Elle publie un communiqué dont voici l'essentiel :

« L'introduction de la police à l'intérieur du campus à la suite des mesures de banalisation n'a fait, comme il était prévisible que favoriser l'action des groupes provocateurs maoïstes et fascistes, alors que la masse des étudiants désire poursuivre ses études dans des conditions matérielles qui font actuellement défaut. »

(Le Figaro, 6 mars 1970.)

Plus tard, à propos du centenaire de Lénine, Marchais redira pour la nième fois le leitmotiv du PCF, inlassablement répété depuis les Procès de Moscou contre tous les gauchistes :

« Qu'ils soient maoïstes ou trotskistes, les agissements provocateurs des groupements gauchistes servent si bien les desseins du pouvoir qu'il est difficile de croire qu'ils ne sont pas plus ou moins « téléguidés » par celui-ci... »  
et encore :

« En vérité, ils n'ont rien à voir avec le mouvement révolutionnaire. Ce n'est pas la première fois que des agitateurs sans scrupules dissimulent leurs forfaits sous le noble drapeau de la révolution. Les fascistes aussi se sont toujours prétendus « révolutionnaires ». »

Mais, plus intéressant que les truquages et les amalgames politiques du PCF, sont les réactions de la bourgeoisie aux cris de panique de Ricœur. Les fantasmes de meurtre, de viol et de brigandage, la bourgeoisie s'y reconnaît immédiatement et les amplifie. La panique de Ricœur fait boule de neige et le « scandale de Nanterre » prend des proportions nationales au point qu'une portion importante de la bourgeoisie s'accorde avec le PCF pour réclamer contre les « groupes fascistes de droite et de gauche » — c'est ainsi qu'ils désignent les gauchistes — des mesures répressives qui se traduiront d'abord par la loi contre les « nouvelles formes de délinquance ». Mais pour préparer cette campagne de haine et de répression vengeresse, il faut d'abord que les fantasmes chrétiens de Ricœur soient largement diffusés avant de pouvoir servir de prétexte à l'hystérie collective. C'est ce à quoi s'emploie toute la presse, de l'*Humanité* à l'*Aurore* en passant par *Le Monde*. *Le Parisien Libéré* établit (sans le vouloir) un lien réel et essentiel entre le « politique » et le « sexuel » en donnant une interprétation assez dramatique du fantasme de Ricœur :

« Cette situation ne peut avoir que deux issues :

— Ou bien le retrait total des forces de police. Ce serait livrer Nanterre aux groupes extrémistes. Solution à vrai dire impensable, tant la situation est dégradée du fait que ces groupes (notamment celui dit de la « Gauche prolétarienne ») qui ont particulièrement aggravé la situation en favorisant une interpénétration entre l'Université et les bidonvilles voisins : des Nord-Africains s'installent couramment dans les toilettes des bâtiments universitaires pour y attendre les femmes et les jeunes filles afin de les attaquer. »

(Le Parisien Libéré, 6 mars.)

Pressenti plus tard pour remplacer les doyens défaillants, Edgar Faure préconisera le déplacement du bidonville de Nanterre et la construction, sur le campus, d'un drugstore ! Sans blague. C'est ainsi que la bourgeoisie pense sauver son université.

Toutes les conditions objectives sont réunies d'une campagne de haine anti-gauchiste, et de racisme — comme toujours de caractère plus ou moins ouvertement sexuel — le gauchiste assumant ici la fonction non seulement du Diable, mais du « Juif », du « Nègre » et de « l'Arabe » aux yeux d'une opinion publique complètement intoxiquée et manipulée par les mass media et les sondages d'opinion truqués. La campagne déclenchée à Nanterre par Ricœur se prolonge dans la loi contre « les nouvelles formes de délinquance » qui vise, en fait, très au-delà des étudiants gauchistes, les paysans, les petits commerçants et les ouvriers dont les formes d'actions violentes particulièrement efficaces et la puissance de blocage du système capitaliste, inquiète sérieusement le patronat et le gouvernement. (4) (voir note). Derrière la campagne de diversion anti-gauchiste se cache une manœuvre de type fasciste : pour justifier l'hystérie collective et la répression contre les « fous » et les « voyous », les « irresponsables », la justice de classe les accuse de « délit collectif ». La responsabilité collective, notion typiquement fasciste, est donc définitivement intégrée au droit bourgeois, à la démocratie bourgeoise. Personne ne s'y est trompé, ni la vieille droite, ni la vieille gauche, ni les politiciens ni les militants. Le fantasme Ricœur avait fait son chemin. Un journaliste particulièrement proche du pouvoir (Jean Ferniot) en fit un bilan provisoire dans le **Journal du Dimanche**, résumant l'opinion de la bourgeoisie tout entière :

« Depuis six mois qu'il est au pouvoir, le Premier Ministre pratique la concertation. Cette méthode lui a valu d'assez beaux succès sur le terrain social et une popularité que les sondages montrent en ascension constante (sic). Mais un certain nombre d'incidents se sont produits, dans les facultés, notamment, qui ont à plusieurs reprises mis en cause l'autorité de l'Etat. M. Chaban-Delmas craignit que sa mansuétude passât pour de la faiblesse et il se décida à sévir.

Ce fut un autre libéral, universitaire et philosophe, M. Paul Ricœur qui, bien à son insu, souffla au Premier Ministre une solution. Dans la lettre qui donnait les raisons de sa démission, le doyen de la faculté de Nanterre-Lettrés, M. Ricœur employait pour qualifier des violences des étudiants les mots de « délit collectif ».

Face à de nouvelles formes de délinquance, ne fallait-il pas recourir à de nouvelles formes de répression ? »

Enfin, pour la dernière touche, citons le rapporteur de cette loi anti-casseurs, un politicien centriste (!) du nom prédestiné de Claudius Petit, qui s'était déjà signalé en participant à un meeting, organisé par l'Armée du Salut, contre « l'érotisme » et le relâchement des bonnes mœurs. Il est sublime, ce petit :

« Le projet, ajoute le rapporteur, oblige à la réflexion ceux qui ne séparent pas l'exercice des libertés personnelles de l'ordre républicain et qui s'interrogent sur les conséquences, à terme, de la montée de la violence. Il contraint au choix nécessaire entre la loi et la rue.

Depuis des mois déjà, des actions destructrices, engagées parfois sans prétexte, comme des gestes gratuits destinés à bafouer l'autorité où que celle-ci se manifeste, jettent le trouble dans le pays, exaspèrent à juste titre la population et semble avoir un effet contagieux sur d'autres catégories sociales ou professionnelles qui, à leur tour, emploient de semblables méthodes à l'encontre des services publics. Le sens de la responsabilité civique est souvent tellement amoindri que de telles attitudes paraissent à beaucoup parfaitement habituelles et normales.

Cependant, le caractère des destructions, l'ampleur des dommages causés aux équipements publics et universitaires, la gravité des attaques dont sont l'objet d'honorables fonctionnaires, le coût intrinsèque de ces

désordres ne peuvent laisser indifférents ni les Français — qui sont aussi des contribuables — ni leurs élus, pas plus que le gouvernement. »

(La Nation, 22 avril.)

En tout cas, en ce qui concerne « l'érotisme » ou les actions violentes et le combat anti-autoritaire, ce que la bourgeoisie craint le plus ce n'est pas leur effet immédiat, mais leur « effet contagieux sur d'autres catégories sociales ».

En somme, ce que la bourgeoisie reproche au « Mouvement gauchiste », c'est d'être — malgré ses carences flagrantes — porteur du fantasme de la révolution, du désordre créateur et du refus d'obéir qui la hante. Efficaces ou inefficaces, peu importe, ceux qui usent de la violence révolutionnaire contre l'Etat montrent que tout, c'est-à-dire la révolution, est plus que jamais POSSIBLE.

Et puis, de temps à autre une action directe de masse se réalise qui prouve que la base peut réussir à se libérer du carcan bureaucratique et s'auto-organiser. Ces actions de masse donnent l'illusion d'un nouveau départ (par exemple : la campagne d'actions violentes contre Nixon en 1969 et la bataille de Nanterre en 1970) et même certaines actions de commando peuvent être réellement exemplaires en ceci qu'elles attaquent directement la dictature de la marchandise (par exemple : la distribution gratuite à Saint-Lazare de 15 000 tickets de métro volés, ou bien le pillage d'un magasin ou d'un supermarché), mais ces actions apparaissent postérieurement comme des exceptions à la règle du gauchisme qui retombe aussitôt dans son ornière de demi-mesures, de routines, de religiosité maoïste, trotskiste, anarchiste, etc... Contestés de plus en plus de l'intérieur, les groupuscules, comme les partis et les syndicats, se survivent par pure prestidigitation bureaucratique, par la volonté des appareils. Chaque groupuscule se prétend (comme chaque organisation politique traditionnelle) propriétaire exclusif de la Vérité et veut régner en son nom : au nom de la Révolution fétichisée. Les appareils gauchistes (comme n'importe quel autre bureau politique) excluent et baillonnent les « contestataires » de la base, singeant les dirigeants des partis classiques, notamment les dirigeants stalinien qui, obsédés après chaque crise sociale par la « normalisation » et par l'épuration des « éléments anti-parti », exercent dès avant leur prise de pouvoir la dictature bureaucratique qu'ils instaurent, après cette prise de pouvoir, au nom et à la place de la classe ouvrière. La « Vérité » telle que prétend l'incarner tel ou tel groupuscule ne prête même plus à rire, dès lors que les plus grands coups contre le système capitaliste ne sont pas portés par les spécialistes de « la politique », mais directement et en dehors du champ politique bourgeois par telle ou telle importante portion d'une couche sociale désespérée qui ici arrête un train, là saccage une perception, ici paralyse la circulation automobile en ville ou sur une autoroute, là livre une bataille rangée aux CRS et les fait reculer. Sans parler bien entendu des 150 millions de journées d'arrêt de travail, « perdues » (pour le capital), durant la grève générale de 1968 et le million de journées de grève — souvent sauvage — au premier semestre de 1969. Les groupuscules, tout comme les partis et les syndicats tentent de récupérer ces luttes autonomes et éparées. Bien sûr, dans cette situation de fausse conscience généralisée, de militantisme débile et de contre-révolution « culturelle » permanente les groupuscules servent non pas de détonateurs mais d'éteignoir. Le récent mouvement de grève sauvage dans les mines du Limbourg fut exemplaire en ceci que les différents groupuscules de spécialistes n'ont réussi qu'à arrêter et à briser ce mouvement comme n'importe quel appareil syndical. Les erreurs de mai pour n'avoir pas été analysées en profondeur se reproduisent à l'infini. Encore une fois l'énorme potentiel révolutionnaire que révèle tel ou tel conflit violent entre telle ou telle couche sociale et l'Etat ou bien, sous une forme encore embryonnaire, les sabotages (des produits ou de moyens de production) et les conflits du type grève sauvage, comme d'autre part, la rébellion incontrôlée des jeunes (d'origine ouvrière ou bourgeoise) que les institutions répressives ont de plus en plus de mal à maintenir en cage — cette rébellion s'exprimant par une « délinquance » de plus en plus créatrice et subversive — tout cela semble ne pas affecter du tout les bureaucraties gauchistes qui tiennent à imposer aux masses leurs scénarios respectifs aussi mortellement ennuyeux les uns que les autres parce qu'étrangers aux désirs réels. Les actuelles séquestrations ou interceptions de patrons et de ministres, les poubelles et les crachats à la gueule des doyens ne sont rien en comparaison des formes de rage

pure que les masses exploitées choisissent pour régler leur compte aux flics, aux exploiters et aux bureaucrates quand elles n'en peuvent plus. Qu'on se souvienne de ces beaux spécimens de la police politique stalinienne pendus à des réverbères, à Budapest en 1956, et de la pendaison par les pieds à des crochets de boucher à Milan, en 1944, de Mussolini et de sa chienne. Ceux (du PCF à l'UDR) qui ont réclamé et voté la loi « anti-casseurs » s'en souviennent, eux, puisqu'ils craignent justement que de telles actions aient un « effet contagieux sur d'autres couches sociales » qui pourraient à leur tour employer les méthodes des « casseurs ». Aussi, pour empêcher la révolte sauvage de se répandre, les dirigeants capitalistes et les appareils bureaucratiques des partis et des syndicats chargés de maintenir l'ordre et de contrôler les masses, doivent-ils s'allier entre eux (comme ils le font pour réprimer et essayer « d'isoler les gauchistes ») et d'instituer une sorte de négociation de Grenelle permanente qu'ils appellent « concertation ». Tant que les appareils bureaucratiques (staliniens ou gauchistes) exerceront leur dictature, afin de garder le rôle « d'interlocuteurs valables » que leur fait jouer la bourgeoisie, le système capitaliste fonctionnera — c'est pourquoi il importe d'aider ces appareils à disparaître le plus rapidement possible et par tous les moyens. Ce n'est pas le gauchisme qui inquiète le PCF et l'UDR, mais le lent et réel développement d'une crise sociale qui dépasse de très loin le gauchisme et qui balayera aussi le gauchisme (héritier et réincarnation de la vieille gauche cadavérique). C'est même dans la mesure où le gauchisme (comme les autres institutions politiques) sera balayé qu'un mouvement révolutionnaire de masse, encore plus puissant et radical que le mouvement de mai, pourra se développer et mettre un terme au système capitaliste.

Donc, loin d'être un signe d'impuissance ou d'échec, la fin du gauchisme ne sera pas « la fin du mouvement révolutionnaire », mais son réel commencement. Hâtons cette fin. Que les funérailles du gauchisme soient une fête sans limite et le début d'une révolution non plus exceptionnelle, mais quotidienne.

(A suivre... Le débat se poursuivra dans le bulletin.)

MAK NOW et HARPO MARX.

(1) Note. — Il ne s'agit pas d'exalter le blanquisme ou le putschisme mais, au contraire, de montrer en quoi le militantisme gauchiste est même incapable de réaliser ce projet là quoi qu'en prétendent certains idéologues marxistes-léninistes (cf. la polémique inter-groupeuse entre la revue *Que faire ?* et les *Cahiers de la Gauche Proletarienne*). Tant que ne sera pas réglée la question de la dictature bureaucratique qui se cache derrière le centralisme « démocratique » et que ne sera pas dépassé le léninisme, il n'y aura pas de démocratie directe, donc pas de révolution par en bas.

(2) Note. — La bourgeoisie sait gré au PCF de lui apporter une aide précieuse en condamnant les gauchistes : de la même façon que les staliniens qui avaient signé un pacte avec Hitler (en 1939) ne se gênaient pas pour qualifier les gauchistes d'alors de « hitleros-trotskistes », le PCF dénonce aujourd'hui les « maoïstes-fascistes » et les « gauchistes-Marcélin ». Mêlant la panique à la paranoïa (tout en rejetant « l'explication psychanalytique » — mais laquelle ? — sur la droite), un article de l'*Express* s'appuie sur le PC pour désigner ceux à qui tous les partisans de l'ordre veulent imposer le rôle de « fou » et le rôle de « flic » :

« ... A lire leur journal « La Cause du Peuple », que Jean-Paul Sartre couvre de sa dignité, l'heure serait bientôt à déterrer les vieux fusils abandonnés dans le Vercors... Les fusils, pour les maoïstes, ne sont jamais rouillés.

La droite se contenterait sans doute d'une explication psychanalytique. Les communistes, eux, malades du gauchisme, en avancent une autre : ce sont des « flics » ! Les flics, il semble bien, en effet, qu'il y en ait. M. Raymond Marcellin ne serait pas un bon Ministre de l'Intérieur, s'il ne saisissait pas une aussi bonne occasion. « Quand quatre anarchistes se rassemblent, disait déjà le préfet de police Lépine, il y a deux hommes à moi. »

Mercredi, on jugeait par exemple, les auteurs de l'agression contre l'imprimerie de « La Nation » et du « Parisien Libéré ». Etrange procès. Les agresseurs, apprit-on, étaient tous fichés. La police les attendait depuis une heure sur les lieux de l'attentat, et l'un des membres du commando avait mystérieusement disparu à cause d'une « blessure à l'oreille ». De la même façon, on vit, à la 23<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, témoigner deux policiers contre des gauchistes coupables d'avoir forcé le coffre du commissariat Saint-Thomas d'Aquin. Or, ces deux policiers savaient de quoi il retournait puisque — en blue jeans et foulard sur le visage — ils les avaient aidés.

Des fous, des flics... Le gauchisme est aussi pour une partie de la jeunesse, une manière de répondre, même mal, à des problèmes réels qui l'oppressent... »

Il résulte de tout ce fatras une atmosphère typiquement raciste, dénoncée par les mêmes bonnes âmes humanistes de la bourgeoisie « libérale » qui, la veille, encourageaient la répression et l'amalgame en réclamant des sanctions contre les « provocateurs » et les « extrémistes ». **Le Monde** (empruntant à la psychanalyse rejetée tout à l'heure un terme clinique) intitule **Psychoses** un article sur ce thème :

« ... Une psychose est ainsi en train de se créer dans le pays. Tout incendie, tout accident inexplicable, est criminel, et ses auteurs sont sur-le-champ étiquetés : ce sont les gauchistes... »

« ... Pour un certain nombre de Français, tout étudiant et toute étudiante, tout garçon à cheveux longs, ne peuvent être que des gauchistes, et tout gauchiste ne peut être qu'un terroriste en puissance. Pour certains éléments de la police, tout jeune est a priori suspect, et dans le voisinage d'une manifestation, quiconque a le malheur de courir relève du coup de matraque... »

Tel est le scénario, toujours le même, dont les rôles sont distribués « par en haut » — c'est-à-dire par les matraqueurs : la bourgeoisie traditionnelle et le PCF — dont les jeunes sont victimes en tant que classe d'âge.

(3) **Note = technique = pour ceux que cela intéresse.** — Ces extraits sont tirés d'un article intitulé **La mort du Père**, de A.B. George, illustré de photos des événements de mai 1968, publié dans **Sandorama** (une luxueuse revue « strictement réservée au corps médical », éditée par le trust pharmaceutique Sandoz... et c'est une raison de plus pour transgresser la règle et porter le débat sur la place publique). Au lieu de ce texte qui prétend à la « neutralité scientifique », et qui renvoie donc implicitement à l'idéologie dominante — ce qui ne nous empêche pas de le détourner, comme on détourne une affiche, un avion, une information parue dans **l'Aurore** ou **Minute**, **Le Monde**, etc... — nous aurions pu en citer d'autres de Freud ou Ferenczi, plus pertinents encore, sur le rapport du conflit œdipien aux familles politiques, à la politique groupusculaire et à la lutte de classes, mais cela risquerait de « techniciser » la discussion qui a d'abord pour objet d'éclairer la situation actuelle du mouvement révolutionnaire par rapport à la crise du capitalisme, et de nous aider à déterminer le rôle que nous entendons choisir et jouer dans cette lutte des classes. Toutefois, il est impossible de se référer à Freud et à la psychanalyse sans les mettre en question en tant qu'ils véhiculent, eux aussi, certains dogmes de l'idéologie dominante. Notamment sur l'objet très ambigu (sur lequel Freud a maintes fois changé d'avis) de la cure psychanalytique : en tout cas, notre volonté de détruire le capitalisme sous toutes ses formes (économiques et idéologiques) ne peut que dénoncer cette cure dans la mesure où elle est un agent d'intégration au capitalisme. Lorsque Freud écrit (dans **De la technique psychanalytique**, éd. PUF) que le psychanalyste doit, lorsque ses patientes lui font des avances sexuelles, leur « enseigner à vaincre le principe de plaisir, à renoncer à une satisfaction immédiate, non conforme à l'ordre établi et cela en faveur d'une autre plus lointaine et peut-être aussi moins certaine, mais irréprochable au point de vue psychologique et social », il exerce une forme précise de répression sexuelle institutionnalisée par le capitalisme à tous les niveaux de la vie sociale : le rapport enseignant/enseigné, dirigeant/dirigé. Tout système de pensée, lorsqu'il est absorbé par l'idéologie dominante, devient une marchandise. L'interprétation pseudo-clinique du mouvement de mai par deux psychanalystes-flics, auteurs de **l'Univers Contestationnaire** (éd. Payot), par exemple, fait subir à Freud le même traitement que Raymond Aron inflige à Marx. Cela n'empêche pas Freud ni Marx d'être porteurs de certaines « questions », interdites par la bourgeoisie, parce que « pas bonnes à dire » et « choquantes ». Nous avons essayé de passer outre en posant ouvertement ces questions, sans tenir compte des interdits et des cloisons qui séparent « normalement » le « personnel » du « social », le « psychique » du « politique ». Dès que notre combat se donne pour objet non pas de changer de gouvernement, mais de transformer le monde et de changer tous les aspects de la vie, nous n'avons plus à respecter les règles de « la politique » et de « la logique ».

(4) **Note.** — Ceux qui, transgressant un des principaux interdits du capitalisme, usent de la violence pour exprimer leur désespoir, cristallisent aussitôt sur eux-mêmes toute la haine de la classe dirigeante : puisqu'ils sont sortis de leur passivité, ils ne peuvent être que « fous », « pestiférés », « criminels », etc... L'idéologie de l'esclavage a toujours des sous-entendus racistes. Après les batailles de rue à la Tour-du-Pin, les barrages de route et les plasticages, un hebdomadaire a enfin donné la parole à ceux qu'on a qualifié un peu trop hâtivement de poujadistes : « ... dépassés par les forces qu'ils ont déchainées, commerçants et artisans contestataires sont aujourd'hui des citoyens perdus. Et humiliés. » On sera bientôt les Juifs de la nouvelle société. On portera l'étoile jaune et on nous fera marcher sur l'autre trottoir », déclare, amer, un marchand de chaussures de Haute-Saône... Comme quoi, tout en fabriquant des déviants, le capitalisme moderne veut leur mettre dans la tête qu'il n'y a pas d'autre solution à leur déviance que le camp de concentration. En France, les imprécations de Marcellin contre les « déviants anarchisantes » font encore sourire (mais déjà des peines de prison ferme deviennent la règle) alors qu'aux USA l'escalade de la répression est très avancée et de véritables camps sont effectivement préparés pour contenir des dizaines de milliers de manifestants et autres « éléments anti-sociaux » et « vauriens » (Nixon dit) que la classe dominante veut mettre hors d'état de lui nuire.

## DANS NOTRE COURRIER

Notre dernier n° nous a valu les protestations de deux camarades que nous publions ci-contre :

### De la camarade Lamberet :

Il m'est arrivé ces jours-ci le n° 45 de N. et R., avec le compte rendu du Nettlau. Je vous avais inscrits dans la liste des comptes rendus à servir, en pensant que ce livre l'intéresserait. Mais ce C.R. signé LR. est-il de toi ? J'en doute, car l'auteur ne semble pas avoir compris, ni l'esprit du mouvement espagnol en général, ni sa continuité ; il ne retient qu'un aspect négatif de ce mouvement extraordinaire que fut l'ancêtre de la CNT, la Féd. Régionale et les organisations qui l'ont suivie ; tout le côté positif échappe, ou il n'en est pas fait mention. Et les caractériser « mouvement ouvrier conduit par la petite bourgeoisie »... ?

Enfin, j'en reste étonnée ; il y a à redire à presque chaque paragraphe.

Pourquoi aussi me mettre en cause au sujet du prix ? Il est sans rapport avec moi, ni n'en ai retiré de bénéfice, loin de là. D'après ce que vous écrivez, vous l'auriez laissé inédit dans les archives d'Amsterdam (l'Institut en est propriétaire et c'est lui seul qui a convenu les modalités d'édition avec Reidel). J'ai préféré, et cela me semble meilleur, qu'il se trouve dans les bibliothèques, il peut être consulté beaucoup plus facilement. Je ne pense pas qu'il faille hésiter devant une occasion de diffuser nos idées, où que ce soit.

(N.D.L.R. La citation de la camarade n'est pas exacte. Nous laissons les camarades comparer les deux positions, de Lamberet et du compte rendu).

### Du camarade Salamero :

**Je vous demande la publication du texte suivant dans le prochain numéro de N.R.**

Dans le numéro 45 de N. et R., un semblant de débat sur le syndicalisme est engagé. Je dis bien un « semblant » de débat, tant la façon dont vous présentez les faits est arbitraire. En effet vous **extrayez** quelques phrases des textes publiés dans « L'Anarcho-Syndicaliste ». Vous les interprétez à votre façon, tendancieusement, vous défavorisez les idées défendues et par conséquent, vous faussez complètement les données du problème. La méthode consistant à isoler une phrase de son contexte est bien connue !

Vous évoquez le manque de place : l'argument peut être accepté lorsqu'il s'agit, par exemple, de commentaires sur un gros ouvrage... Mais lorsqu'il s'agit, comme c'est le cas, de cinq ou six feuilles dactylographiées, il faudra chercher d'autres excuses. Je pense donc qu'il faut que vous acceptiez de remettre le train sur les rails.

Ou bien vous publiez les textes auxquels vous vous référez, ou, au moins, de larges extraits. Les lecteurs de NR sauront ainsi de quoi il en retourne. Je pense notamment au texte publié dans le numéro de septembre du Bulletin Intérieur de l'U.A.S., sous le titre « Complément à la déclaration Mahé-Salamero » et à celui publié dans le numéro 90 de « l'A.S. ».

Ou bien vous ne les publiez pas et la confusion continuera d'être entretenue. Auquel cas, je pourrais me poser des tas de questions sur la sincérité des camarades de NR quand ils disent vouloir engager un débat sur le fond.

**NDLR.** — Suite au texte ci-dessus et après examen de celui-ci entre nous, nous avons directement répondu au camarade Salamero. Nous l'assurons d'abord de publier son texte dans notre numéro 46 mais qu'à notre avis une prise de position résumant ses idées sur les problèmes soulevés serait bien préférable. Procédant ainsi, nous pensions donner au lecteur une vue plus intéressante de la question car le ton du texte envoyé ne nous permet pas d'y répondre sans dégénérer dans des polémiques qui n'étaient nullement notre objectif.

Pour les raisons déjà exposées dans le n° 45, mises en doute par Salamero (le lecteur jugera de notre bonne foi, ou non...) nous lui rappelions que nous ne pouvions passer tous les textes qu'il signale **dont nous avons d'ailleurs mentionné références et adresses** pour le lecteur intéressé, comme cela est normal. C'est pourquoi nous lui demandions un texte personnel, résumant la question et pouvant ainsi dissiper des malentendus, que nous aurions été heureux de passer dans ce numéro.

A notre lettre, expédiée voici plus de deux mois, nous n'avons reçu aucune réponse. Nous regrettons donc de ne pouvoir publier que le texte ci-dessus qui, effectivement, ne fera pas beaucoup avancer la discussion...

#### **De G. K. dans l'Est**

Nous avons été déçus par la carence théorique de vos textes car, à notre avis, vous devriez vous contenir dans le rôle de « penseurs » qui ne vous va pas trop mal parfois et ne pas essayer d'être l'expression d'une organisation qui n'existe pas encore, malgré tous nos souhaits. Que pensez-vous du problème ? Pouvez-vous y répondre dans vos pages ?\* D'avance merci.

\* **NDLR.** — Lisez ce numéro, vous aurez une vue complète sur la question...

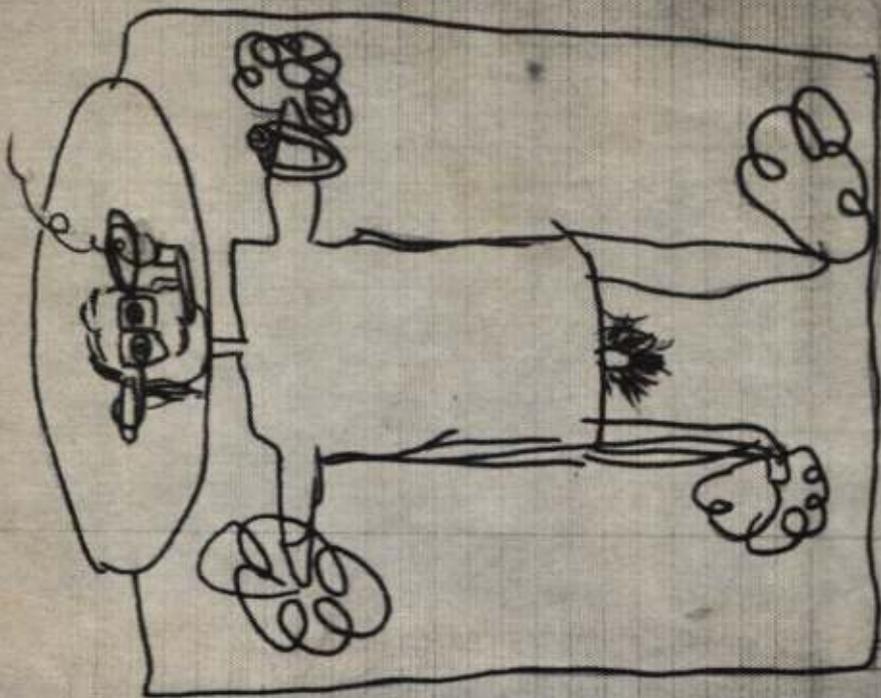
#### **De G. D. — Région Parisienne**

J'ai récemment entendu parler de la dissolution de votre groupe, cette conclusion à vos réflexions théoriques m'étonne et j'aimerais si possible que vous expliquiez votre position. NR me semble être la seule revue anar valable dépassant à la fois l'humanisme sectaire de la FA et les positions des communistes libertaires du MCL ou de la TAC, positions qui ne les mènent selon moi qu'à créer des groupuscules.

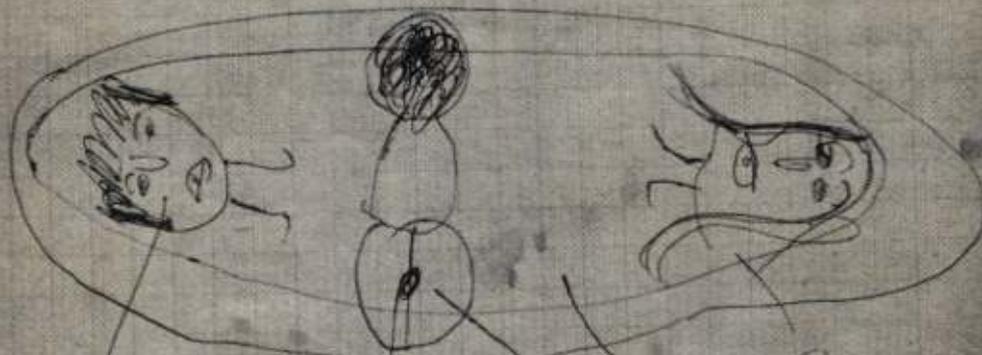
Les raisons qu'on m'a données à votre dissolution sont que vous pensez actuellement plus utile de faire passer vos idées dans l'action que dans une revue, cette position est peut-être valable mais il me semble qu'il serait utile de faire profiter tout le monde de vos réflexions (dans un dernier numéro de NR par exemple) ou d'engager un débat avec vos lecteurs que de disparaître purement et simplement.

J'espère une réponse (je préférerais un débat collectif). Salut fraternel.





le maître



pere

enfant

sue

mere

baignere

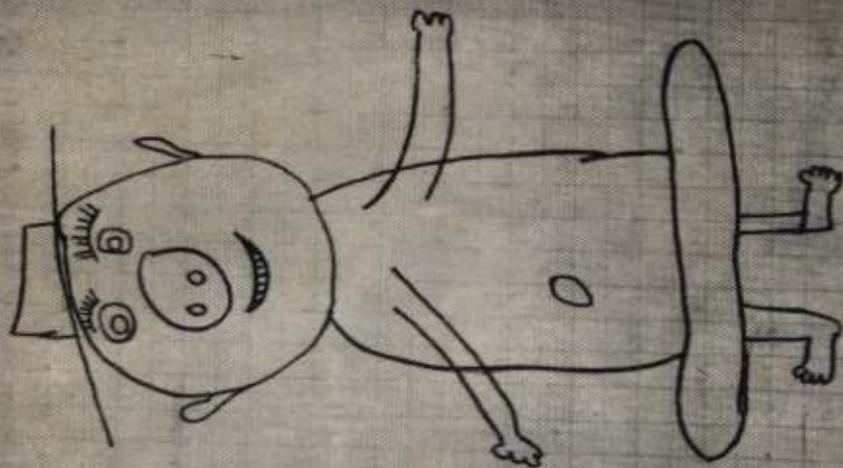
Messieur  
le maître  
voici votre  
somme



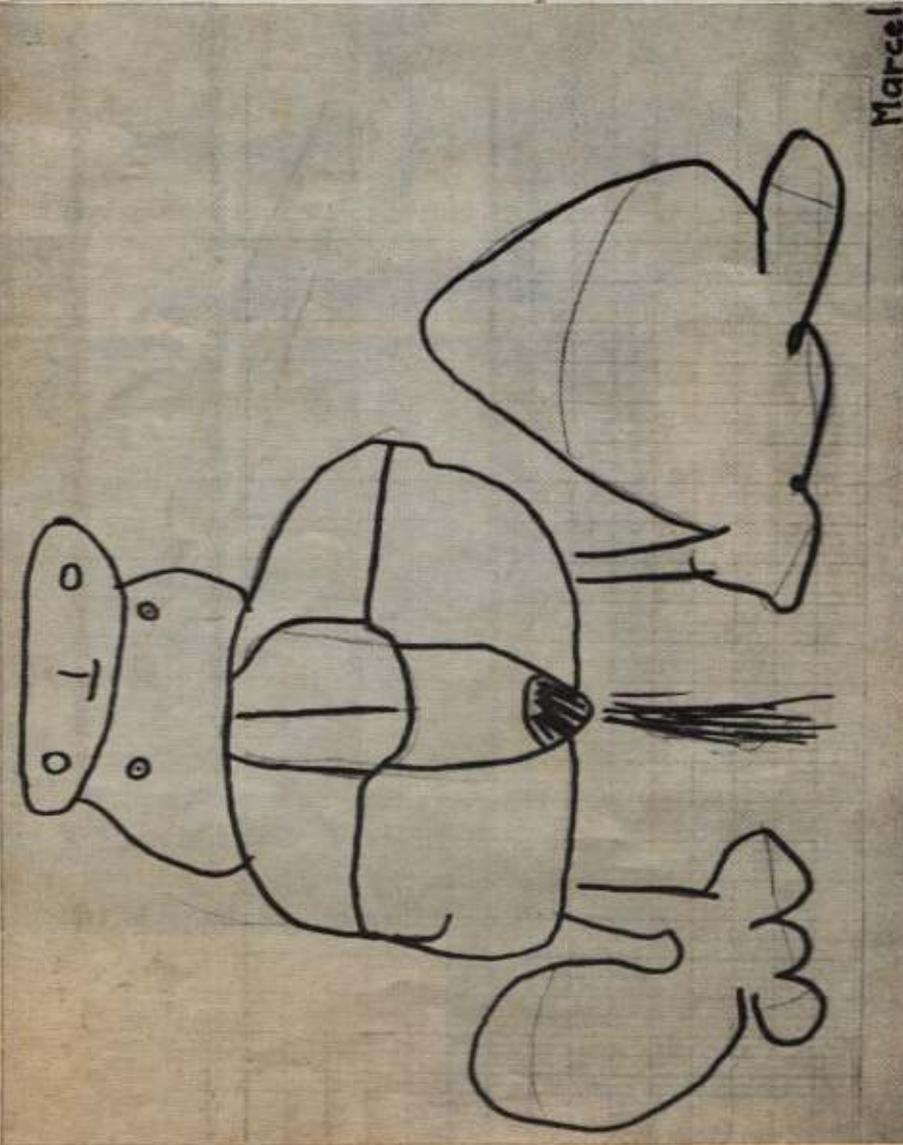
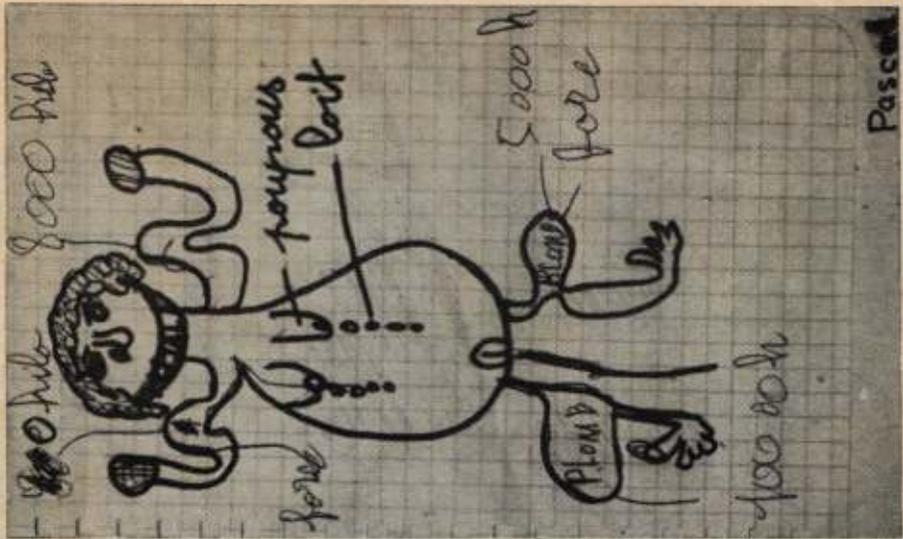
qui donne  
la polka  
sur  
votre  
ventre  
et vous  
lui

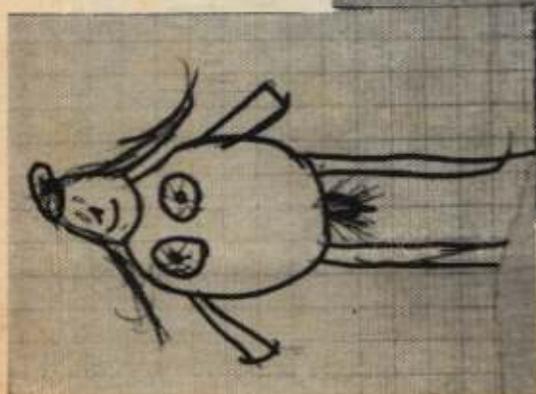
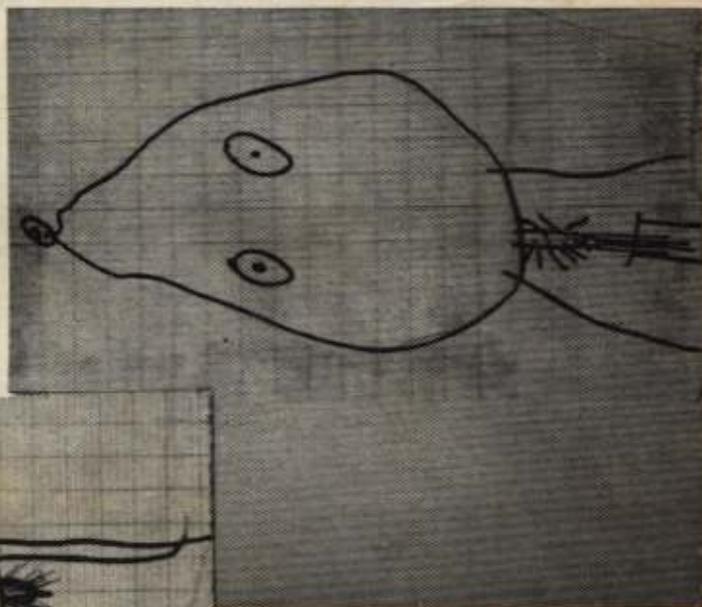
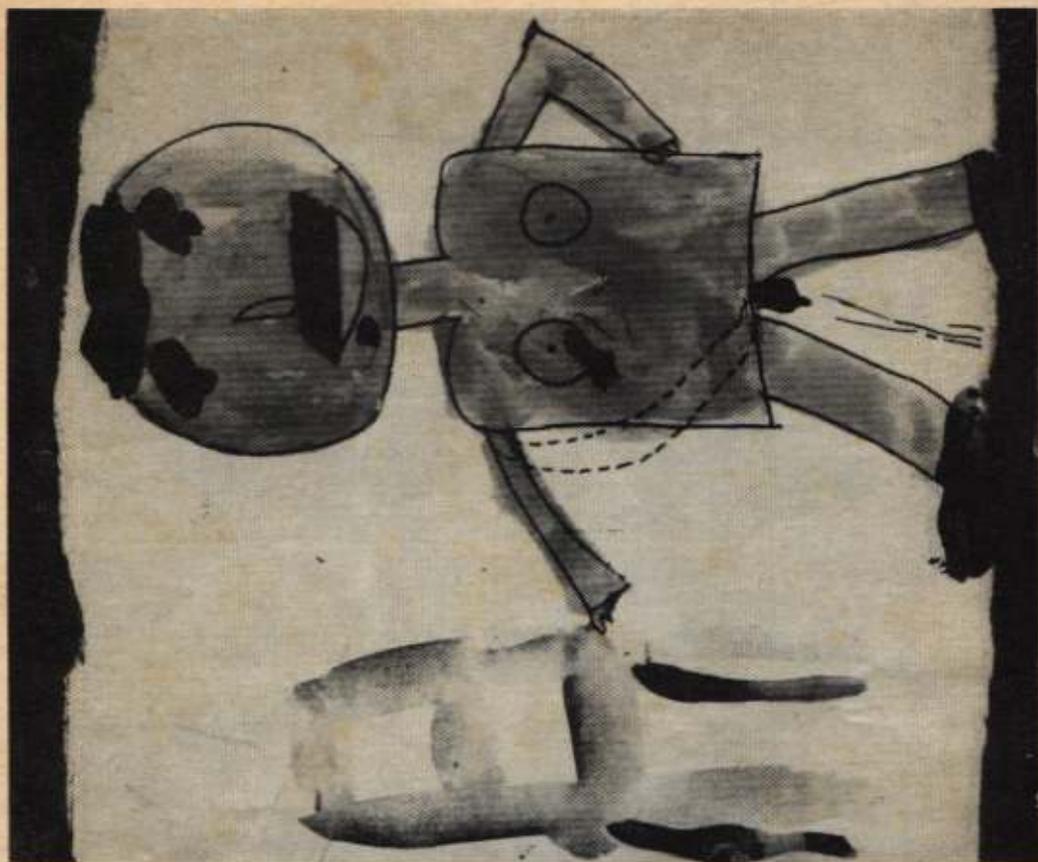
~~pol~~ et il  
a des  
poils  
qui me  
font  
disais  
tu me  
fais des  
chatonilles

monsieur le maître, voici votre  
femme qui danse la polka  
sur votre ventre et vous lui  
disais : tu me fais des  
chatonilles et il a des poils  
qui me font mal.



le général de Gaulle en train de  
faire de la danse





## SOMMAIRE

	PAGES
NI PLEURS, NI COURONNES .....	1
INVITATIONS A UNE REUNION .....	2
COMPTE RENDU SUBJECTIF .....	5
QUELQUES REFLEXIONS .....	6
TRANSITION .....	12
IMPRESSIONS FINALES .....	14
AUTOPSIE POUR UNE RENAISSANCE .....	15
IDEES COMME ÇA .....	18
SUR LE NEO-ANARCHISME .....	21
AU-DELA DU GAUCHISME .....	30
DANS NOTRE COURRIER .....	51

Notre adresse est : Lagant, B. P. 113, Paris (18<sup>e</sup>) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »).

Pascale CLARIS.

Paris, C. C. P. 20.020.93.

Nous rappelons que cette B. P. et ce C. C. P. seront clos à la fin de 1970 (voir avis dans ce numéro).

Prix de ce numéro : 3 F - Numéros antérieurs : 2 F.